

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13461 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MARDI 10 MAI 1988

Le président de la République réélu avec 54,02 % des voix contre 45,97 % à M. Chirac

La majorité parlementaire se divise sur les conclusions à tirer de la victoire de M. Mitterrand

Continuité

Après avoir assisté, un peu étonné, au spectacle que fut la fin de la campagne électorale, la plupart des gouvernements étrangers ont accueilli avec soulagement la reconduction de M. Mitterrand à la présidence de la République. Autant il représentait l'inconnu en 1981, autant aujourd'hui il incarne pour le plupart des observateurs étrangers la continuité d'une continuité dans la diplomatie française. Et cette continuité est d'autant mieux vue que la percée du Front national a suscité une profonde inquiétude hors de nos frontières.

Cette inquiétude n'avait pas été effacée, c'est le moins qu'on puisse dire, par le comportement de M. Chirac en fin de campagne. L'affaire des ossements du Liban, libérés quatre jours avant le scrutin du second tour, n'a pas contribué à relever le prestige du premier ministre, qui a paru à beaucoup prêt à tout pour sauver ses vaisseaux « in extremis ».

Le jugement est peut-être exagéré, tant il est vrai que M. Chirac n'a pas choisi cette date. Reste qu'en exploitant à des fins électorales l'échec de la mission de M. Chirac, M. Mitterrand a court-circuité les réactions et la soirée à la télévision. Pages 6 à 8

La défaite de M. Chirac. La stratégie du Parti socialiste Pages 10 à 12

La physiologie du scrutin Pages 14 et 15

Tous les résultats : Paris, départements, DOM-TOM... Pages 16 à 33

Un article de M. Michel Rocard : « Décentraliser pour l'emploi » Page 59

Restent enfin les problèmes de fond. Le premier se nomme bien sûr l'Europe, et il relève tout autant de la politique intérieure que de la diplomatie, tant est d'importance le défi que doit relever la France.

La place à tenir par la France entre deux Grands manifestement à la recherche d'un condominium va se retrouver elle aussi au premier plan des préoccupations de la nouvelle équipe.

Défense européenne, rôle de la force de discussion, attitude à adopter face aux efforts de désarmement de Washington et de Moscou, voilà des dossiers qui ne pourront pas attendre longtemps et à propos desquels M. Mitterrand, s'il veut mettre en œuvre l'ouverture dont il a tant parlé, devra prendre en compte certaines sensibilités extérieures au Parti socialiste. Y est-il prêt ? Il l'affirme. Laissons-lui le crédit de ses promesses, étant entendu que le choix des nouveaux ministres des affaires étrangères et de la défense constituera un premier test de sa résolution.

Après la réélection de M. Mitterrand (54,02 %), M. Jacques Chirac devait remettre sa démission au président de la République dès que l'un et l'autre se seraient mis d'accord sur une date rapprochée. M. Mitterrand ne devait faire connaître le nom du nouveau premier ministre que, au plus tôt, dans la journée du mardi 10 mai.

L'ampleur de la victoire de M. Mitterrand a créé les conditions d'une recomposition du paysage politique. La majorité parlementaire s'est divisée sur les conséquences de ce succès. MM. Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing ont indiqué qu'ils jugeraient « à ses actes » le nouveau gouvernement.

Le franc est resté ferme, lundi, sur le marché des changes, le dollar se maintenant à 5,7075 F. A Paris, la Bourse a ouvert sur une note positive (+2,35 %), avant de revenir en début d'après-midi à +0,76 %, alors qu'en 1981, la chute avait été telle que les cotations n'avaient pu être faites.

LES RÉSULTATS SELON LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

TOTAL			
Inscrits	38 061 919		
Votants	32 039 012 (84,17 %)		
Abstentions	6 022 907 (15,82 %)		
Blancs ou nuls	1 169 740 (3,65 %)		
Exprimés	30 869 272		
CANDIDATS			
	Nombre de voix obtenues	Suff. exp. (%)	Inscrits (%)
François Mitterrand	16 676 335	54,02	43,81
Jacques Chirac	14 192 937	45,97	37,28

Résultats complets moins la Polynésie.



La responsabilité de M. Barre

par Jean-Marie Colombani et Jean-Yves Lhomet

A première vue, la victoire de M. Mitterrand est écrasante. En approchant, avec 54,02 % des suffrages exprimés, le résultat du général de Gaulle (55,20 %) en 1965, il confirme son ascendant du premier tour sur une droite défaite et éclatée. Il impose pour la deuxième fois une alternance politique qui, en 1981, était considérée par ses adversaires comme un simple accident de l'histoire, par nature à l'échec. Il parachève l'ambition de son premier septennat : donner aux socialistes l'option d'une légitimité de gestion et de durée; les installer durablement dans le rôle de pivot de la vie politique française. Il ne s'agit plus, de surcroît, des socialistes version 1981, mais d'hommes que M. Mitterrand a conduits sur le chemin du réalisme. Ils ont accompli ainsi, avec retard mais sans grand risque de retour en arrière, une révolution culturelle qu'avaient découverte avant eux les sociaux-démocrates de l'Europe du Nord ou les socialistes espagnols.

M. Mitterrand, quatrième président de la Ve République, premier à être réélu au suffrage universel, est aujourd'hui placé dans une situation comparable à celle du fondateur de ce régime lors de l'élection présidentielle de 1965. A cette différence près que le général de Gaulle l'avait emporté face à un adversaire peu connu et à une gauche en recomposition, tandis que M. Mitterrand a pris la mesure d'une droite en décomposition dont tous les chefs de file ont peu ou prou échoué. M. Barre avait été éliminé le 24 avril; M. Chirac, défaillant au premier tour, a perdu le second; M. Le Pen, qui faisait figure de vainqueur il y a deux semaines, n'a pas pu éviter qu'un quart de son électoral n'enfreigne sa consigne (« pas une voix » pour le « pire », c'est-à-dire M. Mitterrand).

(Lire la suite page 2.)

L'heure du reclassement

par ANDRÉ FONTAINE

UN président de gauche confirmé dans ses fonctions, un Parlement de droite toujours présent: un observateur ignorant les complexités de la vie publique française pourrait conclure qu'en fin de compte rien, en ce 8 mai, n'a vraiment changé. C'est pourtant le contraire qui est vrai. La campagne électorale qui s'annonçait la plus terne, celle où pour la première fois aucun candidat n'osait employer le mot de changement, a conduit à un véritable bouleversement du paysage politique.

Le temps a pris fin d'abord du tiraillement entre les deux légitimités contradictoires dont se réclamaient le chef de l'Etat et celui du gouvernement. L'exécutif est réunifié et l'hôte de l'Elysée restauré dans la fonction de clé de voûte de la République que lui assignait le général de Gaulle. François Mitterrand retrouve de ce fait une très grande liberté de jeu. Elle est même plus grande qu'en

(Lire la suite page 2.)

Victoire du SPD au Schleswig-Holstein

La CDU paie les conséquences de l'affaire Barschel

PAGE 36

Controverse sur l'assaut d'Ouvéa

Selon des témoins, trois Mélanésiens auraient été tués alors qu'ils étaient désarmés.

Le patron du GIGN dément

PAGES 34 et 48

Nouveau gouvernement en Belgique

Une coalition de centre gauche dirigée par M. Martens

PAGE 35

Election en Equateur

Succès de M. Rodrigo Borja, candidat de la gauche démocratique

PAGE 36

Le Monde

Deuxième cahier ÉCONOMIE

Les syndicats et Papri-8 mai. La politique française d'aide à l'exportation. Les retards du patronat français. 1992 ou la réalité refoulée. La chronique de Paul Fabra.

(Ce cahier n'est disponible qu'en France métropolitaine)

PAGES 49 à 84

Le sommaire complet se trouve en page 48

LUC FERRY ALAIN RENAUT

Heidegger et les Modernes

Pourquoi les intellectuels français ont besoin d'un philosophe du-dessous de tout soupçon...

Collection "Figures" dirigée par Bernard-Henri Lévy

GRASSET

M 0147 - 0510 0 - 4,50 F

3790147004500 05100

A. L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 4,50 dir; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 155 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 180 dr.; Italie, 1,700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 L.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 130 esc.; République, 335 F CFA; Suède, 12,50 cr.; Suisse, 1,60 fr.; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.



Le second tour de

L'ampleur de la victoire de M. Mitterrand



Les résultats de l'élection présidentielle marquent d'abord le succès personnel de M. Mitterrand qui, à chaque consultation, a progressé : 44,80 % le 19 décembre 1965 face au général de Gaulle, 49,19 % le 19 mai 1974 face à M. Giscard d'Estaing, 51,75 % face au même le 10 mai 1981, 54,05 %, soit plus de 16,5 millions de voix, le 8 mai 1988. A l'inverse, M. Jacques Chirac réalise le plus mauvais score des candidats de la droite, avec 45,95 % et quatorze millions de voix.

L'ampleur de la marge qui sépare les deux candidats (2,5 millions de voix) est comparable à celle qui séparait M. Mitterrand du fondateur de la V^e République. Elle interdit d'attribuer la réélection du chef de l'Etat au seul report d'une partie des électeurs de M. Le Pen (généralement évalué à 1 million de voix sur 4,4 millions au premier tour). Elle s'explique aussi par une plus forte mobilisation qui, a manifestement profité à M. Mitterrand. Elle suppose également des défections centristes.

Dans 61 des 96 départements métropolitains, M. Mitterrand améliore ses positions de 1981. Il enregistre ses plus forts gains dans des départements traditionnellement réputés à droite : Bas-Rhin (+ 13,51 points), Haut-Rhin (+ 9,87

points). Ce sont aussi des départements de l'Ouest, comme la Manche, l'Ille-et-Vilaine, la Mayenne, la Sarthe, le Morbihan, le Maine-et-Loire, la Vendée et les Deux-Sèvres, qui lui accordent des gains supérieurs à 6 points.

Pour prendre la mesure du bouleversement politique que traduit, aux dépens de la droite traditionnelle, la victoire de M. Mitterrand, il suffit de juxtaposer quelques chiffres : depuis les élections régionales de mars 1986, la majorité parlementaire RPR-UDF contrôlait, avec ou sans le Front national, 20 régions. Elle n'a, dimanche soir, la majorité absolue que dans 3 de ces régions (Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Alsace).

Quant à la comparaison des scores de M. Mitterrand et de ceux enregistrés le 16 mars 1986 par l'ensemble des listes de gauche, de divers gauches et d'extrême gauche, elle est frappante : à l'exception du Lot, le chef de l'Etat fait mieux. Son gain est supérieur à 10 points dans 41 départements. Il est tel qu'il fait franchir à la gauche la barre des 50 % dans 60 départements.

D'autres distinctions méritent d'être relevées. Ainsi, il apparaît que M. Mitterrand réalise ses

Les VUES de Raymond Depardon

DIMANCHE 8 MAI, 11 h 30

Arc de triomphe Il lui a serré la main. Ils ont marché ensemble l'un devant l'autre. François Mitterrand s'avance vers la tombe du Soldat Inconnu. Jacques Chirac reste au milieu de la place de l'Etoile. On entend la Sonnerie aux morts.

La responsabilité de M. Barre

(Suite de la première page.)

Cette victoire, pourtant, n'est qu'une étape. Le succès du second septennat de M. Mitterrand ne peut être assuré que par la recomposition du paysage politique qu'il appelle de ses vœux. Celle-ci est loin d'être jouée. Elle dépend de la capacité d'un homme à structurer une famille de pensée qui, pour la première fois depuis 1958, tient entre ses mains l'avenir du pays. M. Barre est cet homme-là. Il nourrit cette ambition : il souhaite constituer autour de lui « une force politique solide et responsable (...) républicaine, libérale, sociale et européenne ». Pour peu que M. Barre y parvienne, le lien entre cette force et les socialistes passe par un effort de pédagogie. M. Mitterrand l'a entrepris tout au long de sa campagne auprès des siens en les préparant à l'ouverture : « Il ne faudra pas laisser passer cette chance », a-t-il répété de meeting en meeting. A l'autre bord, l'essentiel reste à faire. A ceux qui sont tentés par des ralliements individuels, M. Barre fait valoir qu'il faut d'abord saisir cette occasion historique qui se présente pour sa mouvance (elle regroupe à la fois des libéraux, des démocrates-chrétiens, des centristes et peut-être quelques gaullistes) d'exister par elle-même. Ainsi seraient évités le ralliement ou l'absorption, au bénéfice d'une coalition en bonne et due forme, sur la base d'un programme de gouvernement.

Mais cette vision est encore du domaine du rêve. M. Barre a pris bien du retard, puisqu'il n'a su préparer ni ses troupes ni l'opinion à sa démarche pendant sa campagne du premier tour. L'ancien premier ministre aura affaire à forte partie. M. Giscard d'Estaing lui dispute le leadership au centre : il dispose de quelques bons arguments, puisqu'il milite en ce sens depuis près de quinze ans, mais l'ancien président, il est vrai, n'a plus de troupes. Si M. Chirac sort M. Barre en inaugurant sa nouvelle entrée en résistance poli-

tique par une dérive à droite, en compagnie des « libéraux » de M. Léotard, il s'apprête à dénoncer les « traitres » au moindre signe de rapprochement. En tout cas, M. Chirac a puissamment contribué dimanche soir, par la tonalité qu'il a imprimée aux réactions des siens, et notamment celle de M. Pasqua, à tracer une première ligne de partage entre lui-même, d'une part, et MM. Barre et Giscard d'Estaing, de l'autre. Paradoxalement, M. Pasqua a exclu de son horizon la majorité présidentielle, c'est-à-dire 16 millions et demi de Français accusés d'être des adeptes du « renouveau », de l'« abaissement de la France », selon une terminologie que l'on croyait réservée depuis l'appel de Cochon lancé en décembre 1978 par M. Chirac.

Les conditions du choix de M. Barre en sont éclaircies : il lui faut éviter de rester au milieu du gué, et, pour cela, vaincre sa propre propension à la prudence — qui lui a coûté si cher avant le premier tour — avant de convaincre ses amis de l'UDF, et au-delà.

Pas de temps à perdre

Car M. Mitterrand, lui, n'a pas de temps à perdre : il ne peut prendre le risque de voir les neutralistes bienveillants d'aujourd'hui, que sont M^{me} Veil et M. Barre, se transformer demain en opposants farouches, et le conduire ainsi à une dissolution dans les pires conditions. Le nouvel élu ne peut se permettre de se placer de lui-même sous la dépendance d'un centre qui ne lui donnerait aucune garantie. De son côté, M. Barre ne peut pas davantage rester dans l'ambiguïté, sauf à bloquer à la fois la rénovation de la droite et l'ouverture proposée par M. Mitterrand. M. Barre est dans une situation telle qu'il peut être à la fois l'homme du blocage ou du déblocage de la vie politique française.

M. Mitterrand, pour sa part, doit passer d'une campagne élec-

torale statique à une réflexion dynamique, afin de confirmer ses bonnes intentions. L'offre d'ouverture devra être manifeste dès la formation du nouveau gouvernement. Le choix du premier ministre est, de ce point de vue, décisif. M. Rocard serait le mieux placé pour incarner cette image de la « main tendue » et des « bras ouverts » sans frustrer le PS de la victoire. Quant aux grandes lignes du programme d'action qu'un tel gouvernement soumettrait au Parlement et aux Français, on les connaît. Elles sont contenues dans la campagne de M. Mitterrand : priorité à l'éducation et à la recherche, construction de l'Europe, justice sociale et solidarité, rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes pour financer le revenu minimum en faveur des plus défavorisés. Bien que ce programme soit sans surprise, M. Barre comme M. Giscard d'Estaing prévoient de le traiter à la carte, d'accepter ce qui leur convient et de rejeter le reste, ce qui reviendrait à choisir le moment de la dissolution de l'Assemblée nationale. Il est évident que M. Mitterrand ne peut pas se laisser ligoter par une si grosse ficelle. La gauche de 1981 n'avait pas mis deux ans pour s'effondrer, la droite de 1986 n'a pas fait mieux, et M. Mitterrand ne tient certainement pas à poursuivre sur ce rythme. Il a besoin pour durer d'une majorité solide qui ne soit ni arrogante ni monarchique.

Le message délivré par les Français, le soir du premier tour, aux hommes politiques était le suivant : « trop d'angoisses, trop de difficultés, pour trop de notions », comme l'a dit M. Mitterrand le 8 mai. L'idéal pour apaiser les uns et les autres serait qu'autour des gouvernants « deux Français sur trois », selon la formule de M. Giscard d'Estaing, s'y attellent. Si la main tendue par M. Mitterrand ne trouve pas preneur, la France sera une nouvelle fois confiée à un Français sur deux, à un Français contre l'autre. Dimanche soir, malgré la large victoire du président sortant, le monde politique offrait pourtant de son pays une vision caricaturale. A entendre ses responsables, la France serait aujourd'hui éclatée en quatre rassemblements concurrents : celui, majoritaire, de M. Mitterrand; ceux de M. Le Pen, qui parodiait le général de Gaulle, aspire au « rassemblement du peuple de France » (1) de M. Chirac, qui persiste, malgré l'évidence, à croire que la France est « chiraquo-lépeniste », et de M. Barre, qui songe à réunir le reste.

Les espoirs que porte aujourd'hui M. Mitterrand feraient assurément un beau rassemblement si M. Barre se décidait à prendre la mesure de l'événement en y ajoutant les siens.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Le RPF (Rassemblement du peuple français), créé par le général de Gaulle le 7 avril 1947, devait progressivement se déliter dans les dix-huit années de la IV^e République, au point que son fondateur le mit en sommeil en 1955.

L'heure du reclassement

(Suite de la première page.)

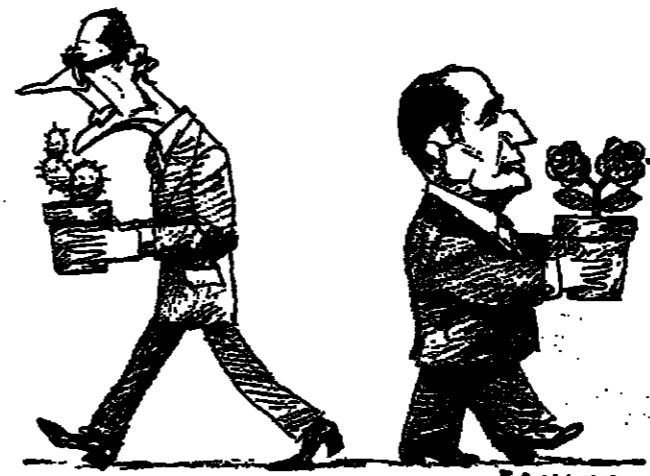
C'est ce langage qui a conduit un certain nombre de personnalités de la majorité parlementaire, dès avant le deuxième tour, à lui apporter leur soutien. C'est lui qui encourage un Giscard d'Estaing, un Raymond Barre, une Simone Veil, un Chaban-Delmas, à s'interdire à son endroit, contrairement à Jacques Chirac, Charles Pasqua et François Léotard, toute opposition systématique.

Un analyse des rapports de forces aussi subtil que François Mitterrand ne peut pas se être persuadé que la raison pro-

biens des gens qui sont loin de le suivre, ne s'est pas imposé comme rassemblement : pas seulement de la nation — comment y serait-il parvenu avec ses rage à dénoncer la gauche et le socialisme — mais de la demi-nation qu'est la droite.

Des ouvertures résolues

François Mitterrand, lui, a réussi, incontestablement, à rassembler la demi-nation de gauche, et il partage l'opinion de Valéry Giscard d'Estaing sur la nécessité de « l'effort cam-



fonde de sa victoire réside dans la division de ses adversaires. Depuis le temps des Romains, l'incitation à la « discorde chez l'ennemi », dont parlait de Gaulle, fait partie du b a b du chef de guerre, et la politique n'est que la guerre poursuivie par d'autres moyens.

L'une des fautes, et peut-être la principale, de Jacques Chirac, qui est assurément convaincu de cette évidence, est d'avoir donné à sa campagne un style précisément par trop militaire, trop carré, qui, s'il fait merveille auprès de ses fans, convient d'autant moins bien à beaucoup d'hommes politiques et d'électeurs de la droite et du centre que ceux-ci ressentent avec amertume la tendance déjà ancienne du RPR à monopoliser les places.

La vérité, très simple, et que seule la nécessité de faire front commun contre le président sortant avait tenue sous le boisseau, est que la droite n'est pas majoritaire dans ce pays. Elle ne saurait l'être, en effet, qu'à condition d'y incorporer un centre qui est très loin, dans sa majorité, de partager l'opinion de Charles Pasqua sur le coulage des valeurs du Front national et de celles de ce qu'on appelait hier encore la majorité.

La vérité c'est aussi que Jacques Chirac, en dépit de son énergie peu commune, de son courage, des qualités de cœur qui le rendent sympathique à

un des deux motifs de la France pour la construction définitive de l'Europe ». En homme d'orgueil et de rêve, plus conscient que jamais des liens qui unissent l'avenir au passé, il sait très bien que sa place dans l'histoire dépendra largement de son aptitude à faire de cette ambition une réalité.

C'est dire tout ce à quoi il lui faut résister, maintenant qu'il vient de remporter cette victoire sur laquelle, il y a deux ans, personne n'aurait osé parier de centimes : aux fumées de l'encens, à la tentation du sectarisme, à celle de la revanche, à celle de s'endormir sur ses lauriers en croyant que tout, avec une telle majorité, va être facile. En réalité, il a quelques semaines ou quelques mois de relatif état de grâce devant lui pour mettre à profit le surcroît de prestige que son triomphe lui vaut en France et à l'étranger et opérer le reclassement politique sans lequel le pays vogue de crise en crise pour le plus grand bonheur de Jean-Marie Le Pen.

Il est vrai que cela ne dépend pas de François Mitterrand, mais vrai aussi que plus résolues seront ses ouvertures, plus la France aura de chances de retrouver la stabilité dont elle a tant besoin pour affronter les orages annoncés avec juste raison par Valéry Giscard d'Estaing.

ANDRÉ FONTAINE.

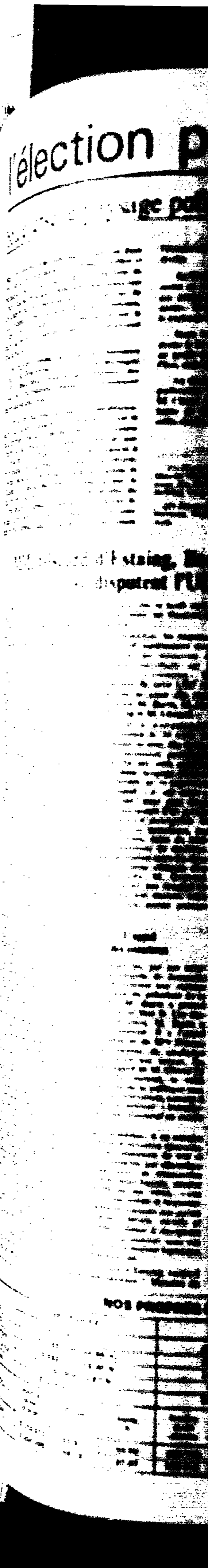
JACQUES JULLIARD

JACQUES JULLIARD
AUTONOMIE OUVRIÈRE
Essai sur la publication d'un livre de droite

« Les caractères originaux de l'histoire ouvrière française. » De Boulanger à Le Pen, la France a connu la tentation populiste mais elle n'a toujours pas de social-démocratie.
Collection Hautes Etudes.
Gallimard/Seuil. 140 F.

Editions du Seuil

مكتبات الأصيل



l'élection présidentielle

bouleverse le paysage politique



plus fortes progressions dans des régions ou dans des villes de tradition modérée; comme si celles-ci passaient d'un vote de centre droit à un vote de centre gauche, précédant peut-être quelques-uns des leaders de ce centre droit. C'est le cas de villes comme Caen, Auxerre, Rouen, Toulouse, Tours, Vitré (ville dont M. Métaigier est le maire) ou même Strasbourg, où M. Mitterrand frôle la majorité.

Des régions comme le Poitou-Charentes (56,86 %), la Bourgogne (55,32 %), la Bretagne (55,09 %), mais aussi l'Alsace où le rapport des forces s'est brusquement équilibré, connaissent une révolution analogue.

En revanche, sur tout le pourtour méditerranéen, le déclin de la gauche se confirme: c'est là qu'au premier tour le Front national avait connu certains de ses meilleurs scores. C'est là que l'électorat de M. Le Pen s'est le mieux reporté à droite, quand il n'était pas tenu par l'abstention. Ce recul touche également la région parisienne et le Rhône. M. Chirac ne retrouve certes pas le total des voix de droite et d'extrême droite du 24 avril, mais il apparaît dans ces régions-là qu'une partie des électeurs lepénistes recrutés dans ce qui formait autrefois la clientèle (sûrement)

l'électorat) de la gauche se fixent à présent à droite.

Au fond, la droite s'installe ou résiste dans les zones où la gauche modérée a le plus vieilli dans ses structures, ses hommes ou ses comportements: Marseille, Pau, Valence, par exemple, où le maire de Paris a obtenu la majorité absolue.

Dans tous les cas, l'audience de l'extrême droite le 24 avril a laissé des traces: dans le Sud, au profit de M. Chirac; dans le Nord et dans l'Est, sans nuire à la gauche.

Au total, seuls dix-neuf départements métropolitains ont donné leur préférence à M. Chirac (1), mais dans aucun il ne franchit la barre de 60%. Performance que le président réélu réalise dans dix départements (2).

ANNE CHAUSSEBOURG.

(1) Haute-Corse, Corse-du-Sud, Paris, Bas-Rhin, Cantal, Manche, Mayenne, Lozère, Maine-et-Loire, Vendée, Haute-Loire, Ain, Rhône, Haute-Savoie, Hautes-Alpes, Var, Hauts-de-Seine, Yvelines et Alpes-Maritimes.

(2) Pas-de-Calais, Aisne, Seine-Saint-Denis, Seine-Maritime, Nord, Somme, Nièvre, Ariège, Haute-Vienne, Aude.

MM. Giscard d'Estaing, Barre et Létard se disputent l'UDF

L'union RPR-UDF est morte dimanche soir. Son sort était d'avance scellé. M. Chirac lourdement battu, un seul homme pouvait encore lui éviter l'irréparable... M. Mitterrand. Si une fois réélu, il s'était prononcé aussitôt, comme en 1981, pour la dissolution immédiate de l'Assemblée nationale, il est probable que les réflexes de peur et de survie politique auraient alors à nouveau gagné ce camp et resserré automatiquement les rangs pour entrer en «résistance». Mais le président de la République n'est apparemment pas disposé à lui faire ce genre de cadeau. Pas celui-là du moins. On a en revanche souvent dit, parfois sous forme de boutade, qu'après avoir réussi à modérer la gauche, M. Mitterrand pourrait accomplir la même œuvre utile pour la droite. N'est-ce pas cette prévision qui semble avoir trouvé, dimanche soir, un début de réalisation?

Le défi est en tout cas lancé. Voilà l'opposition nouvelle maintenant face à elle-même, ne pouvant plus se contenter de s'opposer pour le plaisir de s'opposer, mais appelée à réfléchir et à construire, autrement dit à jeter les bases d'une véritable culture d'opposition, jugée à l'aune de la tolérance et de l'ouverture. Dès lors, tout le monde est concerné. La seule frontière qui vaillera désormais entre ceux qui, dans l'un ou l'autre bord, consentiront à relever ce défi d'une démocratie adulte et ceux qui préféreront toujours se réfugier dans une opposition-béton. On a trop vite oublié qu'il existait une droite et qu'il fallait un centre. La menace des 15 % de M. Le Pen, la façon d'appréhender les événements douloureux de la Nouvelle-Calédonie auront suffi, entre ces deux tours de l'élection présidentielle, à ouvrir les yeux de ceux qui avaient pensé pouvoir tenir ces deux entités fondamentales — la droite et le centre — dans le même et seul concept majoritaire.

Face à un RPR qui pourrait être tenté, sous la pression de M. Pasqua, de se laisser prendre par la dérive lepéniste pour surmonter la «polarisation» du candidat Chirac, l'UDF sera-t-elle à droite ou au centre? Parviendra-t-elle aussi à se ressaisir pour occuper toute la place qui pourrait naturellement lui revenir au carrefour fréquenté de l'échiquier politique? Telles sont les deux questions urgentes posées aux responsables de cette confédération

qui d'ailleurs, dès ce lundi matin, devait multiplier les réunions de concertation.

Dans l'immédiat, les responsables de l'UDF paraissent avoir jugulé toutes les tentatives de débauchages individuels sur le modèle de la «stratification». En réalité, le sort de cette UDF risque bien de se jouer dès cette semaine entre M. Barre, M. Giscard d'Estaing et M. Létard.

Sans s'être aucunement concertés depuis le 24 avril, les deux premiers se sont, dès dimanche soir, clairement positionnés au centre. Ils ont tenu sensiblement le même langage d'ouverture en relevant qu'ils jugeraient M. Mitterrand «à ses actes». S'impose ainsi, pour tous deux, l'idée de l'émergence d'un groupe central structuré susceptible de former, avec les socialistes, des majorités d'idées, voire de bâtir des gouvernements de coalition. Du coup, la rivalité entre les deux hommes a toutes chances d'en être plus rude. M. Giscard d'Estaing n'avait pas imaginé de retrouver, sur son chemin, cette fois encore, son ancien premier ministre.

L'appel des centristes

Hélas pour lui, par son intervention remarquée de dimanche soir venant comme une réponse directe à celle du président de la République, M. Barre a prouvé qu'il était bel et bien là. Ces derniers quinze jours, M. Barre a beaucoup consulté. Il a l'appui des centristes et de M^{me} Simone Veil. Son capital de confiance dans l'opinion est intact. Sa loyauté à l'égard de M. Chirac l'a consolidé. Et, surtout, le voilà décidé à faire de la politique tout en ayant l'air convaincu, comme il le confie, de pouvoir «transformer son échec électoral en succès politique».

Dans l'immédiat, il ne compte pas prendre d'initiative spectaculaire. Il lui importera de voir si l'UDF est capable par elle-même de se régénérer, de transcender ses divisions pour fournir, comme il l'appelle de ses vœux, «une force politique solide et responsable capable de soutenir une action républicaine libérale, sociale et européenne». Sinon il chargerait ses amis de la susciter sous son égide, et avec le soutien logistique de ses associations.

M. Giscard d'Estaing aura-t-il la même patience? Membre du

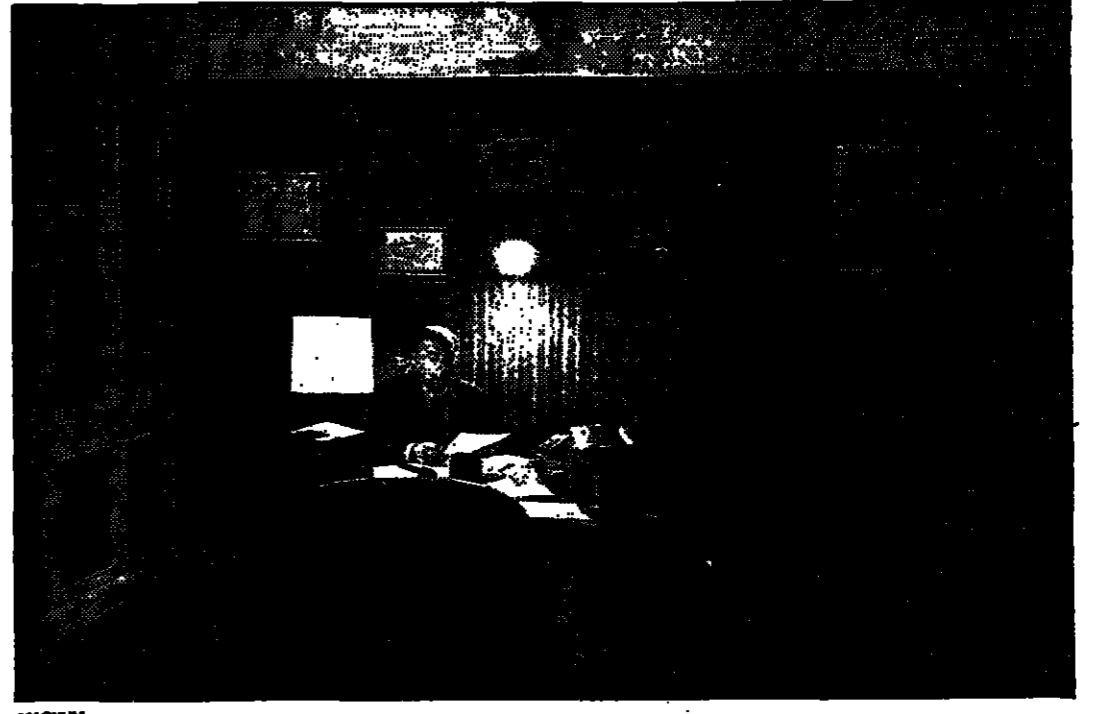
bureau politique de l'UDF, ce que n'est pas M. Barre, l'ancien président peut être tenté de précipiter le mouvement en revendiquant sa place de père fondateur de cette confédération. En précisant dimanche que «la majorité parlementaire reste toujours la nôtre», celui-ci en tout cas semble ne pas exclure un rapprochement avec la partie libérale du RPR.

M. Giscard d'Estaing pense être le plus apte à tenir le «langage du cœur», qui a tant manqué, selon lui, à MM. Chirac et Barre. Mais encore faudrait-il qu'il puisse ébranler le cœur des centristes qui ne paraissent pas prêts à lui pardonner aussi facilement sa discrétion du premier tour. Enfin, il risque de manquer de relais au Parlement. Le Parti républicain est divisé. Et, même si ses proches se sont chargés d'entreprendre les dix-huit députés qui, comme l'ont montré les études du Monde, n'ont besoin ni des socialistes ni du Front national pour se faire réélire, ce support sera bien fragile.

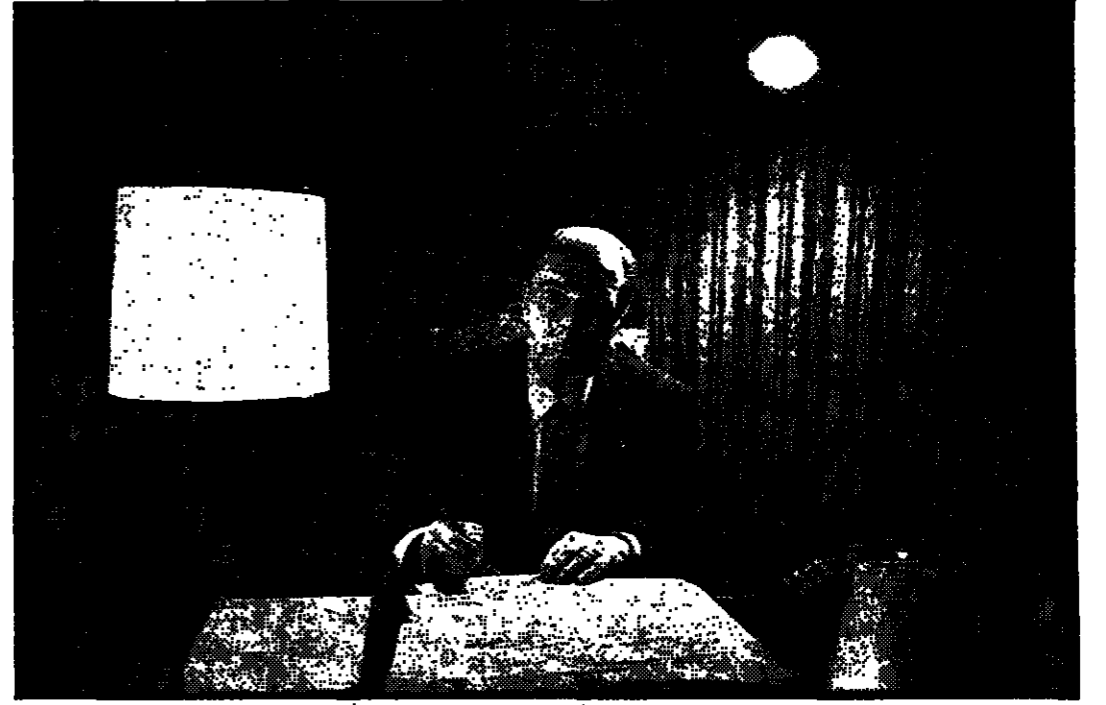
Reste enfin M. Létard. Lui a un handicap: il n'est plus que le maire de Fréjus, pendant que MM. Barre et Giscard d'Estaing auront, eux, tout loisir de dominer de la voix l'Assemblée, dans l'attente d'une dissolution. Que veut faire, que peut faire M. Létard? Les déclarations concordantes de MM. Barre et Giscard d'Estaing l'ont visiblement indisposé. Le secrétaire général du PR avait prévenu: il est pour la dissolution, pour la censure. Il pense qu'entre la droite et la gauche les choses doivent être claires, qu'il n'y a pas de place pour «un centre mou». Dimanche soir, M. Létard semblait évidemment plus proche de la ligne dure de M. Pasqua que de la ligne d'ouverture Barre-Giscard-Veil.

Toujours taraudé, malgré la faillite de sa stratégie pro-chiracienne, par son idée de rapprochement RPR-RPR sur fond de droite moderne, libérale et revivifiée, M. Létard peut être tenté de brusquer les choses, en cliquant, comme il en a eu maintes fois le désir, la porte de l'UDF. Mais son parti se trouve aujourd'hui en mauvais état: des létéardiens déçus, des barristes qui hésitent à le réintégrer, des giscardiens qui regardent ailleurs. M. Létard n'a peut-être plus désormais les moyens de toutes ses ambitions.

DANIEL CARTON.



MAGNUM



Les VUES de Raymond Depardon

DIMANCHE 8 MAI, 20 h 30

15, rue de Nevers, Château-Chinon. Il est seul au fond d'une pièce; il vient de gagner; il y a peu de lumière, on dirait une chambre transformée en bureau. Le son de la télévision arrive de la pièce voisine; il est en train d'écrire sa déclaration.

il s'arrête, écoute les résultats d'une ville et sourit. Son visage est toujours baissé, il paraît calme. Comment lui faire lever la tête? Je m'approche, j'attends, il lève son regard; je souris, il me dit «merci beaucoup». La campagne est terminée.

Un album

Le Monde éditera à la fin du mois de mai un album des «vues» de Raymond Depardon sur la campagne électorale, dont celles publiées dans le quotidien.

Photos officielles, intimes, publiques, personnelles. Avec une préface de Bernard Frank et les annotations du service politique.

Cet album sera en vente dans les principaux kiosques et par correspondance au Monde.

POUVOIRS
1988 45

l'URSS de Gorbatchev

le message politique
la prise du pouvoir
les projets économiques
l'intelligentsia
les nationalités
la défense
l'Europe de l'est
et l'ouest?

marie mendras
archie brown
gérard duchêne
nicolas werth
a. sennegon-meister
s. kartveit
jean-christophe romer
jacques rupnik
pierre hassner

FRANÇOIS MITTERRAND
Sur les institutions
interview exclusive.

Publié avec le concours du C.N.R.S. **PUF**

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

NOS PROPRES STATISTIQUES

	MÉTROPOLE			OUTRE-MER			TOTAL		
Inscrits	37 037 283			968 733			37 996 016		
Votants	31 388 126 (84,89 %)			624 065 (64,56 %)			31 992 191 (84,19 %)		
Abstentions	6 649 157 (18,30 %)			334 668 (34,90 %)			6 003 825 (15,80 %)		
Blancs ou nuls	1 183 904 (3,67 %)			16 829 (2,85 %)			1 199 833 (3,65 %)		
Exprimés	30 214 222			608 136			30 822 358		
CANDIDATS	Nombre de voix obtenus	Suffr. exp. (%)	Inscrits (%)	Nombre de voix obtenus	Suffr. exp. (%)	Inscrits (%)	Nombre de voix obtenus	Suffr. exp. (%)	Inscrits (%)
Mitterrand	16 259 823	53,81	43,90	354 754	58,33	37,00	16 614 577	53,90	43,72
Chirac	13 954 399	46,18	37,67	253 382	41,68	26,42	14 207 781	46,09	37,39

L'heure du reclassement

Texte dense et difficile à lire, probablement une transcription d'un document officiel ou un article de presse.



Texte dense et difficile à lire, probablement une transcription d'un document officiel ou un article de presse.

Texte dense et difficile à lire, probablement une transcription d'un document officiel ou un article de presse.

"TRADUCTION TRAHISON"

"Le 2 août 1546, l'humaniste Etienne Dolet était supplicié à Paris parce que sa traduction de Platon mettait en doute l'immortalité de l'âme : le traducteur du philosophe avait été traduit en justice et condamné à mort par un étrange tribunal, il avait exprimé, au prix de sa vie, son exceptionnelle fidélité à l'élève de Socrate, il était mort, comme l'adversaire des sophistes, pour démontrer que le sens des mots l'emportait sur le poids des choses. La peine de mort intellectuelle n'est plus à l'honneur aujourd'hui. Sans prendre le risque du châtiement suprême, le traducteur de Freud reste cependant un aventurier ou un pionnier surtout si, comme Socrate et Platon, il préfère la puissance de la vérité au pouvoir de l'opinion."

On peut étudier un texte de bien des façons indépendantes, car il est tour à tour justiciable de la phonétique, de la sémantique, de la syntaxe, de la logique, de la rhétorique, sans omettre la métrique ni l'étymologie. Cette passion d'une interprétation polyphonique de l'écriture constitue sans nul doute le sceau de la "variété" chère à Valéry. Cette aspiration à la pensée plurielle est aussi la marque de toute théorie de la traduction qui refuse le combat fratricide de l'identité contre la différence. Le passage du texte-source en langue allemande au texte-cible en langue française doit s'opérer selon des règles et des principes qui récusent toute forme d'abus de pouvoir linguistique ou psychanalytique : les esclaves sont rarement les serviteurs les plus fidèles.

FREUD était un écrivain : ni Herman Hesse, ni Stefan Zweig, ni Thomas Mann ne s'y sont trompés. Freud était un romancier : *Dora*, *l'Homme aux Loups*, *le Petit Hans*, *l'Homme aux Rats*, *le Président Schreber* sont des personnages autant ou plus que des cas. La traduction ne saurait amputer le texte freudien de cette dimension dramatique même si elle

privilegie à juste titre les options scientifiques et didactiques de l'auteur. Comment peut donc s'exprimer une fidélité qui ne soit pas une servitude ? Par l'intégralité. Par l'exactitude.

PAR l'intégralité, en traduisant le texte, tout le texte, rien que le texte. Par l'exactitude, en restituant le sens et les effets de sens. Il existe dans l'ensemble du corpus freudien un code conceptuel et sémantique qui permet l'identification du sens et du mot. Les traducteurs de Freud se reconnaissent dans l'excellente réflexion d'Antoine Berman lorsqu'il stigmatise le risque d'un triomphe de la "communication" sur "l'authenticité" : "J'appelle mauvaise traduction la traduction qui, généralement sous couvert de transmissibilité, opère une négation systématique de l'étrangeté de l'œuvre étrangère." On ne substitue pas une syntaxe à une autre. On ne remplace pas des répétitions par des synonymes. On ne succombe pas à la xénophobie verbale en francisant des concepts "étrangers" à la culture et à la langue françaises. Les traducteurs des Œuvres Complètes de Freud pensent sans doute que le principe de vérité va au-delà du principe de plaisir.

Le temps syntaxique, le temps lexical et le temps stylistique sont les moments naturels de la traduction. Il faut donc respecter les constructions allemandes et l'ordre des mots même si les habitudes françaises semblent s'y refuser. Il faut donc respecter les mots polysémiques, comme "Schuld" ou "Kultur" et les mots composés en cherchant le cheminement du sens, c'est-à-dire l'intention signifiante de l'auteur. Il faut enfin savoir que la coexistence de plusieurs styles chez Freud autorise une grande variété des respirations de la traduction. Celle-ci, mariage spontané du sens et du plaisir, prend alors naturellement les couleurs du témoignage.

La traduction est ainsi à la langue de Freud ce que la métaphore est à la métapsychologie. Voltaire soulignait que la métaphore était propre au domaine des passions et de la tragédie tandis que la comparaison relevait plus des enjeux de l'esprit. Est-ce un hasard si Freud confesse que la langue métaphorique (*Bildersprache*), propre à la psychologie des profonds, est la meilleure traduction de la plastique du psychisme ?

Sigmund Freud. Œuvres Complètes.
 Direction de la publication: A. Bourguignon, P. Cotet.
 Direction scientifique: J. Laplanche.
 Traduit de l'allemand. Publié avec le concours du CNL.
 21 volumes avec index et glossaire.
 Vient de paraître: volume XIII. Une névrose infantile. Métapsychologie (1914-1915).



ŒUVRES COMPLÈTES DE FREUD

Pour la première fois au monde, l'intégralité de l'œuvre de Freud, dans une édition scientifique et critique.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Accidentielle

Le 20

Si te souviens ?

Si on était à la Bastille !

C'est où la République ?

Moyens immigrés



Le second tour de

Déclarations et réactions

M. François Mitterrand : « Notre premier devoir est la solidarité nationale »

« Mes chers compatriotes, les résultats connus, à l'heure où je m'exprime, m'apprennent que vous avez choisi de m'accorder votre confiance. Je continuerai donc d'exercer la mission dont j'ai déjà pu éprouver pendant sept ans la grandeur et le poids mais qui, renouvelée, m'oblige plus encore à faire ce que je dois pour rassembler les Français qui le voudront.

« J'agis, c'est bien le moins, dans la fidélité aux principes de la République. La liberté, l'égalité et le respect des autres, refus des exclusions, qu'on nomme aussi fraternité, n'ont pas fini d'entretenir l'espérance des hommes. Il y a trop d'angoisses, trop de difficultés, trop d'incertitudes pour trop des nôtres dans notre société pour que nous oublions que notre premier devoir est celui de la solidarité nationale. Chacun selon ses moyens, pour concourir au bien de tous.

« Je vous ai dit au long de cette campagne présidentielle que c'est dans la cohésion sociale que réside la capacité de la France à faire rayonner à travers le monde, et d'abord dans l'Europe à construire, sa économie, sa technologie, sa culture, bref son génie. Mais tout commence par la jeunesse. Voilà notre ressource la plus sûre. Je veux consacrer le principal de notre effort à lui procurer l'éga-

M. Jacques Chirac : « Une espérance à faire grandir dans l'union »

« Les Français ont décidé de confier la responsabilité de l'Etat à M. Mitterrand. Dans une démocratie, c'est le peuple qui est le maître et je m'incline devant son choix. Je remercie toutes celles et tous ceux qui m'ont fait confiance et dont l'appui fervent a été pour moi un soutien irréprochable.

« Durant deux années, j'ai mis en œuvre dans notre pays une politique nouvelle fondée sur une plus grande liberté, une plus grande justice, une meilleure sécurité. Au cours de la campagne électorale, j'ai proposé

M. Valéry Giscard d'Estaing : « Bonne chance, monsieur le Président »

« Les électeurs ont tranché. Reconnaissons que ce résultat est un échec pour les libéraux démocrates que nous sommes, malgré les efforts de nos candidats. Les raisons de cet échec proviennent à mon avis de trois causes.

« Dès qu'il est apparu qu'il n'était pas possible de s'accorder sur un candidat unique, le succès était hors de portée. Ensuite, nous devions affirmer plus nettement nos propres valeurs, celles du libéralisme économique, mais aussi sociales, celles de la tolérance et

M. Raymond Barre : « Un souci d'objectivité »

« Quel qu'ait été le choix de chacun, M. François Mitterrand est désormais le président de tous les Français. Ceux qui comme moi l'ont combattu, en raison de leur jugement sur le septennat et de leur incertitude sur l'avenir, souhaitent que son nouveau mandat soit bénéfique à la France et qu'il l'accomplisse avec cette volonté d'unir les Français exprimée pendant sa campagne. Nous le prendrons à ses actes, non à ses mots. Nous entendons s'aborder le septennat qui s'ouvre dans la fidélité à nos convictions mais avec un souci d'objectivité.

« Une campagne extraordinarierement dynamique, le concours loyal de la majorité tout entière n'ont pas permis à Jacques Chirac de l'emporter. Je rends hommage à son courage. Cet échec est regrettable, car

il affectera le redressement de la France entrepris depuis mars 1986. La majorité arrivée au pouvoir au lendemain des élections législatives devra s'interroger sur les raisons pour lesquelles la victoire s'est muée deux ans après en défaite.

« La France va retrouver demain ses problèmes économiques et sociaux, la situation préoccupante de la Nouvelle-Calédonie, les exigences de la construction européenne et de la compétition internationale. Elle ne pourra relever les défis de l'avenir si elle se laisse gagner par une démagogie extrême qui est inadaptable à notre monde d'interdépendance et d'ouverture et qui ne peut que l'affaiblir et l'isoler. Elle ne pourra retrouver la voie du progrès que si elle sait concilier l'efficacité et la

M. Jean-Marie Le Pen : « La majorité a organisé son suicide politique »

« La droite la plus bête du monde a assuré deux fois en sept ans le succès du candidat socialiste. La majorité RPR-UDF qui, sur son programme, n'avait pourtant obtenu en 1986 que 40 % des voix, auxquels s'ajoutaient les 5 % de non-inscrits, a organisé son propre suicide politique, en décrétant l'exclusion de la seule force d'avenir qui comptait déjà à l'époque 10 % d'électeurs.

« Le 1^{er} mai, en demandant à mes électeurs de s'accorder en aucune circonstance leur voix à François Mitterrand, j'ai été jusqu'au bout des concessions que me permettait la dignité. M. Chirac a cru pouvoir remplacer un solide appui à partir d'un programme commun par des opérations spectaculaires; il a échoué. Aujourd'hui, la France se retrouve dans l'impasse, d'où elle avait cru pouvoir sortir. Les Français vont une fois de plus devoir vérifier l'incapacité de la gauche à résoudre les problèmes de l'immigration, ceux qui touchent à la Nouvelle-Calédonie, ceux de l'étatisme bureaucratique et fiscaliste, ceux du chômage et ceux de l'insécurité.

« C'est pourquoi j'appelle toutes les Françaises et tous les Français, et particulièrement ceux qui se sont retrouvés sur le nom du candidat antisocialiste, à organiser avec nous et avec le Front national, le rassemblement du peuple de France, pour assurer l'identité, la survie, la grandeur de notre pays, la France. [...]

« La justice de nos analyses, la loyauté dont nous avons fait preuve nous permettent de commander la manœuvre contre la gauche. Quand la droite sera débarrassée de ses Saxons, il faudra un examen de conscience à l'UDF et au RPR. »

M. Michel Rocard : « Les Français ont choisi la sérénité »

« François Mitterrand est réélu après avoir été élu en 1981. La gauche réélue, il n'y a pas de précédent, dans toute l'histoire de France, il n'y a pas de précédent, et il faut comprendre pour quoi ce succès, que nous devons à François Mitterrand. Je crois, pour ma part, tout simplement, que devant les angoisses, les difficultés, les craintes, les Français ont choisi la sérénité. Tout simplement la sérénité. Il me paraît important que cette sérénité — que ce choix exprime, — elle se traduise dans l'action quotidienne dès demain.

« Je voudrais dire aussi combien je comprends la tristesse, l'amertume, l'angoisse peut-être, en tout cas le désarroi de tous ceux qui ce soir n'ont pas voté pour François Mitterrand. Et à toutes celles-là, tous ceux-là, je voudrais dire mon espoir que dans un an, dans deux ans, dans trois ans, ils se sentent partie prenante du rassemblement vrai, du rassemblement profond de la France qu'à l'évidence François Mitterrand a reçu ce soir du suffrage universel mission de réaliser.

« Demain ne sera pas facile. Il y a beaucoup à faire. Mais la France va moins mal qu'on ne l'a dit ici ou

46%, 54%!...
Monsieur Chirac,
Monsieur Mitterrand,
chez nous vous auriez
appris à être de
vrais rassembleurs!

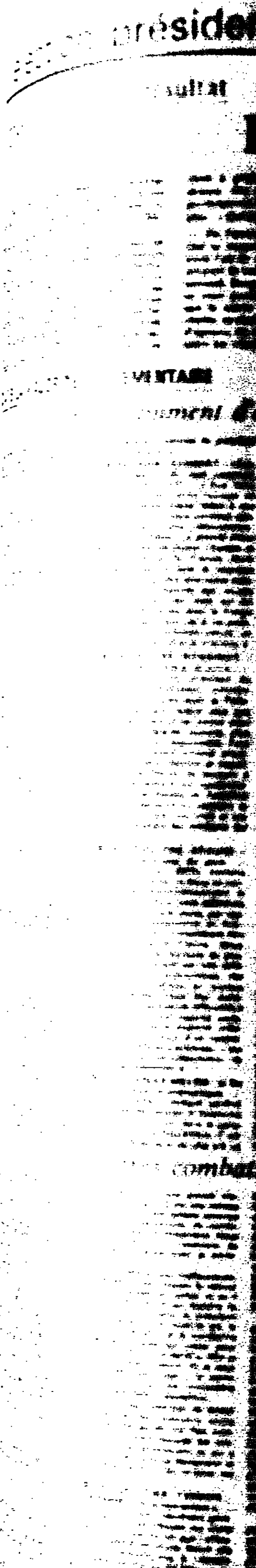


Pour l'Ecole Supérieure de Commerce de Dijon, un vrai rassembleur mobilise 100% des hommes et des femmes autour de ses idées.

Dans sa vie professionnelle comme dans son comportement personnel, l'Ecole Supérieure de Commerce de Dijon a choisi de former les rassembleurs des entreprises de demain. Ceux qui foront l'unanimité, dès le premier tour!

Ecole Supérieure de Commerce de Dijon

SYNERGENCE
ESC DIJON - 29, RUE SAMBIN - 21000 DIJON - TEL. (33) 80.72.12.40 - TELEX 330 038 CCI DIJ



صك: احن الأصل



l'élection présidentielle

après l'annonce du résultat

Les « durs » et les autres

Tout est allé très vite. Comme si, d'un coup, étaient effacés deux ans de cohabitation orange et deux mois d'invectives électorales. Comme si, maintenant que les choses étaient claires, l'histoire s'accélérait.

Sur les plateaux de télévision et aux micros des radios, on va assister au moins de quatre heures à une étonnante course de vitesse à droite. Sous l'œil intéressé, impérial, des Jospin et autres Popereau (il était là, cette fois). D'un côté, un homme, François Léotard. Au début, il s'avoue « triste » de la défaite de son favori. Mais, au fur et à mesure des changements de chaîne, le voilà qui devient agressif, hargneux. Il s'affirme maintenant clairement « dans l'opposition ». Puis s'en

vient à prendre ses distances avec les autres témoins. On se dit (avec lui ?) : pourquoi ne participerait-il pas au challenge ? Il n'y tient plus : « Qui m'aime me suive ! »

De l'autre côté, c'est la foire à l'ouverture. Qui se rapprochera le plus des socialistes sans avoir l'air de — déjà — trahir son camp ? A ce jeu préparé de longue date par Mitterrand par Mitterrand, Jacques Chaban-Delmas et Simone Veil se sont particulièrement distingués. Et, tandis que la soirée s'avance et qu'on « zappait » de chaîne en chaîne, que l'on consultait les dépêches d'agence, on comprenait que la ligne de fracture entre les « durs » et les « néo-cohabitationnistes »

passait à l'intérieur même des partis de la majorité parlementaire : au PR, au Parti radical et même... au RPR. Un RPR peu envahissant — dimanche soir. Une fois n'est pas coutume.

Il faut dire que, très tôt, Raymond Barre puis Valéry Giscard d'Estaing avaient mis les pieds dans le plat — sans faire de cadeau au premier ministre, — et secondé par leurs déclarations des tables rondes qui nous jamaient un mauvais remake des soirées précédentes. Et que Jean-Marie Le Pen (toujours lui) avait bien fait comprendre — et ses lieutenants en écho — qu'il tenait en main quelques ficelles du nouveau jeu.

Du coup, les dirigeants de la droite, candidats à rassembler derrière leur panache blanc de la

croisade libérale devenaient légitime : Le Pen, Barre, Léotard, VGE... et pourquoi pas ce terrible Monsieur Pasqua...

Tout volait en éclats, alors que les écrans nous montraient, par bribes, le défilé de joie du camp adverse. Château-Chinnon : « Allez, Tonton, allez Tonton, allez ! » La République : « Le fascisme n'est pas passé... » Et face au mouvement brownien d'une droite en pleine panade, la « sérénité » présidentielle en appelle plus que jamais au rassemblement. En milieu de soirée, un duo de violon et de contrebasse Jack Lang — Simone Veil nous a déjà renseignés : ce message-là poursuit lui aussi sa course.

YVES AGNÈS.

DANS LA MAJORITÉ PARLEMENTAIRE

« Suffisamment d'objectifs communs »

● M^{me} SIMONE VEIL : Il n'y a pas d'obstacles de principe à gouverner avec les socialistes. M^{me} Simone Veil, ancienne ministre, ancienne présidente du Parlement européen : « Dans la mesure où il n'y a pas de majorité pour une seule formation, cela veut dire une coalition de formations politiques qui se mettent d'accord sur un programme de gouvernement et pas simplement pour des combines, pour des magouilles comme on a eu quelquefois tendance à le considérer. C'est vraiment parce qu'on a suffisamment d'objectifs communs, qu'on se sent suffisamment proches pour avoir un projet qui peut tout de même faire aller le pays dans le sens où on le souhaite. C'est je crois pour l'avenir, pour les socialistes et les centristes une possibilité, mais il faut en discuter car on revient de loin. »

● M. ANDRÉ ROSSIGNOL : Les centristes ont longtemps été dans l'opposition par rapport aux socialistes. Il y a eu des époques où on souhaitait pouvoir gouverner avec les socialistes, et puis les socialistes sont partis à la dérive : il y a eu le programme commun et ils ont été de plus en plus marqués par les communistes, même en 81. Si, aujourd'hui, les socialistes ont renoncé à ces fantasmes et s'ils ont pris conscience que la priorité c'est d'avoir une politique économique sérieuse, solide, alors il y a des possibilités un jour de se retrouver. Je le souhaite. Il n'y a pas d'obstacles de principe à gouverner avec les socialistes. En revanche, il y a un problème de principe tout à fait clair : ne faire aucun allié, aucun compromis avec le Front national.

● M. JACQUES CHABAN-DELMAS : mettre un terme à la coupe de la France en deux. — M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale : « Il ne faut pas que les affrontements ressurgissent, le pays ne pourrait pas le supporter. Chacun des candidats a indiqué que l'élection présidentielle devrait être l'occasion de mettre un terme à la coupe en deux de la France en deux camps, sectaires, agressifs, hostiles, irréductibles l'un à l'autre, même lorsque des convergences, des accords possibles apparaissent dans des domaines vitaux pour l'existence de la nation : au président de la République d'agir dans cet esprit. A l'Assemblée nationale, je gage que la majorité parlementaire unie, consciente de la nécessité de tenir compte du fait capital que est la rédaction de M. Mitterrand, sera très

attentive aux initiatives du président de la République. »

● M. JEAN LECANUET : résumer l'Europe, les Français, le président de l'UDF : « Que faire demain ? Ne pas perdre courage, ne jamais se rendre, rester fidèle à nos valeurs. A l'UDF, nous sommes centristes, c'est-à-dire démocrates, sociaux, européens. La grande étape est faite, c'est de réaffirmer l'Europe et de faire entrer la France dans l'Europe. Que va faire le nouveau président ? Quel doit être notre comportement ? Le regarder agir, ne pas juger sur les paroles mais sur les actes, être honnêtes avec la France et maintenir au centre de la vie politique, là où nous sommes placés, un espoir de réconciliation et d'action. »

● M. PHILIPPE SÉGUIN : contre l'extrême droite. — M. André Rossignol, président du Parti radical (Valoisien), ministre chargé des relations avec le Parlement : « Le Parti radical plus que jamais continuera à se battre pour une société tolérante, ouverte, juste, moderne et responsable. Face à la montée du Front national, amplifiée lors de cette élection et inquiétante pour la France, ils tiennent à répéter avec fermeté leur condamnation claire des thèses de l'extrême droite. Dans les jours qui viennent, le Parti radical travaillera avec ses amis et ses alliés pour prendre les décisions qui s'imposent. »

● M. CHARLES MILLON : la fin de l'opposition systématique. — M. Charles Millon, député généraliste des « Comités de soutien à Raymond Barre » : « Le ballon est dans le camp du président de la République. C'est à François Mitterrand de dire s'il va

HEIN ? MOI JE VOUS AI PROMIS UN MINISTÈRE ?



Dessin de PLANTU.

se transformer : soit devenir un homme de rassemblement, soit être celui qu'il était pendant sa campagne. Il y a un phénomène qui est en train de se passer ce soir : on est en train de quitter l'opposition systématique qui a caractérisé la vie parlementaire durant tant d'années. (...) Si à un moment il y a un consensus qui se dégage dans l'Assemblée, je ne vois pas pourquoi des gens qui sont dans l'opposition n'apporteraient pas leur suffrage. »

● M. MICHEL NOR : il faut dissoudre l'Assemblée nationale. — M. Michel Nor, ministre du commerce extérieur (RPR) : « Il faut que François Mitterrand décide de la dissolution de l'Assemblée nationale et qu'à travers des élections législatives on puisse savoir quelle est la majorité gouvernementale qui souhaite les Français. Si certains envisageaient un accord avec le Front national, il s'agit d'un droit au suicide politique. »

● M. JACQUES BARROT : clarifications. — M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS : « On va de plus en plus vers un décalage entre les Français et la politique. C'est à mon sens un risque de voir, à ce moment-là, monter un extrémisme dans le pays si les Français n'ont pas le sentiment qu'il y a un dossier clair pour répondre à leurs problèmes quotidiens : il y a là des responsabilités majeures pour le nouveau président de la République. »

C'est à lui d'abord de dire comment il entend assumer ses responsabilités et c'est à ce moment-là que les stratégies, celles de la nouvelle opposition ou de nouvelles oppositions, pourront se clarifier. »

● M. ALAIN MADELIN, ministre (PR) de l'Industrie. — « Ne soyons pas dogmatique. Nous ne jugeons pas en fonction de l'idéologie mais en fonction de l'efficacité. C'est une victoire personnelle de M. Mitterrand, ce n'est pas une victoire socialiste. »

● M. HÉRVÉ DE CHARENTTE : attitude constructive. — M. Hervé de Charente, ministre (PR) de la fonction publique et du Plan : « Il me paraît conforme aux institutions qu'on respecte la situation qui subsiste à l'Assemblée. Bien entendu, cela sera possible si nous n'avons pas une attitude d'opposition systématique. Nous aurons une attitude constructive, nous regarderons. Nous ne sommes pas des opposants systématiques. »

● M. BERNARD BOSSON, ministre délégué (CDS) aux affaires européennes, a souhaité « que la majorité parlementaire vote sur ce qu'il y a de positif » dans la politique de M. François Mitterrand. M. Bosson a souhaité que s'unissent dans cette majorité ceux qui prendront l'engagement formel de ne pas s'allier avec les dirigeants du Front national.

● M. GÉRARD LONGUET (PR), ministre des PTT. — « Il faut prendre le temps de réfléchir. L'effet de repoussoir du Front national a rejeté dans les bras de François Mitterrand une partie importante de l'électorat modéré. Ce n'est qu'à partir de la reconstruction d'une droite ouverte, libérale, que l'on pourra faire quelque chose dans ce pays. »

● M. JEAN-CLAUDE GAUDIN : « pas de député UDF dans le gouvernement ». — M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale : « Il n'y aura pas de député UDF dans le gouvernement. On ne s'allie pas comme cela le soir du résultat d'une élection. Ce sont les programmes politiques qui permettent éventuellement des évolutions. J'attends de voir comment M. Mitterrand et ses amis socialistes vont faire face aux difficultés. Les difficultés, c'est l'emploi, le chômage, c'est l'ordre en Nouvelle-Calédonie et le dialogue qu'il faut rétablir entre les communautés. J'attends de voir ce qu'ils vont faire. »

● M. YVON BRIANT, secrétaire général du Centre national des indépendants et paysans, député du Val-d'Oise. — « La réaction de François Mitterrand dans une France où la majorité des électeurs restent à droite témoigne des erreurs successives des formations politiques de droite, à commencer par la multiplicité de leurs candidatures. »

AU FRONT NATIONAL

● M. STIRBOIS : M. Chirac responsable de sa défaite. — M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national : « M. Jacques Chirac est responsable de sa propre défaite par sa politique d'exclusion du Front national. Il n'y a pas de dérive possible des socialistes sans une alliance de la droite traditionnelle avec le Front national. Cette alliance se concrétisera dans des dizaines de grandes villes lors des élections municipales de 1989. »

● M. MEGRET : la droite doit changer de stratégie. — M. Bruno Megret, directeur de la campagne de M. Le Pen : « C'est un résultat paradoxal : un pays majoritairement à droite qui élit un président de gauche. Il est temps que la majorité parlementaire comprenne que la carte politique française a changé, qu'il n'y aura plus de victoire à droite sans le Front national. Il est temps qu'elle change de stratégie, sinon elle va disparaître. Nous allons rassembler ceux qui veulent une rupture avec le socialisme. »

● M. LE GALLOU : film classé X. — M. Yves Le Gallou, directeur du Front national : « On a un peu l'impression d'assister à un film classé X, entre les avances du PS aux centristes, des centristes au PS... Il doit y avoir un certain nombre d'électeurs de M. Barre ou de M. Chirac qui se sentent trompés. La véritable opposition, la colonne vertébrale de l'opposition aujourd'hui, c'est Jean-Marie Le Pen et c'est le Front national. Il est temps qu'elle se tière résiduel, c'est 35 %. Aujourd'hui, il y a une stratégie qui est celle des socialistes et des centristes, une stratégie de compromission, de cohabitation au centre, et il y a la stratégie de Jean-Marie Le Pen, qui est celle d'une opposition claire et nette. »

● M. BRUNO GOLLNISCH, député du Rhône : « L'espèce de débandade de la majorité montre l'échec de la stratégie d'exclusion du Front national. Celui-ci peut être le fer de lance parfaitement légal et démocratique du combat contre le socialisme. »

A L'EXTRÊME GAUCHE

● M^{me} ARLETTE LAGUILLER, candidate Lutte ouvrière (trotskiste) au premier tour. — « Cus Mitterrand gouverne avec un gouvernement issu du Parti socialiste ou qu'il procède rapidement à une ouverture vers le centre et vers la droite, il ne mènera pas une politique plus favorable aux travailleurs que celle qu'il avait déjà menée. Tous les militants de la classe ouvrière doivent préparer un troisième tour à ces élections dans les usines et dans la rue. »

● M. PIERRE BOUSSEL, candidat au premier tour de l'élection présidentielle pour le Mouvement pour un parti des travailleurs (trotskiste). — « Les élections n'ont rien réglé, tous les problèmes demeurent. L'unité des travailleurs se fera dans les entreprises, dans les campagnes. »

● M. PIERRE JUQUIN, candidat des « Renouveurs » au premier tour de l'élection présidentielle. — « L'Assemblée nationale doit être dissoute car jamais une Assemblée de droite ne pourra faire la politique de gauche que veulent les Français et les immigrés de ce pays. »

● M. ALAIN KRIVINE, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), a estimé qu'au terme d'une campagne où elle use de tous les coups tordus, la droite vient de recevoir une gifle retentissante. François Mitterrand lui en assure-t-il donner un coup de blanc. Les appels du pied du président-candidat à certains politiciens de droite, la caution qu'il vient d'apporter à la répression en Nouvelle-Calédonie ne laissent subsister aucune illusion sur ce que sera sa politique. Espérons dès maintenant la dissolution de l'Assemblée réactionnaire élue en 1986. »

« Les sourires et le silence »

Outre les rituels débats et duels, la Cinq a présenté à son public, dès minuit trente, deux reportages de l'annonce des résultats du second tour aux sièges du PS et du RPR.

Du côté des « vainqueurs », Lionel Jospin, ébauchant un sourire quelques minutes avant 20 heures, Laurent Fabius en manches de chemise, Jacques Delors en grande conversation. Puis les cris, la joie, le buffet assailli, la champagne débordant des coupes et la foule meslée dans la rue de Solferino, chantant la victoire.

Côté « vaincus », des visages fermés devant les télévisions où apparaissent alternativement les images du « champion » défait, Jacques Chirac, puis celle de François Mitterrand. Silence de rigueur. La ministre de la défense, André Giraud, le regard las, comme chaviré.

Malgré consolation, le buffet semblait s'être mis à l'unisson. Même les petits fours semblaient avoir perdu de leur attrait. Deux moments sur la Cinq qui rendent aux images leur vrai rôle : montrer, sans fard,

Les instants les plus romantiques ne sont pas les plus chers

LE VOL PARIS VENISE ALLER RETOUR A PARTIR DE 790 F

Le second tour de

Déclarations et réactions

M. Valéry Giscard d'Estaing : « Bonne chance, monsieur le Président »

« Je suis sûr que vous allez réussir à faire passer votre programme. Bonne chance, monsieur le Président. »

M. Jean-Marie Le Pen : « La majorité organise son suicide politique »

« La droite a été trahie, elle a été abandonnée. C'est une catastrophe. La majorité organise son suicide politique. »

M. Michel Rocard : « Les Français ont choisi la sérénité »

« Les Français ont choisi la sérénité. Ils ont choisi la stabilité. Ils ont choisi la continuité. »

M. Jacques Chirac : « Je suis fier de mon pays »

« Je suis fier de mon pays. Je suis fier de mon peuple. Je suis fier de mon rôle. »

M. François Léotard : « C'est une victoire pour la France »

« C'est une victoire pour la France. C'est une victoire pour la démocratie. C'est une victoire pour la liberté. »

M. Alain Juppé : « Mitterrand complice de Le Pen »

« Mitterrand complice de Le Pen. Mitterrand complice de la droite. Mitterrand complice de la France. »

M. François Léotard : « Qui m'aime me suive »

« Qui m'aime me suive. Qui m'aime me suive. Qui m'aime me suive. »

M. Michèle Barzach : « le vote de l'irrationnel »

« le vote de l'irrationnel. le vote de l'émotion. le vote de la peur. »

résidentielle

les médias

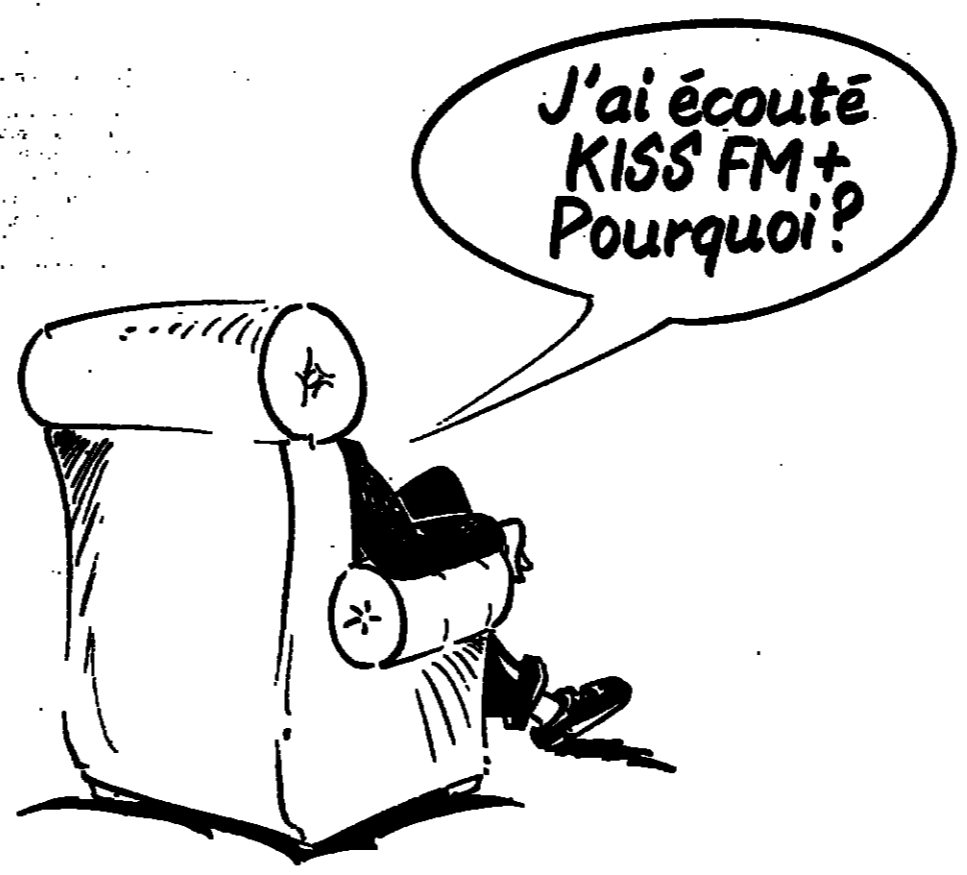
[Faded newspaper text, illegible]

A. UDF

moins mal la deuxième fois

[Faded newspaper text, illegible]

QU'AVEZ-VOUS FAIT HIER?



POUR CONNAÎTRE LA FRÉQUENCE KISS
DANS VOTRE VILLE: 36.15. KISS.



PLUS DE 60 STATIONS EN FRANCE

Le second tour de l'élection présidentielle



Le PS devra dominer la victoire de son champion

Le premier défi qu'offre au PS l'après-8 mai est de savoir... surmonter la très nette victoire de M. Mitterrand. Autrement dit, le PS devra tenir ses nerfs et contenir sa satisfaction, se montrer capable d'être fidèle aux promesses d'ouverture du président, éviter l'arrogance et le triomphisme. Il y est préparé, mais il lui faudra quand même faire un bel effort. Dès dimanche soir, MM. Lionel Jospin, Michel Rocard et Laurent Fabius, dans leurs toutes premières interventions, donneront le ton, en se montrant à la fois heureux, modestes et ouverts.

Le PS devra aussi, dans l'immédiat, se plier aux volontés de M. Mitterrand. On sait que les partisans d'une dissolution du parlement ont obtenu le score réalisé par le président, seront largement majoritaires dans le parti. Il leur faudra avaler leur envie de revanche si le président en décide autrement. Dans cette hypothèse, la tâche du nouveau premier secrétaire, quel qu'il soit, sera rude, car M. Mitterrand aurait alors choisi, à la voix d'une recomposition à marches forcées du paysage politique. Or, si le PS s'attend à ce que

cette recomposition s'engage tôt ou tard, il n'est pas prêt à plonger, dès le 9 mai, dans des combinaisons centristes (le Monde du 7 mai).

Si M. Mitterrand décide de dissoudre, les socialistes seront plus larges. Si l'on met de côté quelques difficultés de personnes prévisibles pour les investisseurs (il faudra probablement se serrer pour accueillir un nombre indéterminé de non-socialistes comme candidats), le PS devra, là encore, surmonter une - prévisible - large victoire législative. Il est vrai que, « vaccinés » par les années 1981-1986, tout le monde se souvient encore, les députés socialistes, sans doute fermement encadrés et conscients de l'évolution que le premier septennat de M. Mitterrand a imprimée à la France, auront probablement à cœur d'éviter, tout en faisant se sentir, de donner prise aux accusations de socialisme et de tentatives revert-chardes.

Instruit, là encore, par l'expérience, le PS sait qu'il va se retrouver dans la position à la fois enviable et ingrate de « parti du

président ». Il lui faudra accepter les orientations d'un gouvernement qui ne sera pas exclusivement socialiste et agira pour « la Franco unie », tout en essayant de peser sur ces orientations, de faire « remonter » dans les palais ministériels ce que dira la « base » socialiste sur les marchés de la province profonde.

La réélection de M. Mitterrand, en effet, épargne au PS les remises en cause radicales et des psychodrames qu'aurait entraînés la défaite. Elle retardera probablement les recompositions internes qui auront lieu un jour ou l'autre. Pourtant, elle ne dispense pas le PS de se poser quelques questions anciennes, mais dont les résultats de M. Le Pen, le 24 avril, ont montré l'urgence : le PS est-il suffisamment convaincant lorsqu'il explique qu'il a changé que lorsqu'il affirme qu'il ne change pas ? Les socialistes ont-ils perdu les intérêts des couches les plus défavorisées et tentent-ils de les reconquérir ? Le PS est-il suffisamment convaincant lorsqu'il explique qu'il a changé que lorsqu'il affirme qu'il ne change pas ? Les socialistes ont-ils perdu les intérêts des couches les plus défavorisées et tentent-ils de les reconquérir ? Le PS est-il suffisamment convaincant lorsqu'il explique qu'il a changé que lorsqu'il affirme qu'il ne change pas ?

ches moyennes, faute de quoi l'ensemble de la gauche se préparera probablement diverses déconvenues au profit de l'extrême droite.

Le PS ne pourra probablement pas non plus rester sans réponse devant le besoin diffus d'une riposte à M. Le Pen qui ne se limite pas à prendre en compte la « demande sociale » qu'exprime en partie le vote pour le FN, même si cette prise en compte est elle-même déjà difficile. Les électeurs de M. Le Pen ne sont-ils, d'abord, que des victimes, ou posent-ils aussi les jalons d'un lepénisme qui serait un nouveau fascisme à la française ?

En tout état de cause, le déclin continu du PCF, la pression du FN sur les élections cantonales, puis municipales, feront aussi question pour le PS. Le parti aura peut-être à se demander s'il est prêt ou non à se fonder dans un « front » républicain, ou démocratique, qui aurait pour mission de contenir sur les terrains électoraux la poussée de M. Le Pen.

J.-L. A.

Dissolution : avant le 30 mai ?

Surtout ne dissolvez pas tout de suite l'Assemblée nationale, ont demandé d'une même voix, dimanche soir, les responsables de la droite au président réélu. Une telle espérance ne peut être que largement partagée par les députés du RPR et ceux de l'UDF, qui, au vu des résultats, se savent, pour la plupart d'entre eux, menacés dans leur circonscription. Mais cette demande relève de l'abréviation pour les ministres. Pour entrer au gouvernement, ils ont dû abandonner leur mandat parlementaire, et ils ne pourront le retrouver qu'à l'occasion d'élections législatives générales. En effet, jusqu'à celles-ci, la loi proportionnelle, votée sous la législature socialiste, continue à s'appliquer, et rend pratiquement impossible des élections partielles à la suite de la démission d'un « suppléant » d'un ancien ministre.

Si, malgré cet appel, le président de la République est décidé à dissoudre rapidement l'Assemblée nationale, il devra faire vite. Au cours de sa campagne, il a reconnu que des élections législatives pouvaient difficilement avoir lieu pendant les vacances, c'est-à-dire après le 1^{er} juillet. Restent donc disponibles les deux derniers dimanches de juin : les 19 et 25 juin. Mais l'article 12 de la Constitution précise que en cas de dissolution, le premier tour a lieu « vingt jours au moins » après la décision du chef de l'Etat. Celui-ci devra donc se décider avant le 30 mai.

M. Mitterrand ayant aussi annoncé qu'il laisserait le nouveau premier ministre mesurer s'il peut, ou non, gouverner sans être par trop gêné par l'Assemblée nationale dans sa composition actuelle, la démonstration de la bonne volonté d'une partie de la droite, ou, au contraire, du refus de la gauche de faire les concessions nécessaires, devra être faite rapidement.

La succession de M. Jospin à la tête du Parti socialiste

Lutte entre M. Fabius et M. Mauroy

Après le président, le premier secrétaire. S'il est élu, il devra compter avec les autres Français pour reconquérir dans ses fonctions M. Mitterrand, les socialistes se retrouveront, naturellement, entre eux pour changer de premier secrétaire. Le 15 février dernier, lors de l'émission « Questions à domicile » de TF 1, l'actuel titulaire du poste, M. Lionel Jospin, avait créé la surprise en annonçant que, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, il ne solliciterait pas le renouvellement de son mandat à la tête du PS. Il semble aujourd'hui que sa succession devrait être réglée très vite.

Le 6 mai, en effet, lors de son dernier meeting électoral en Haute-Garonne, M. François Mitterrand a observé que M. Jospin « cassera, par sa propre volonté (...), d'être dans peu de jours le premier secrétaire du PS, après sept années d'un dur et bon labeur dont je le remercie ». Divers indices laissent penser que la précision de date n'était pas fortuite. Selon-tout, probablement, M. Jospin entrerait donc au gouvernement, et son successeur serait élu rapidement non par un congrès, mais par une simple réunion du comité directeur, c'est-à-dire sans recours direct aux militants.

Cela étant, personne, au PS, ne se voile la face : l'acteur principal de la désignation du prochain premier secrétaire du parti sera M. Mitterrand, dont chacun, désormais, attend un signe en faveur de l'un des candidats déclarés, ou bien en faveur d'une tierce personnalité.

ment » du PS, telle qu'elle est aujourd'hui, à un front commun probablement majoritaire (abstraction faite de l'intervention de M. Mitterrand).

Ce front commun comprend, évidemment, les amis de M. Mauroy, ceux de M. Rocard, probablement ceux de M. Jospin. Les amis de M. Chevènement et ceux de M. Poperen seront les derniers à se détacher de cette coalition essentielle, compte tenu du poids de cette sensibilité (près de 30 % officiellement) dans le parti, compte tenu de la personnalité même de M. Rocard et de sa popularité retrouvée dans le PS depuis qu'il s'est effacé devant M. Mitterrand et s'est résolu à être rangé sous sa bannière.

M. Rocard résume abrégiement M. Fabius comme premier secrétaire du PS. Cette opposition résoluise repose, notamment, sur les choix stratégiques faits par M. Rocard : en se retirant de la course pour 1988, afin de préserver, comme il l'a dit, l'unité de la gauche socialiste, le député des Yvelines a fait un choix à plus long terme. Celui de vivre le mandat présidentiel qui commence en parfaite symbiose avec un PS dont il espère être l'ancien premier ministre. Le maire de Conflans-Sainte-Honorine sait que M. Fabius poursuit exactement la même ambition et qu'il a toutes les chances de trouver en lui un adversaire très actif. Il importe donc avant tout, pour M. Rocard, d'empêcher M. Fabius de « prendre » le parti. C'est pourquoi l'ancien ministre de l'Agriculture tient à ce que le prochain premier secrétaire soit celui qui aura obtenu son agrément, et ce n'est pas M. Fabius.

Restent les outsiders, qui permettent d'éviter de choisir entre M. Mauroy et M. Fabius. M. Mermaz est très proche du président, connaît bien le parti, mais n'est pas très médiatique. M. Cresson a l'avantage d'être une femme, d'incarner un certain dynamisme. Mais elle a, pendant la campagne, commis quelques maladresses. De toute façon, la liste des outsiders, par définition, n'est pas close.

D'autres questions se mêlent au problème du choix des personnes, et

notamment celle-ci : qu'attend aujourd'hui M. Mitterrand d'un PS auquel il a promis, vendredi, lors de son dernier meeting, qu'il l'aiderait à assurer sa propre relève ? Veut-il un pôle de gauche pour équilibrer une politique très ouverte sur le centre ? Préfère-t-il que les socialistes continuent leur mue social-démocratique ? Le prochain premier secrétaire devra, aussi, assumer la politique du président.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Fabius volontaire

Les deux principaux candidats, on le sait, sont ses anciens premiers ministres, MM. Laurent Fabius et Pierre Mauroy, qui ont deux images très différentes, dans le PS comme dans l'opinion. Comme aucun des deux ne paraissait, avant le 8 mai, disposé à s'effacer, le PS pourrait entamer le nouveau septennat de gauche par une sévère lutte interne pour le pouvoir : difficile à imaginer, sauf à vouloir gâcher le nouveau succès de M. Mitterrand.

C'est pourquoi la solution une autre solution - on cite les noms de M. Louis Mermaz, à qui une telle perspective ne déplairait pas, et de M^{me} Edith Cresson - a été souvent envisagée. C'est pourquoi, aussi, l'intervention de M. Mitterrand, décisive, était naturellement pour conduire l'un des deux duellistes potentiels à renoncer.

Avant l'intervention présidentielle attendue, la situation se présentait de la manière suivante :

M. Fabius et ses amis ont engagé, dès l'annonce du retrait de M. Jospin, une campagne très « volontariste » qui revenait simplement à continuer, en l'accroissant, le travail en profondeur que M. Fabius a entrepris dans le parti, non sans succès, depuis 1986. En revanche, M. Fabius a tenté, en vain, de décourager M. Mauroy en essayant de créer une succession de fait, par la tactique du « rouleau compresseur » (le Monde du 23 mars). Le choix de cette tactique l'a amené à se prévaloir très tôt du soutien de M. Mitterrand, ce qui, en dehors de ses amis, a surtout suscité scepticisme ou irritation.

Dimanche, après la réélection du président, l'un des proches de M. Fabius affirmait : « Je crois que c'est très très bien parti », et l'ancien premier ministre jouait lui-même, il y a quelques jours, que les militants, consultés, franchiraient en sa faveur. Mais, précisément, la désignation du premier secrétaire par le comité directeur n'avantage pas le député de Seine-Maritime, car il se

M. Mauroy déterminé

Après avoir hésité, notamment parce qu'il n'était pas tout à fait sûr sur les idées de M. Mitterrand pour l'après-8 mai, M. Mauroy est maintenant déterminé. Compte tenu de son « ancienneté » militante, de son ancrage dans le parti, il encourt moins que M. Fabius le reproche de vouloir utiliser le poste de premier secrétaire comme un marchepied pour l'élection présidentielle.

Mais, s'il dispose, sur le papier, d'une majorité au comité directeur, il a à l'égard du PS, tout comme M. Fabius, quelques handicaps. En dépit de sa stature dans le PS, le maire de Lille n'est pas dans une phase ascendante. Vendredi, à Portet-sur-Garonne, lors du dernier meeting de M. Mitterrand, il était à l'applaudimètre, nettement surclassé par M. Fabius. Autre handicap : il n'est pas membre du courant A (mitterrandiste). Si M. Rocard, qui n'appartient pas non plus au courant A, est appelé à l'Hôtel Matignon, on imagine mal - encore qu'il puisse le décider - qu'il M. Mitterrand prive ses partisans « historiques » des deux leviers de commande essentiels que constituent Matignon et le parti (il est vrai que, compte tenu de la rivalité intrinsèque qui les oppose, on n'imagine pas non plus très bien un tandem Rocard-Fabius).

Même si M. Rocard n'est pas à Matignon, l'origine non mitterrandiste de M. Mauroy pose problème. M. Jospin - qu'on voit mal favoriser M. Fabius - observait lui-même, ces dernières semaines, que M. Mauroy n'avait peut-être pas joué suffisamment le jeu de la fusion (décidée au moment du dernier congrès du PS, en avril 1987) entre son courant et le courant mitterrandiste.

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

TOUS LES JEUX DU MONDE
Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanot - La bataille navale

JEUX.
36.15 LEMONDE

WINSTON
ULTRA LÉGÈRES

Winston
ULTRA LIGHTS

SMOOTH TASTE
ULTRA LOW-TAR

NICOTINE : 0,15 mg GOUDRON : 1,5 mg

présidentielle

L'Échec de M. Jospin

« Ça n'a pas suffi »

Le premier défi qu'offre au PS l'après-8 mai est de savoir... surmonter la très nette victoire de M. Mitterrand. Autrement dit, le PS devra tenir ses nerfs et contenir sa satisfaction, se montrer capable d'être fidèle aux promesses d'ouverture du président, éviter l'arrogance et le triomphisme. Il y est préparé, mais il lui faudra quand même faire un bel effort. Dès dimanche soir, MM. Lionel Jospin, Michel Rocard et Laurent Fabius, dans leurs toutes premières interventions, donneront le ton, en se montrant à la fois heureux, modestes et ouverts.

Le PS devra aussi, dans l'immédiat, se plier aux volontés de M. Mitterrand. On sait que les partisans d'une dissolution du parlement ont obtenu le score réalisé par le président, seront largement majoritaires dans le parti. Il leur faudra avaler leur envie de revanche si le président en décide autrement. Dans cette hypothèse, la tâche du nouveau premier secrétaire, quel qu'il soit, sera rude, car M. Mitterrand aurait alors choisi, à la voix d'une recomposition à marches forcées du paysage politique. Or, si le PS s'attend à ce que

Après le président, le premier secrétaire. S'il est élu, il devra compter avec les autres Français pour reconquérir dans ses fonctions M. Mitterrand, les socialistes se retrouveront, naturellement, entre eux pour changer de premier secrétaire. Le 15 février dernier, lors de l'émission « Questions à domicile » de TF 1, l'actuel titulaire du poste, M. Lionel Jospin, avait créé la surprise en annonçant que, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, il ne solliciterait pas le renouvellement de son mandat à la tête du PS. Il semble aujourd'hui que sa succession devrait être réglée très vite.

Le 6 mai, en effet, lors de son dernier meeting électoral en Haute-Garonne, M. François Mitterrand a observé que M. Jospin « cassera, par sa propre volonté (...), d'être dans peu de jours le premier secrétaire du PS, après sept années d'un dur et bon labeur dont je le remercie ». Divers indices laissent penser que la précision de date n'était pas fortuite. Selon-tout, probablement, M. Jospin entrerait donc au gouvernement, et son successeur serait élu rapidement non par un congrès, mais par une simple réunion du comité directeur, c'est-à-dire sans recours direct aux militants.

Cela étant, personne, au PS, ne se voile la face : l'acteur principal de la désignation du prochain premier secrétaire du parti sera M. Mitterrand, dont chacun, désormais, attend un signe en faveur de l'un des candidats déclarés, ou bien en faveur d'une tierce personnalité.

Restent les outsiders, qui permettent d'éviter de choisir entre M. Mauroy et M. Fabius. M. Mermaz est très proche du président, connaît bien le parti, mais n'est pas très médiatique. M. Cresson a l'avantage d'être une femme, d'incarner un certain dynamisme. Mais elle a, pendant la campagne, commis quelques maladresses. De toute façon, la liste des outsiders, par définition, n'est pas close.

D'autres questions se mêlent au problème du choix des personnes, et notamment celle-ci : qu'attend aujourd'hui M. Mitterrand d'un PS auquel il a promis, vendredi, lors de son dernier meeting, qu'il l'aiderait à assurer sa propre relève ? Veut-il un pôle de gauche pour équilibrer une politique très ouverte sur le centre ? Préfère-t-il que les socialistes continuent leur mue social-démocratique ? Le prochain premier secrétaire devra, aussi, assumer la politique du président.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Après avoir hésité, notamment parce qu'il n'était pas tout à fait sûr sur les idées de M. Mitterrand pour l'après-8 mai, M. Mauroy est maintenant déterminé. Compte tenu de son « ancienneté » militante, de son ancrage dans le parti, il encourt moins que M. Fabius le reproche de vouloir utiliser le poste de premier secrétaire comme un marchepied pour l'élection présidentielle.

Mais, s'il dispose, sur le papier, d'une majorité au comité directeur, il a à l'égard du PS, tout comme M. Fabius, quelques handicaps. En dépit de sa stature dans le PS, le maire de Lille n'est pas dans une phase ascendante. Vendredi, à Portet-sur-Garonne, lors du dernier meeting de M. Mitterrand, il était à l'applaudimètre, nettement surclassé par M. Fabius. Autre handicap : il n'est pas membre du courant A (mitterrandiste). Si M. Rocard, qui n'appartient pas non plus au courant A, est appelé à l'Hôtel Matignon, on imagine mal - encore qu'il puisse le décider - qu'il M. Mitterrand prive ses partisans « historiques » des deux leviers de commande essentiels que constituent Matignon et le parti (il est vrai que, compte tenu de la rivalité intrinsèque qui les oppose, on n'imagine pas non plus très bien un tandem Rocard-Fabius).

Même si M. Rocard n'est pas à Matignon, l'origine non mitterrandiste de M. Mauroy pose problème. M. Jospin - qu'on voit mal favoriser M. Fabius - observait lui-même, ces dernières semaines, que M. Mauroy n'avait peut-être pas joué suffisamment le jeu de la fusion (décidée au moment du dernier congrès du PS, en avril 1987) entre son courant et le courant mitterrandiste.

Après le président, le premier secrétaire. S'il est élu, il devra compter avec les autres Français pour reconquérir dans ses fonctions M. Mitterrand, les socialistes se retrouveront, naturellement, entre eux pour changer de premier secrétaire. Le 15 février dernier, lors de l'émission « Questions à domicile » de TF 1, l'actuel titulaire du poste, M. Lionel Jospin, avait créé la surprise en annonçant que, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, il ne solliciterait pas le renouvellement de son mandat à la tête du PS. Il semble aujourd'hui que sa succession devrait être réglée très vite.

Le 6 mai, en effet, lors de son dernier meeting électoral en Haute-Garonne, M. François Mitterrand a observé que M. Jospin « cassera, par sa propre volonté (...), d'être dans peu de jours le premier secrétaire du PS, après sept années d'un dur et bon labeur dont je le remercie ». Divers indices laissent penser que la précision de date n'était pas fortuite. Selon-tout, probablement, M. Jospin entrerait donc au gouvernement, et son successeur serait élu rapidement non par un congrès, mais par une simple réunion du comité directeur, c'est-à-dire sans recours direct aux militants.

Cela étant, personne, au PS, ne se voile la face : l'acteur principal de la désignation du prochain premier secrétaire du parti sera M. Mitterrand, dont chacun, désormais, attend un signe en faveur de l'un des candidats déclarés, ou bien en faveur d'une tierce personnalité.

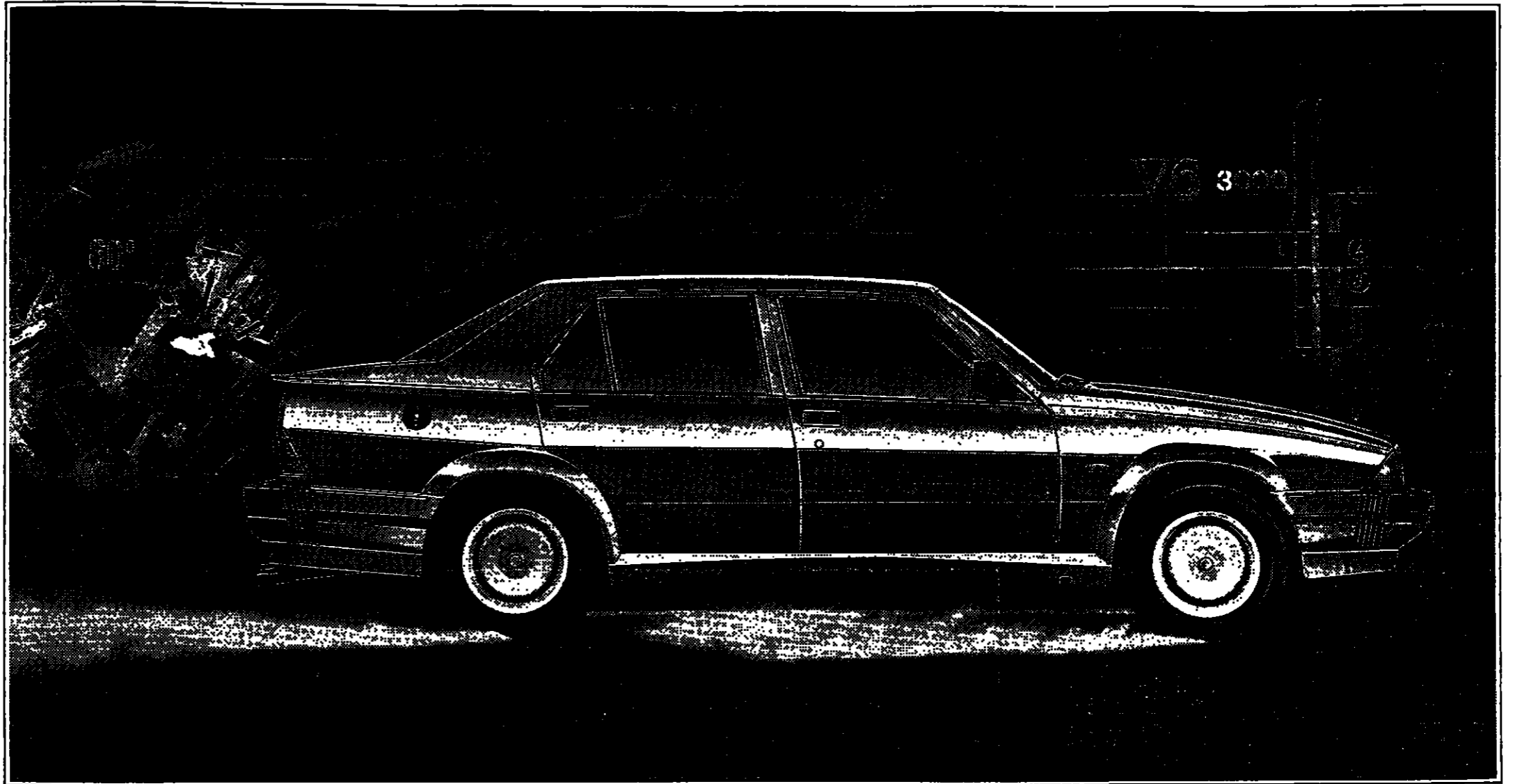
résidentielle

à Pétranger

... dans l'attente de l'annonce...
 ... la presse n'est pas tendre...
 ... pour M. Jacques Chirac...
 ... la Grande...
 ... la presse n'est pas tendre...
 ... pour M. Jacques Chirac...
 ... la Grande...
 ... la presse n'est pas tendre...
 ... pour M. Jacques Chirac...
 ... la Grande...

3 LITRES V6

JAMAIS UNE ALFA N'A ÉTÉ AUSSI PUISSANTE.



NOUVELLE ALFA 75 V6 AMERICA 3.0.

3.0L À INJECTION ÉLECTRONIQUE MULTIPONT, SIX CYLINDRES EN V À 60°, 188 CH, UN COUPLE MAXI DE 25 MKG À 3000 TR/MN QUI ATTEINT 22 MKG DÈS 1000 TR/MN, DÉMARRAGES FULGURANTS ET REPRISES IMPRESSIONNANTES. 220 KM/H SUR CIRCUIT, LE KILOMÈTRE DÉPART ARRÊTÉ EN 28s, 0 À 100 KM/H EN 7,3s, LA PUISSANCE PARLE. À MOTEUR EXCEPTIONNEL, ON NE POUVAIT DONNER QUE LE MEILLEUR : PONT ARRIÈRE AUTOBLOQUANT, PARE-CHOC À ABSORPTION D'ÉNERGIE, FREINAGE ABS OPTIONNEL, ADHÉRENCE MAXIMUM MÊME DANS LES VIRAGES LES PLUS SERRÉS, SÉCURITÉ ET COMPORTEMENT ROUTIER HORS DU COMMUN. LA LIGNE DE LA V6 AMERICA 3.0 EXPRIME SA FORCE : SPOILER, BECQUET, JUPES LATÉRALES DE BAS DE CAISSE, JANTES EN ALLIAGE LÉGER, PNEUS TAILLE BASSE, RÉTROVISEUR PROFILÉ, AÉRODYNAMISME POUSSÉ. SIÈGES ENVELOPPANTS, VOLANT RÉGLABLE EN HAUTEUR ET EN PROFONDEUR, DIRECTION ASSISTÉE, INTÉRIEUR VELOURS, AIR CONDITIONNÉ EN OPTION, CONFORT DE CONDUITE PARFAIT, PLAISIR DE PILOTAGE TOTAL. VENEZ DÉCOUVRIR LA NOUVELLE ALFA 75 V6 AMERICA 3.0 CHEZ LES 450 CONCESSIONNAIRES ET AGENTS ALFA ROMEO. LES VOITURES PRODIGES VOUS Y ATTENDENT.



Alfa passionne la route

ALFA 75. UNE GAMME A PARTIR DE 85.300 F. MODÈLE PRÉSENTÉ ALFA 75 V6 3.0 AMERICA: 156.000 F. PRIX CLÉS EN MAIN. TARIF AU 15/02/88. CONSOMMATIONS UTAC: 7,4L À 90KM/H - 9,2L À 120 KM/H - 12,9L EN CYCLE URBAIN. GARANTIES: TOTALE 1 AN. MOTEUR 2 ANS (DANS LA LIMITE DE 100.000 KM), ANTICORROSION 6 ANS. LUBRIFIANT Agip - ALFA ROMEO FINANCEMENT.

Le second tour de

le, le PCF, l'écologisme : front uni

Le taux d'abstention du second tour (15,82 % d'après les données disponibles le lundi 9 mai dans la matinée) a régressé par rapport au premier tour (18,61 %). Il reste cependant supérieur à celui du 10 mai 1981 (14,13 %). Le caractère spectaculaire de la fin de campagne n'a donc pas provoqué le surcroît de mobilisation électorale qu'avait entraîné en 1981 l'affrontement entre M. Mitterrand et M. Giscard d'Estaing.

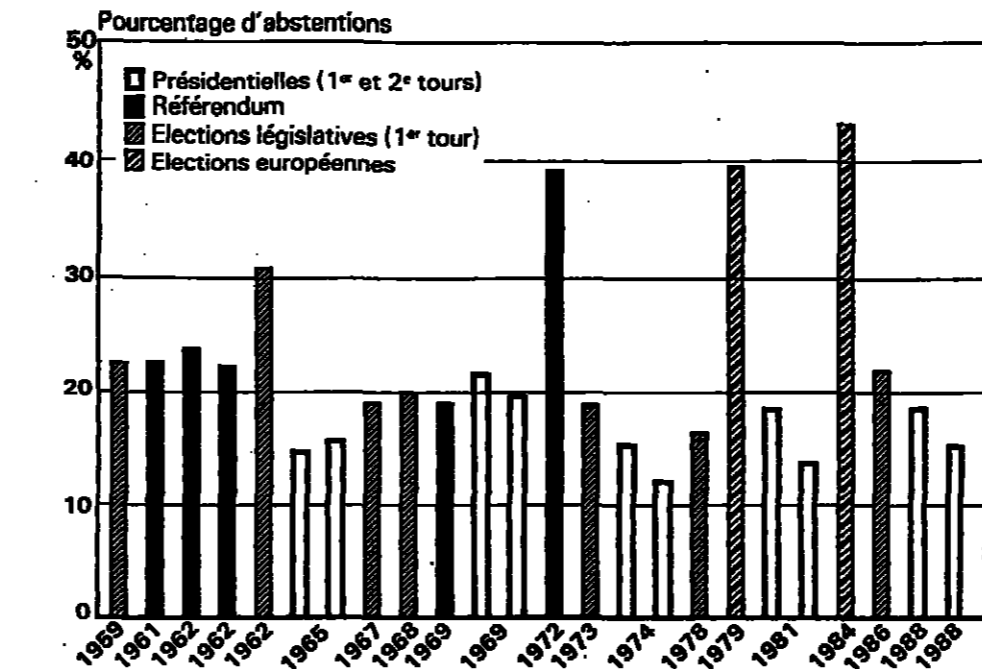
à l'autre

Les départements où l'abstention a le plus sévi sont la Haute-Corse (23,68 %), la Corse-du-Sud (23,12 %), la Seine-Saint-Denis (20,76 %), Paris (19,72 %), le Val-de-Marne (18,15 %), les Bouches-du-Rhône (18,11 %), le Rhône (17,54 %), la Loire (17,33 %), la Sarthe (17,23 %), le Val-d'Oise (17,13 %), le Bas-Rhin (17,05 %) et le Haut-Rhin (16,91 %). La plupart de ces départements figurait déjà au « palmarès » analogue du premier tour. Les départements où la participation a été la plus forte sont la Corrèze (9,50 % d'abstention), le Lot (10,78 %), la Lozère (10,98 %), le Tarn (11,41 %), la Dordogne (11,41 %), les Côtes-du-Nord (11,41 %) dans les trois cas), l'Aveyron (11,60 %), la Haute-Saône (11,77 %), la Somme (11,88 %), les Landes

l'élection présidentielle

La participation

Une bonne mobilisation



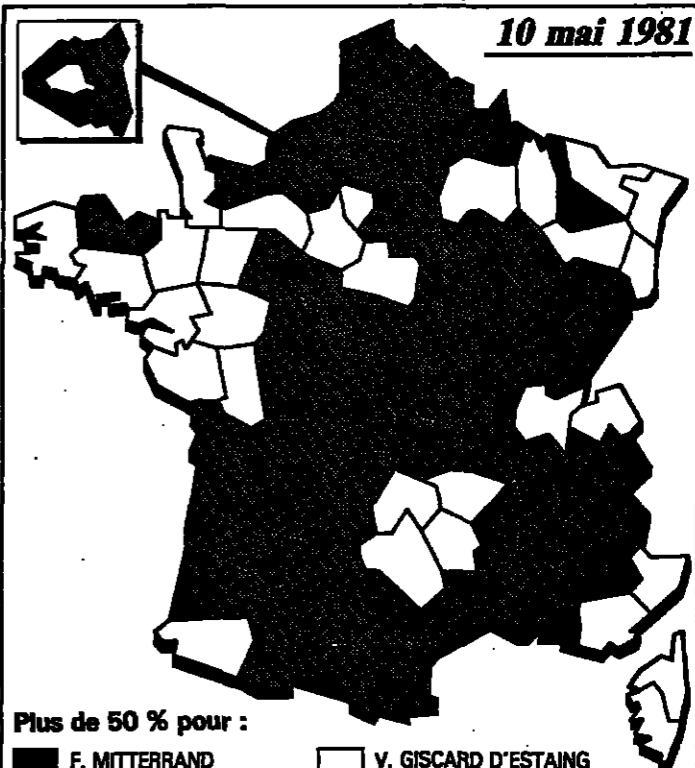
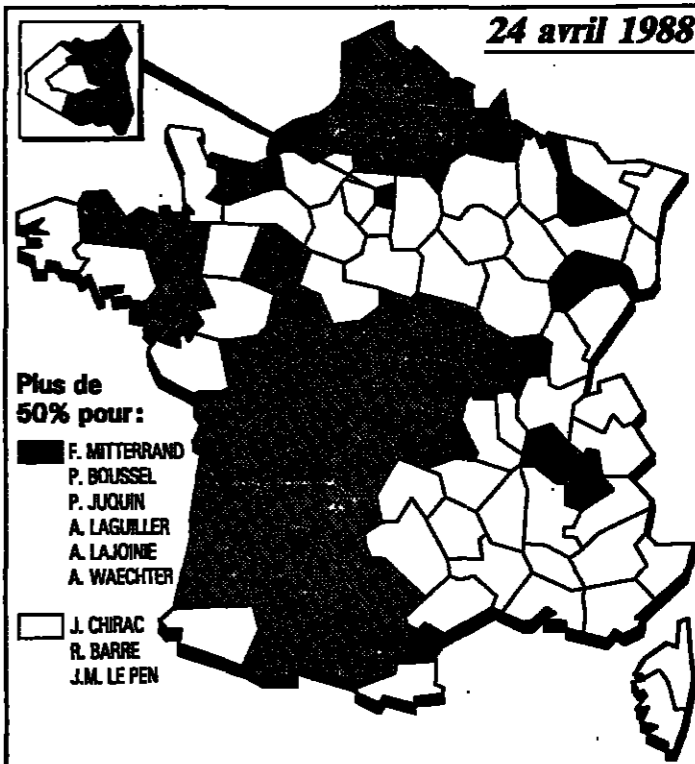
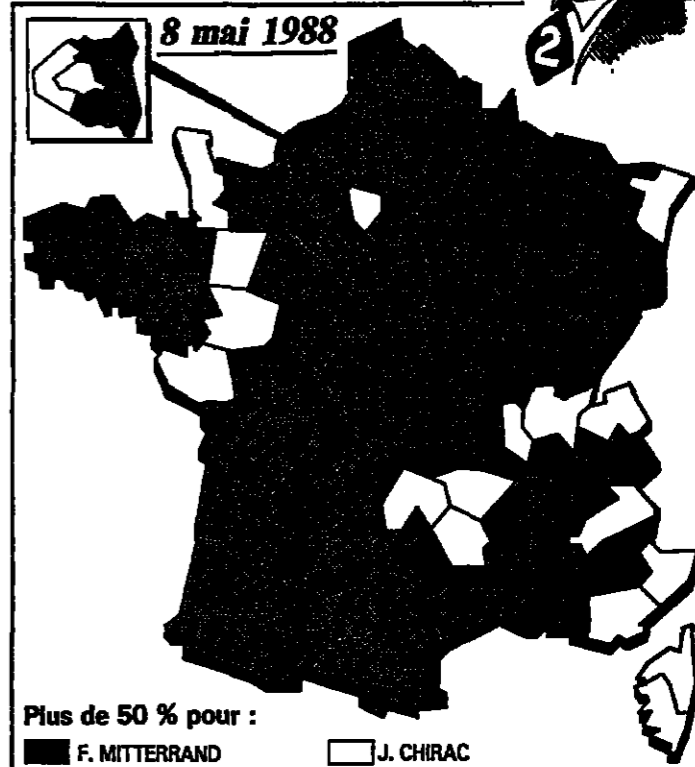
(11,97 %) et le Tarn-et-Garonne (11,25 %).

Ni les départements où l'influence du Front national est forte ni ceux qui constituent des bastions traditionnels du Parti communiste n'ont échappé à cette mobilisation globale accrue du second tour.

Parmi les bastions du FN l'abstention passe entre les deux tours, dans les Bouches-du-Rhône, de 20,02 % à 18,11 %; dans le Var, de 18,90 % à 15,99 %; dans les Pyrénées-Orientales, de 19,70 % à 15,85 %; dans le Gard, de 12,36 % à 14,89 %. Dans les départements de la couronne pari-

sienne où l'influence du Parti communiste est traditionnelle, l'abstention régresse aussi de 22,24 % à 20,76 % en Seine-Saint-Denis; de 19,08 % à 17,13 % dans le Val-d'Oise et de 19,97 % à 18,15 % dans le Val-de-Marne.

M. K.



Les abstentions

DÉPARTEMENT	8 MAI 1988	24 AVRIL 1988	10 MAI 1981
Ain	15,67	18,96	14,10
Alsace	13,59	16,20	11,53
Allier	15,06	17,28	12,78
Alpes-de-Haute-Provence	13,99	17,64	13,06
Alpes-Maritimes	13,50	18,46	13,30
Andorre	15,53	19,91	15,71
Ardèche	13,66	17,33	12,93
Ardennes	15,09	18,42	11,84
Arriège	13,40	18,19	13,09
Aube	16,11	18,90	13,64
Aude	12,33	15,24	11,40
Aveyron	11,60	15,49	11,50
Basses-Pyrénées	18,11	20,02	17,78
Bavière	15,42	18,11	13,12
Bretagne	12,83	17,30	13,84
Charente	14,13	17,42	12,29
Charente-Maritime	16,10	19,58	14,49
Cher	15,09	17,79	12,42
Corrèze	9,50	12,48	11,05
Corse-du-Sud	23,12	31,56	25,18
Haute-Corse	23,68	33,22	30,15
Côte-d'Or	14,79	18,49	13,58
Côtes-du-Nord	11,41	14,46	10,69
Creuse	15,59	19,76	15,15
Dordogne	11,41	14,64	10,88
Doubs	13,24	16,69	12,55
Drôme	14,82	17,85	13,71
Eure	14,59	17	11,90
Eure-et-Loir	14,38	16,63	12
Finistère	13,86	16,76	12,80
Gard	14,89	19,26	14,86
Haute-Garonne	15,21	18,48	13,98
Gers	13,38	17,55	11,64
Gironde	15,06	17,62	13,92
Hérault	14,81	18,23	13,92
Ile-et-Vilaine	13,89	17,03	12,29
Indre	13,14	16,24	12,25
Indre-et-Loire	15,92	18,59	13,76
Isère	15,88	18,07	13,87
Jura	13,31	17,42	11,60
Landes	11,97	14,62	10,92
Loir-et-Cher	12,97	15,44	11,56
Loire	17,33	20,26	14,25
Haute-Loire	13,63	17,57	12,57
Loire-Atlantique	16,06	18,59	13,74
Lot	13,72	16,26	11,99
Lot-et-Garonne	10,78	14,77	9,85
Lozère	10,98	15,61	11,51
Mayenne	10,98	17,65	13,98
Meuse	14,87	18,88	12,78
Manche	14,67	17,39	13,65
Marne	16,34	19,30	13,83
Haute-Marne	15,91	19,04	13,02
Mayenne	15,73	14,71	11,58
Meurthe-et-Moselle	16,67	19,98	14,59
Midi-Pyrénées	13,87	16,68	11,83
Morbihan	13,98	16,87	12,77
Moselle	16,14	17,81	13,90
Nièvre	14,18	17,53	12,84
Nord	15,13	16,78	11,78
Oise	13,57	15,85	11,52
Orne	13,17	16,26	12,31
Pas-de-Calais	13,45	14,73	10,79
Puy-de-Dôme	13,95	17,55	11,98
Pyrénées-Atlantiques	14,24	17,37	12,62
Hautes-Pyrénées	15,39	19,16	14,31
Pyrénées-Orientales	15,85	19,70	15,46
Rhône	17,05	18,42	14,53
Haute-Rhône	16,91	17,84	14,72
Rhône	17,54	19,75	15,67
Haute-Saône	11,77	15,99	10,64
Saône-et-Loire	16,64	20,89	14,51
Sarthe	15,25	17,57	12,28
Savoie	16,33	20,07	14,61
Haute-Savoie	16,34	19,76	15,17
Paris	19,72	23,12	17,37
Seine-Maritime	15,70	17,75	12,68
Seine-et-Marne	16,15	18,47	13,94
Yvelines	15,69	17,92	13,53
Deux-Sèvres	13,44	15,82	11,59
Somme	11,88	14,29	9,70
Tarn	11,41	14,73	10,14
Tarn-et-Garonne	11,25	16,11	10,82
Var	15,99	18,90	13,75
Vendée	14,82	17,13	12,53
Vendôme	12,33	13,90	10,67
Vienne	14,85	17,14	12,28
Haute-Vienne	12,70	15,57	11,56
Vosges	14,22	17,27	12,22
Yonne	14,87	17,82	12,97
Territoire-de-Belfort	14,54	18,11	12,25
États	15,82	18,22	13,56
Haute-Garonne	15,96	19,11	15,31
Seine-Saint-Denis	20,76	22,24	17,34
Val-de-Marne	18,15	19,97	15,94
Val-d'Oise	17,13	19,88	14,02

Votre 205 (Bet 5 portes) en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21
 4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

ALBERT MEMMI

ALBERT MEMMI Le Pharaon

Roman JULLIARD

Le second tour de

PARIS : le candidat Chirac n'a pas profité de l'audience du maire

« A quoi ça sert que le maire se décarcasse, si le candidat n'en profite pas ? ». Les collaborateurs de M. Jacques Chirac à l'Hôtel de Ville de Paris peuvent se poser cette question. Malgré tout le travail accompli depuis que, en 1977, il est devenu le maire de la capitale, Jacques Chirac n'a pas été jugé par ses administrés comme premier magistrat de sa ville, mais tout simplement comme un candidat à l'Élysée. Trois chiffres suffisent à le montrer. Dimanche, le candidat de la droite unie a obtenu 54,68 % de suffrages exprimés dans la capitale. Au deuxième tour de 1974, M. Valéry Giscard d'Estaing avait recueilli 56,9 % et le 10 mai 1981 53,56 %. Le maire-candidat n'a fait gagner que 1,12 point à son camp en sept ans. C'est peu. Il lui en a fallu perdre 2,22 en quatorze ans. C'est beaucoup.

Les Parisiens apprécient leur maire. Le triomphe qu'ils lui ont fait aux municipales de 1983, lorsqu'ils ont offert les vingt arrondissements pour déjouer la manœuvre socialiste, le prouve. Pour autant, ils ne sont pas décidés à l'aider à devenir président de la République. Sa fonction de premier magistrat ne lui a apporté

guère plus de voix qu'à celui qu'il soutenait — du bout des lèvres — il y a sept ans. La droite a même régressé par rapport à l'époque — lointaine — de 1974, quand la capitale ne disposait pas d'un véritable maire, mais était en fait gérée par un préfet. Au vu des résultats du premier tour, la majorité municipale avait déjà constaté avec effroi qu'elle n'était majoritaire que dans sept des vingt et une circonscriptions parisiennes ; dans dix autres, il lui fallait le secours de l'extrême droite pour franchir la barre fatidique des 50 % ; et les quatre dernières étaient réservées à la gauche socialiste avec le renfort des voix écologistes.

Au deuxième tour, elle doit admettre — comme elle s'y attendait — que les suffrages qui s'étaient portés au premier sur M. Jean-Marie Le Pen ne lui étaient pas automatiquement acquis. Il manque à M. Chirac 3,56 points pour atteindre l'addition des voix qui s'étaient, quinze jours plus tôt, portées sur lui, sur M. Raymond Barre et sur M. Le Pen.

Ces suffrages perdus, c'est bien entendu M. François Mitterrand qui les recueille. Addi-

tionnés à tous ceux de gauche, à ceux du candidat écologiste, ils lui permettent d'atteindre 45,32 %, soit 1,1 point de moins qu'il y a sept ans.

Le plus surprenant, c'est que l'action de la municipalité parisienne n'a rien changé à la géographie politique traditionnelle de la capitale. Le candidat de la gauche devance, cette fois encore, celui de la droite dans neuf des vingt arrondissements de la capitale (le 2^e, 3^e, 4^e, 10^e, 11^e, 13^e, 16^e, 19^e, 20^e), c'est-à-dire le Marais, le Sentier et l'Est parisien, les points d'ancrage habituels de la gauche dans la capitale. Paris s'est embourgeoisé, mais la droite continue à s'être vraiment chez elle que dans les traditionnels quartiers bourgeois du centre des affaires et de l'Ouest. Car dans huit des arrondissements où il gagne cette année, M. Mitterrand était déjà en tête il y a sept ans. Il n'a gagné depuis que le 2^e, en y prospérant de 2,35 points. En échange, il a cédé le 14^e, où il a reculé de 1,23 point, un arrondissement soumis depuis quelques années à une formidable restructuration immobilière.

Extraordinaire stabilité donc. D'un arrondissement à l'autre, les variations depuis sept ans ne sont en général que de plus ou de moins un point. La plus forte se trouve dans le 15^e, où M. Chirac obtient 2,99 points de plus que M. Giscard d'Estaing ; dans le 16^e (+ 2,22 points pour la droite) et dans le 13^e où la présence de M. Jacques Toubou à la mairie a fait perdre 2,05 points à la gauche, mais ne l'a pas empêchée d'être majoritaire.

Le maire de Paris va devoir tirer les leçons de cet échec — relatif — du candidat dans sa ville. Le quadrillage de la cité par des adjoints dévoués, la mainmise du RPR sur la gestion de la capitale, ont certes permis d'y réduire l'influence de l'UDF, mais pas de contenir la poussée de l'extrême droite, ni d'éviter que la gauche y perde des sévères points d'appui.

L'Hôtel de Ville peut être une place-forte solide pour traverser des moments difficiles, une base de repli bien utile ; elle ne permet pas de faire de la capitale une base pour la conquête de la France entière. Il y a — depuis Étienne Marcel — des constantes dans l'histoire de France.

THÉRRY BRÉHER.

1^{er} ARRONDISSEMENT
Ins., 11 858 ; suffr. expr., 8 995
Chirac 5 211 (57,93)
Mitterrand 3 784 (42,06)

2^e ARRONDISSEMENT
Ins., 12 108 ; suffr. expr., 8 943
Mitterrand 4 654 (52,04)
Chirac 4 289 (47,95)

3^e ARRONDISSEMENT
Ins., 20 317 ; suffr. expr., 16 412
Mitterrand 8 287 (50,49)
Chirac 8 125 (49,50)

4^e ARRONDISSEMENT
Ins., 20 317 ; suffr. expr., 16 412
Mitterrand 8 287 (50,49)
Chirac 8 125 (49,50)

5^e ARRONDISSEMENT
Ins., 33 055 ; suffr. expr., 25 952
Chirac 15 834 (61,01)
Mitterrand 10 118 (38,98)

6^e ARRONDISSEMENT
Ins., 25 039 ; suffr. expr., 19 737
Chirac 14 693 (74,44)
Mitterrand 5 044 (25,55)

7^e ARRONDISSEMENT
Ins., 40 493 ; suffr. expr., 32 114
Chirac 23 239 (72,36)
Mitterrand 8 875 (27,63)

8^e ARRONDISSEMENT
Ins., 34 781 ; suffr. expr., 26 644
Chirac 15 094 (56,65)
Mitterrand 11 550 (43,34)

9^e ARRONDISSEMENT
Ins., 40 493 ; suffr. expr., 32 114
Chirac 23 239 (72,36)
Mitterrand 8 875 (27,63)

10^e ARRONDISSEMENT
Ins., 44 908 ; suffr. expr., 35 711
Chirac 19 031 (53,29)
Mitterrand 16 680 (46,70)

11^e ARRONDISSEMENT
Ins., 78 513 ; suffr. expr., 60 215
Chirac 33 180 (55,10)
Mitterrand 27 035 (44,89)

12^e ARRONDISSEMENT
Ins., 78 990 ; suffr. expr., 63 548
Chirac 32 946 (51,84)
Mitterrand 30 602 (48,15)

13^e ARRONDISSEMENT
Ins., 95 685 ; suffr. expr., 75 825
Mitterrand 42 334 (55,83)
Chirac 33 491 (44,16)

14^e ARRONDISSEMENT
Ins., 79 328 ; suffr. expr., 62 561
Chirac 31 542 (50,41)
Mitterrand 31 019 (49,58)

15^e ARRONDISSEMENT
Ins., 136 328 ; suffr. expr., 109 710
Chirac 65 478 (59,68)
Mitterrand 44 232 (40,31)

16^e ARRONDISSEMENT
Ins., 98 947 ; suffr. expr., 82 024
Chirac 64 637 (78,80)
Mitterrand 17 387 (21,19)

17^e ARRONDISSEMENT
Ins., 97 096 ; suffr. expr., 76 136
Chirac 48 941 (64,28)
Mitterrand 27 195 (35,71)

18^e ARRONDISSEMENT
Ins., 104 989 ; suffr. expr., 77 951
Mitterrand 40 744 (52,26)
Chirac 37 207 (47,73)

GEO POLITIQUE AFRICAINE

FRANCE AFRIQUE LE SEPTENNAT DÉCISIF

« GÉOPOLITIQUE AFRICAINE N° VIII »

- Quand l'importance nouvelle du multilatéral oblige la France à passer une vitesse.
- Quand les entreprises s'engagent à Paris (le CNPF) et à Bruxelles (le groupe des 7).

En librairies : 80 FF (diffusion : éditions Albin-Michel). Par correspondance : 100 FF fco. au : Livre Poste s, 2, rue H.-Heine, 75016 Paris. Abon. : France et Europe : 300 FF. Afrique francophone : 350 FF. Règlement des abonnements : chèque bancaire ou postal à l'ordre de : EurAfrica News, à faire parvenir à : « Géopolitique africaine ».

6 & 8, square Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie - 75004 Paris

Commando contre des manifestants d'extrême droite : huit blessés

Place Saint-Augustin à Paris, dimanche 8 mai vers 9 h 15, huit personnes ont été blessées — dont l'un grièvement — alors qu'elles défilent avec quelques centaines de militants d'extrême droite pour célébrer la fête de Jeanne d'Arc. Le cortège, à l'appel de l'Action française, l'Œuvre française, l'Association nationale Pétain-Verdun, le GJD, le Parti nationaliste français européen, etc., venait de prendre la direction des Tuileries. Une trentaine de personnes, selon divers témoins, ont soudain attaqué à coups de barres de fer une soixantaine de manifestants. L'affrontement, très violent, a duré deux à trois minutes, jusqu'à l'arrivée d'une voiture de police blindée qui a provoqué la fuite du commando.

Ce même dimanche, en fin d'après-midi, huit suspects ont été interpellés et quatre d'entre eux placés en garde à vue. Leur identité n'a pas été révélée.

On ignore également l'identité du commando, pour le moment. Selon M. Pierre Sidos, président de l'Œuvre française à laquelle appartiennent les huit blessés, « un commando de trente à quarante personnes a fait irruption avec des drapeaux tricolores, des croix celtiques. Ils étaient coiffés de bobes. Chacun avait un brassard blanc, mais l'un d'entre eux, leur chef sans doute, avait deux brassards ». Toujours selon des organisateurs de ce cortège, le commando aurait fait partie de l'Organisation juive de combattants. Mais cette hypothèse n'est pas confirmée par la police.

Lundi 9 mai, dans la matinée, l'un des huit blessés était encore dans un état très grave.

19^e ARRONDISSEMENT
Ins., 136 328 ; suffr. expr., 109 710
Chirac 65 478 (59,68)
Mitterrand 44 232 (40,31)

20^e ARRONDISSEMENT
Ins., 136 328 ; suffr. expr., 109 710
Chirac 65 478 (59,68)
Mitterrand 44 232 (40,31)

LE MONDE diplomatique

Mai 1988

SOCIÉTÉS ÉCARTELÉES PLANÈTE DISLOQUÉE (dossier spécial)

La pauvreté prolifère au sein d'une prospérité qui, malgré la stagnation économique, s'étale en un luxe tranquille. Le traitement de la crise a dangereusement aggravé les inégalités dans les sociétés riches du Nord, où la présence de dizaines de millions de chômeurs et de pauvres témoigne de la défaillance sociale des démocraties. Même accroissement des injustices dans les pays du tiers-monde écrasés par l'endettement et de surcroît, livrés au pouvoir d'élites trop souvent corrompues (dossier de huit pages).

AFRIQUE

LES ZAÏROIS EN ÉTAT DE SURVIE

Malgré ses richesses minières et les fortunes accumulées par ses dirigeants, le Zaïre est l'un des pays africains les plus pauvres. A Kinshasa la population lutte durement pour survivre, les somnifères se vendent à l'unité, le maïs au gobelet. Ainsi le vent de l'économie parallèle dans une ville du tiers-monde.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09

TÉL : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 48-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1844.
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouta.
Rédacteur en chef : Daniel Verret.
Correspondant en chef : Claude Sates.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tappez LEMONDE code d'accès ABO

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 TÉL : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	REUNION	SWISS TUNISE	AUTRES PAYS non indexés
3 mois	354 F	399 F	504 F	607 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 951 F
1 an	1 290 F	1 398 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Chaque commande est effectuée en prévision ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez noter l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Président

II-DE-FR

سكزا من الأصل

Le second tour de l'élection présidentielle

l'élection présidentielle

ILE-DE-FRANCE: le regain de la gauche réunie

La gauche est majoritaire en Ile-de-France. Le RPR, qui, depuis des années, investit la région capitale, celle qui regroupe plus de 20 % des Français, pour en faire le marabout de la conquête du pays par le maire de la capitale, a échoué. Ou plus exactement n'a pas réussi autant qu'il l'espérait.

La droite n'a pu faire mieux que limiter les dégâts. Dans l'ensemble de la région son candidat recueille 48,42 % des suffrages exprimés, soit 1,63 point de plus que M. Valéry Giscard d'Estaing le 10 mai 1981 mais 1,03 point de moins que le même Giscard d'Estaing au deuxième tour de 1974.

La droite pourrait s'en inquiéter si l'expérience n'avait pas montré, depuis longtemps, que le résultat d'un scrutin présidentiel ne peut être transféré sans correction sur des élections locales. Déjà en 1974, M. Mitterrand avait devancé M. Giscard d'Estaing dans ces mêmes départements (sauf la Seine-et-Marne). Il avait aussi battu la droite dans tous les départements de la banlieue (sauf les Yvelines) en 1981.

Marne. Mais les socialistes ont quand même réussi à récupérer la plus grande partie des voix communistes. L'avenir politique de l'Ile-de-France dépend bien de cela: les socialistes pourront-ils recueillir l'héritage des communistes sans trop de déchet? Si c'est le cas aux élections cantonales et municipales, comme ce le fut pour cette présidentielle, la droite peut se faire du souci. Car les résultats du 24 avril et du 8 mai confirment que la gauche est majoritaire dans pratiquement toutes les communes que la droite avait arrachées au PC en 1982. Le PS est, cette fois, en situation de les reprendre. A condition que le vote à gauche de l'Ile-de-France ne soit pas cette fois encore, comme en 1974, comme en 1981, un accident dans la vie politique de la région.

Th. B.

SEINE-ET-MARNE

Ins. 609 054; vot., 510 689. Abst. 98 365 (16,15 %). Suffr. expr., 490 358. Mitterrand 260 139 (53,05) Chirac 230 219 (46,94) 1er tour. - Ins. 709 181; abst. 18,47 %; suffr. expr., 488 006. Mitterrand, 161 061 (33,00); Chirac, 95 909 (19,85); Le Pen, 86 658 (17,75); Barre, 78 770 (16,11); Lajoie, 30 771 (6,29); Waechter, 18 612 (3,81); Juguin, 9 248 (1,89); Laguille, 8 923 (1,84); Bousel, 2 054 (0,42). 1981. - Abst. 13,94 %; Mitterrand, 235 894 (52,63); Giscard d'Estaing, 212 205 (47,36).

YVELINES

Ins. 772 371; vot., 651 153. Abst. 121 218 (15,69 %). Suffr. expr., 628 633. Chirac 337 792 (53,73) Mitterrand 290 841 (46,26) 1er tour. - Ins. 772 804; abst. 17,92 %; suffr. expr., 625 151. Mitterrand, 183 684 (29,38); Chirac, 153 090 (24,48); Barre, 115 565 (18,48); Le Pen, 94 100 (15,05); Lajoie, 29 282 (4,68); Waechter, 24 713 (3,95); Juguin, 12 634 (2,02); Laguille, 9 874 (1,57); Bousel, 2 209 (0,35). 1981. - Abst. 13,53 %; Giscard d'Estaing, 303 415 (51,09); Mitterrand, 290 459 (48,90).

MEUX

Ins. 22 289; suffr. expr., 16 746. Mitterrand 9 257 (55,27) Chirac 7 489 (44,72) 1er tour. - Suffr. expr., 16 491. Mitterrand, 5 991; Le Pen, 3 073; Chirac, 2 998; Barre, 2 469; Lajoie, 850; Waechter, 527; Laguille, 274; Juguin, 236; Bousel, 72. 1981. - Mitterrand, 9 518; Giscard d'Estaing, 8 241.

VERSAILLES

Ins. 59 760; suffr. expr., 48 581. Chirac 32 285 (66,45) Mitterrand 16 296 (33,54) 1er tour. - Suffr. expr., 48 008. Chirac, 16 007 (33,34); Barre, 10 906 (22,71); Mitterrand, 10 396 (21,65); Le Pen, 6 815 (14,19); Waechter, 1 538 (3,20); Lajoie, 1 016 (2,11); Juguin, 675 (1,40); Laguille, 330 (0,68); Bousel, 125 (0,26). 1981. - Giscard d'Estaing, 31 347 (63,38); Mitterrand, 18 108 (36,61).

MELUN

Ins. 18 891; suffr. expr., 14 403. Mitterrand 7 297 (50,66) Chirac 7 106 (49,33) 1er tour. - Suffr. expr., 14 216. Mitterrand, 4 799 (33,75); Chirac, 2 963 (20,94); Le Pen, 2 591 (18,22); Barre, 2 342 (16,47); Lajoie, 543 (3,81); Waechter, 473 (3,32); Laguille, 240 (1,68); Juguin, 226 (1,58); Bousel, 39 (0,27). 1981. - Mitterrand, 8 061 (51,21); Giscard d'Estaing, 7 677 (48,78).

PLAISIR

Ins. 12 874; suffr. expr., 10 060. Mitterrand 5 473 (54,40) Chirac 4 587 (45,59) 1er tour. - Suffr. expr., 9 966. Mitterrand, 3 587; Chirac, 2 025; Barre, 1 794; Le Pen, 1 234; Waechter, 438; Lajoie, 410; Juguin, 259; Laguille, 166; Bousel, 53. 1981. - Mitterrand, 5 152; Giscard d'Estaing, 4 131.

AVON

Ins. 8 959; suffr. expr., 6 838. Chirac 3 643 (53,27) Mitterrand 3 195 (46,72) 1er tour. - Suffr. expr., 6 749. Mitterrand, 2 104; Chirac, 1 572; Barre, 1 271; Le Pen, 1 047; Waechter, 297; Lajoie, 216; Juguin, 113; Laguille, 111; Bousel, 13. 1981. - Giscard d'Estaing, 3 639; Mitterrand, 3 351.

POISSY

Ins. 20 424; suffr. expr., 16 338. Mitterrand 8 785 (53,77) Chirac 7 553 (46,22) 1er tour. - Suffr. expr., 16 275. Mitterrand, 5 586; Chirac, 3 314; Le Pen, 2 785; Barre, 2 519; Lajoie, 873; Waechter, 557; Juguin, 304; Laguille, 276; Bousel, 61. 1981. - Mitterrand, 9 781; Giscard d'Estaing, 7 640.

CHELLES

Ins. 27 204; suffr. expr., 21 137. Mitterrand 11 630 (55,02) Chirac 9 507 (44,97) 1er tour. - Suffr. expr., 20 968. Mitterrand, 6 905; Le Pen, 4 193; Chirac, 3 810; Barre, 2 776; Lajoie, 1 604; Waechter, 763; Juguin, 465; Laguille, 374; Bousel, 78. 1981. - Mitterrand, 12 643; Giscard d'Estaing, 8 806.

RAMBOUILLET

Ins. 15 090; suffr. expr., 12 165. Chirac 6 219 (51,12) Mitterrand 5 946 (48,87) 1er tour. - Suffr. expr., 12 138. Mitterrand, 2 404; Chirac, 1 331; Barre, 1 182; Le Pen, 1 076; Lajoie, 900; Waechter, 318; Juguin, 251; Laguille, 163; Bousel, 43. 1981. - Mitterrand, 5 579; Giscard d'Estaing, 5 563.

COMES-LA-VILLE

Ins. 10 330; suffr. expr., 8 618. Mitterrand 4 818 (55,90) Chirac 3 800 (44,09) 1er tour. - Suffr. expr., 8 483. Mitterrand, 3 001; Chirac, 1 486; Barre, 1 370; Le Pen, 1 330; Lajoie, 466; Waechter, 399; Juguin, 229; Laguille, 166; Bousel, 30. 1981. - Mitterrand, 3 925; Giscard d'Estaing, 3 051.

SAINT-CYR-L'ECOLE

Ins. 9 865; suffr. expr., 7 654. Mitterrand 4 362 (56,98) Chirac 3 292 (43,01) 1er tour. - Suffr. expr., 7 628. Mitterrand, 2 404; Chirac, 1 331; Barre, 1 182; Le Pen, 1 076; Lajoie, 900; Waechter, 318; Juguin, 251; Laguille, 163; Bousel, 43. 1981. - Mitterrand, 5 579; Giscard d'Estaing, 5 563.

COULOMMIERS

Ins. 7 644; suffr. expr., 5 720. Mitterrand 3 181 (55,61) Chirac 2 539 (44,38) 1er tour. - Suffr. expr., 5 677. Mitterrand, 2 094; Chirac, 1 057; Barre, 898; Le Pen, 889; Lajoie, 310; Waechter, 198; Laguille, 134; Juguin, 76; Bousel, 21. 1981. - Mitterrand, 2 968; Giscard d'Estaing, 2 942.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Ins. 11 262; suffr. expr., 9 275. Mitterrand 5 450 (58,76) Chirac 3 825 (41,23) 1er tour. - Suffr. expr., 9 239. Mitterrand, 3 216; Chirac, 1 661; Barre, 1 366; Le Pen, 1 242; Lajoie, 714; Waechter, 416; Juguin, 372; Laguille, 201; Bousel, 51. 1981. - Mitterrand, 5 903; Giscard d'Estaing, 3 871.

DAMMARIÉ-LES-LYS

Ins. 10 759; suffr. expr., 8 134. Mitterrand 4 810 (59,13) Chirac 3 324 (40,86) 1er tour. - Suffr. expr., 8 148. Mitterrand, 2 997; Chirac, 1 330; Le Pen, 1 253; Barre, 1 134; Lajoie, 790; Waechter, 282; Juguin, 209; Laguille, 123; Bousel, 30. 1981. - Mitterrand, 5 147; Giscard d'Estaing, 3 430.

BRUNOY

Ins. 15 641; suffr. expr., 12 556. Chirac 6 455 (51,40) Mitterrand 6 101 (48,59) 1er tour. - Suffr. expr., 12 473. Mitterrand, 3 694; Chirac, 2 894; Barre, 2 263; Le Pen, 1 903; Lajoie, 609; Waechter, 575; Juguin, 272; Laguille, 217; Bousel, 46. 1981. - Mitterrand, 6 258; Giscard d'Estaing, 6 069.

FONTAINEBLEAU

Ins. 10 419; suffr. expr., 8 363. Chirac 5 374 (64,25) Mitterrand 2 989 (35,74) 1er tour. - Suffr. expr., 8 192. Chirac, 2 534; Mitterrand, 1 869; Barre, 1 707; Le Pen, 1 367; Waechter, 300; Lajoie, 147; Juguin, 127; Laguille, 116; Bousel, 25. 1981. - Giscard d'Estaing, 5 500; Mitterrand, 3 162.

EVRY

Ins. 17 796; suffr. expr., 14 371. Mitterrand 8 711 (60,61) Chirac 5 660 (39,38) 1er tour. - Suffr. expr., 14 317. Mitterrand, 5 441 (38,00); Chirac, 2 316 (16,19); Le Pen, 2 214 (15,49); Barre, 2 024 (14,13); Waechter, 719 (5,02); Lajoie, 694 (4,84); Juguin, 563 (3,93); Laguille, 286 (1,99); Bousel, 56 (0,39). 1981. - Mitterrand, 6 387 (59,24); Giscard d'Estaing, 4 393 (40,75).

LAGNY-SUR-MARNE

Ins. 10 672; suffr. expr., 8 308. Mitterrand 4 217 (50,75) Chirac 4 091 (49,24) 1er tour. - Suffr. expr., 8 290. Mitterrand, 2 676; Chirac, 1 790; Le Pen, 1 443; Barre, 1 319; Lajoie, 407; Waechter, 317; Juguin, 161; Laguille, 144; Bousel, 33. 1981. - Mitterrand, 4 136; Giscard d'Estaing, 4 033.

ATHIS-MONS

Ins. 16 764; suffr. expr., 13 251. Mitterrand 7 559 (57,04) Chirac 5 692 (42,95) 1er tour. - Suffr. expr., 13 074. Mitterrand, 4 420; Chirac, 2 262; Le Pen, 2 230; Barre, 1 926; Lajoie, 888; Juguin, 575; Waechter, 498; Laguille, 228; Bousel, 47. 1981. - Mitterrand, 8 373; Giscard d'Estaing, 5 949.

PROVINS

Ins. 6 825; suffr. expr., 5 186. Mitterrand 2 688 (51,83) Chirac 2 498 (48,16) 1er tour. - Suffr. expr., 5 140. Mitterrand, 1 684; Chirac, 1 263; Le Pen, 851; Barre, 718; Lajoie, 309; Waechter, 163; Laguille, 82; Juguin, 51; Bousel, 17. 1981. - Giscard d'Estaing, 2 930; Mitterrand, 2 880.

HOUILLES

Ins. 17 865; suffr. expr., 14 691. Mitterrand 8 033 (54,67) Chirac 6 658 (45,32) 1er tour. - Suffr. expr., 14 581. Mitterrand, 4 643; Chirac, 2 783; Le Pen, 2 499; Barre, 2 167; Lajoie, 1 157; Waechter, 660; Juguin, 327; Laguille, 299; Bousel, 66. 1981. - Mitterrand, 8 267; Giscard d'Estaing, 7 017.

VILLEPARISIS

Ins. 10 332; suffr. expr., 7 863. Mitterrand 4 699 (59,76) Chirac 3 164 (40,23) 1er tour. - Suffr. expr., 7 907. Mitterrand, 2 614; Le Pen, 1 769; Chirac, 1 099; Barre, 904; Lajoie, 852; Waechter, 251; Juguin, 178; Laguille, 175; Bousel, 35. 1981. - Mitterrand, 4 970; Giscard d'Estaing, 2 852.

LES MUREAUX

Ins. 13 356; suffr. expr., 10 167. Mitterrand 6 403 (62,97) Chirac 3 764 (37,02) 1er tour. - Suffr. expr., 10 310. Mitterrand, 3 897; Le Pen, 2 366; Chirac, 1 314;

Le second tour de l'élection présidentielle... (Texte partiellement visible sur la page de gauche)

Le second tour de l'élection présidentielle... (Texte partiellement visible sur la page de gauche)

Le second tour de l'élection présidentielle... (Texte partiellement visible sur la page de gauche)

Le second tour de l'élection présidentielle... (Texte partiellement visible sur la page de gauche)

Le second tour de l'élection présidentielle... (Texte partiellement visible sur la page de gauche)

BULLETIN D'ABONNEMENT

Le second tour de

élection présidentielle

(Suite de la page 17.)

Le Pen, 1 724; Lajoinie, 588; Waechter, 477; Jaquin, 244; Lagallier, 200; Bousnel, 42.

MORSAING-SUR-ORGE Ins. 12 691; suffr. expr., 9 734

ORSAY Ins. 10 449; suffr. expr., 8 387

PALANSAU Ins. 19 480; suffr. expr., 15 365

RIS-ORANGES Ins. 16 252; suffr. expr., 12 603

SAINTE-GENEVIÈVE-DES-BOIS Ins. 18 114; suffr. expr., 14 577

SAINTE-MICHEL-SUR-ORGE Ins. 13 036; suffr. expr., 10 186

SAVIGNY-SUR-ORGE Ins. 20 754; suffr. expr., 16 909

HAUTS-DE-SEINE

Ins. 816 648; vot., 682 401

BOIS-COLOMBES Ins. 15 575; suffr. expr., 12 583

BOULOGNE-BILLANCOURT Ins. 60 264; suffr. expr., 48 504

BOURG-LA-REINE Ins. 12 513; suffr. expr., 10 165

NANTERRE Ins. 39 973; suffr. expr., 31 173

ANTONY Ins. 35 338; suffr. expr., 29 658

ASNIÈRES-SUR-SEINE Ins. 39 942; suffr. expr., 31 605

CHATENAY-MALABRY Ins. 17 271; suffr. expr., 13 593

BOULEVARD-SUR-SEINE Ins. 39 942; suffr. expr., 31 605

BAGNEUX Ins. 23 156; suffr. expr., 16 617

CHATELAIN Ins. 15 066; suffr. expr., 12 409

BAGNEUX Ins. 23 156; suffr. expr., 16 617

LES ULIS Ins. 11 630; suffr. expr., 9 476

VERRIÈRES-LE-BUISSON Ins. 10 277; suffr. expr., 8 612

VIGNÈUX-SUR-SEINE Ins. 14 971; suffr. expr., 11 257

VIRY-CHATILLON Ins. 18 114; suffr. expr., 13 928

VERRES Ins. 17 941; suffr. expr., 14 406

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

CHAVILLE Ins. 12 120; suffr. expr., 9 852

CLAMART Ins. 31 191; suffr. expr., 25 464

CLICHY Ins. 25 275; suffr. expr., 19 012

COLOMBES Ins. 44 870; suffr. expr., 35 569

COUREVOIE Ins. 34 761; suffr. expr., 28 910

FONTENAY-AUX-ROSES Ins. 15 025; suffr. expr., 12 456

GARCHES Ins. 10 794; suffr. expr., 9 184

LA GARENNE-COLOMBES Ins. 13 776; suffr. expr., 10 827

GENnevilliers Ins. 13 376; suffr. expr., 14 923

ISSY-LES-MOULINEAUX Ins. 17 271; suffr. expr., 13 593

LEVALLOIS-PERRET Ins. 26 794; suffr. expr., 22 423

MALAKOFF Ins. 20 200; suffr. expr., 15 137

MEUDON Ins. 31 187; suffr. expr., 24 625

MONTEUIL Ins. 50 830; suffr. expr., 36 562

NOISY-LE-GRAND Ins. 24 442; suffr. expr., 19 588

NOISY-LE-SEC Ins. 20 538; suffr. expr., 15 355

PANTIN Ins. 23 667; suffr. expr., 17 521

LES PAVILLONS-SOUS-BOIS Ins. 11 318; suffr. expr., 8 623

PIERREFITTE-SUR-SEINE Ins. 11 647; suffr. expr., 9 123

LE RAINCY Ins. 9 214; suffr. expr., 7 547

ROMAINVILLE Ins. 14 298; suffr. expr., 9 739

MONTEUIL Ins. 50 830; suffr. expr., 36 562

NEUILLY-SUR-SEINE Ins. 37 180; suffr. expr., 32 168

PUTEAUX Ins. 22 099; suffr. expr., 18 008

RUEIL-MALEMOISE Ins. 42 118; suffr. expr., 34 616

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SAINT-CLOUD Ins. 18 952; suffr. expr., 15 549

SCEAUX Ins. 13 242; suffr. expr., 11 315

SEVRES Ins. 13 518; suffr. expr., 11 499

SURESNES Ins. 21 065; suffr. expr., 17 094

VANVES Ins. 15 550; suffr. expr., 12 981

VILLENEUVE-LA-GARENNE Ins. 12 120; suffr. expr., 9 150

MONTEUIL Ins. 50 830; suffr. expr., 36 562

NOISY-LE-GRAND Ins. 24 442; suffr. expr., 19 588

NOISY-LE-SEC Ins. 20 538; suffr. expr., 15 355

PANTIN Ins. 23 667; suffr. expr., 17 521

LES PAVILLONS-SOUS-BOIS Ins. 11 318; suffr. expr., 8 623

PIERREFITTE-SUR-SEINE Ins. 11 647; suffr. expr., 9 123

LE RAINCY Ins. 9 214; suffr. expr., 7 547

ROMAINVILLE Ins. 14 298; suffr. expr., 9 739

SEVRES Ins. 13 518; suffr. expr., 11 499

SURESNES Ins. 21 065; suffr. expr., 17 094

VANVES Ins. 15 550; suffr. expr., 12 981

VILLENEUVE-LA-GARENNE Ins. 12 120; suffr. expr., 9 150

MONTEUIL Ins. 50 830; suffr. expr., 36 562

NOISY-LE-GRAND Ins. 24 442; suffr. expr., 19 588

NOISY-LE-SEC Ins. 20 538; suffr. expr., 15 355

PANTIN Ins. 23 667; suffr. expr., 17 521

LES PAVILLONS-SOUS-BOIS Ins. 11 318; suffr. expr., 8 623

PIERREFITTE-SUR-SEINE Ins. 11 647; suffr. expr., 9 123

LE RAINCY Ins. 9 214; suffr. expr., 7 547

ROMAINVILLE Ins. 14 298; suffr. expr., 9 739

SEVRES Ins. 13 518; suffr. expr., 11 499

SURESNES Ins. 21 065; suffr. expr., 17 094

1er tour - Suffr. expr., 17 793

1er tour - Suffr. expr., 11 261

1er tour - Suffr. expr., 11 261

1er tour - Suffr. expr., 17 094

1er tour - Suffr. expr., 12 981

1er tour - Suffr. expr., 9 150

1er tour - Suffr. expr., 36 562

1er tour - Suffr. expr., 19 588

1er tour - Suffr. expr., 15 355

1er tour - Suffr. expr., 17 521

1er tour - Suffr. expr., 8 623

1er tour - Suffr. expr., 9 123

1er tour - Suffr. expr., 7 547

1er tour - Suffr. expr., 9 739

1er tour - Suffr. expr., 11 499

1er tour - Suffr. expr., 17 094

1er tour - Suffr. expr., 12 981

1er tour - Suffr. expr., 9 150

1er tour - Suffr. expr., 36 562

1er tour - Suffr. expr., 19 588

1er tour - Suffr. expr., 15 355

1er tour - Suffr. expr., 17 521

1er tour - Suffr. expr., 8 623

1er tour - Suffr. expr., 9 123

1er tour - Suffr. expr., 7 547

1er tour - Suffr. expr., 9 739

سك: امن الاصل

l'élection présidentielle

Text on the left side of the page, partially obscured and mostly illegible. Visible words include 'Le second tour de', 'Le Monde', and various names and dates related to the election process.

TREMILAY-LES-GONNESSE

1er tour - Suffr. expr., 10 080. Mitterrand, 2 853; Lajoie, 2 389; Le Pen, 1 960; Chirac, 1 200; Barre, 809; Waechter, 333; Juguin, 250; Laguille, 203; Bousnel, 53. 1981 - Mitterrand, 7 916; Girard d'Estaing, 3 775.

SAINT-DENIS

1er tour - Suffr. expr., 16 507. Mitterrand, 8 729 (52,88); Chirac, 7 778 (47,11). 1981 - Mitterrand, 10 067; Girard d'Estaing, 7 246.

SAINT-OUEN

1er tour - Suffr. expr., 14 625. Mitterrand, 9 481 (64,82); Chirac, 5 144 (35,17). 1981 - Mitterrand, 11 737; Girard d'Estaing, 6 053.

SEVRAN

1er tour - Suffr. expr., 16 546. Mitterrand, 10 426 (63,01); Chirac, 6 120 (36,98). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

STAINS

1er tour - Suffr. expr., 12 852. Mitterrand, 8 941 (69,56); Chirac, 3 911 (30,43). 1981 - Mitterrand, 11 791; Girard d'Estaing, 6 349.

VAL-DE-MARNE

1er tour - Suffr. expr., 572 641. Abst. 127 024 (18,15 %). Suffr. expr., 500 227. Mitterrand, 304 980 (55,42); Chirac, 245 247 (44,57). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

ALFORTVILLE

1er tour - Suffr. expr., 16 615. Mitterrand, 10 987 (66,12); Chirac, 5 628 (33,87). 1981 - Mitterrand, 11 791; Girard d'Estaing, 6 349.

ARCUEIL

1er tour - Suffr. expr., 9 240. Mitterrand, 6 303 (68,21); Chirac, 2 937 (31,78). 1981 - Mitterrand, 7 008; Girard d'Estaing, 3 318.

BONNEUIL-SUR-MARNE

1er tour - Suffr. expr., 5 985. Mitterrand, 4 004 (66,90); Chirac, 1 981 (33,09). 1981 - Mitterrand, 11 791; Girard d'Estaing, 6 349.

CHAMPIGNY-SUR-MARNE

1er tour - Suffr. expr., 31 193. Mitterrand, 18 761 (60,14); Chirac, 12 432 (39,85). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

VINCENNES

1er tour - Suffr. expr., 23 117. Mitterrand, 13 107 (56,69); Chirac, 10 010 (43,30). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

VILLEJUIF

1er tour - Suffr. expr., 19 746. Mitterrand, 13 299 (67,35); Chirac, 6 447 (32,64). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

VILLENEUVE-LE-ROI

1er tour - Suffr. expr., 8 881. Mitterrand, 5 536 (62,33); Chirac, 3 345 (37,66). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

1er tour - Suffr. expr., 12 139. Mitterrand, 7 685 (63,30); Chirac, 4 454 (36,69). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

VILLIERS-SUR-MARNE

1er tour - Suffr. expr., 10 266. Mitterrand, 5 786 (56,36); Chirac, 4 480 (43,63). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

VAL-D'OISE

1er tour - Suffr. expr., 474 098. Abst. 98 034 (17,13 %). Suffr. expr., 455 198. Mitterrand, 252 800 (55,53); Chirac, 202 398 (44,46). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

GARGES-LES-GONNESSE

1er tour - Suffr. expr., 11 744. Mitterrand, 7 951 (67,70); Chirac, 3 793 (32,29). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

GENESSE

1er tour - Suffr. expr., 9 255. Mitterrand, 5 153 (55,67); Chirac, 4 102 (44,32). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

GOUSSAINVILLE

1er tour - Suffr. expr., 10 047. Mitterrand, 6 369 (63,39); Chirac, 3 678 (36,60). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

HERBLAY

1er tour - Suffr. expr., 10 482. Mitterrand, 5 710 (54,47); Chirac, 4 772 (45,52). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

SAINTE-GATHIEN

1er tour - Suffr. expr., 10 171. Mitterrand, 5 536 (54,52); Chirac, 4 635 (45,47). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

SAINTE-QUEN-L'AUMONE

1er tour - Suffr. expr., 9 942. Mitterrand, 5 536 (55,67); Chirac, 4 406 (44,32). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

SANNOIS

1er tour - Suffr. expr., 11 001. Mitterrand, 5 982 (54,37); Chirac, 5 019 (45,62). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

SARCELLES

1er tour - Suffr. expr., 21 210. Mitterrand, 13 907 (65,56); Chirac, 7 303 (34,43). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

SOISSY-SOUS-MONTMORENCY

1er tour - Suffr. expr., 8 052. Mitterrand, 4 232 (52,55); Chirac, 3 820 (47,44). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

Taverny

1er tour - Suffr. expr., 14 806. Mitterrand, 6 132 (52,25); Chirac, 8 674 (47,74). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

VILLIERS-LE-HEL

1er tour - Suffr. expr., 9 088. Mitterrand, 5 855 (64,52); Chirac, 3 233 (35,47). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

EAUBONNE

1er tour - Suffr. expr., 12 429. Mitterrand, 6 377 (51,30); Chirac, 6 052 (48,69). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

ERMONT

1er tour - Suffr. expr., 13 032. Mitterrand, 6 966 (53,45); Chirac, 6 066 (46,54). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).

FRANCONVILLE

1er tour - Suffr. expr., 15 352. Mitterrand, 8 510 (55,43); Chirac, 6 842 (44,56). 1981 - Mitterrand, 17 809 (57,70); Girard d'Estaing, 13 013 (42,21).



Advertisement for 'L'Essentiel' magazine, featuring the name 'L'Essentiel' and the publisher's name 'Aubier'.

Le second tour de

AIN

Ins. 285 023; vot., 240 356
Abst., 44 667 (15,67 %)
Suffr. expr., 231 910
Chirac 117 618 (50,71)
Mitterrand 114 292 (49,28)

AINSE

Ins. 365 255; vot., 315 612
Abst., 49 643 (13,59 %)
Suffr. expr., 304 563
Mitterrand 187 700 (61,62)
Chirac 116 863 (38,37)

ALAIN

Ins. 285 023; vot., 240 356
Abst., 44 667 (15,67 %)
Suffr. expr., 231 910

ALPES

1981. - Mitterrand, 4 050; Giscard d'Estaing, 3 106.
CHAUNY
Ins., 8 464; suffr. expr., 6 530
Mitterrand 4 023 (61,60)
Chirac 2 507 (38,39)

ALPES-MARITIMES

Ins., 648 569; vot., 545 199
Abst., 103 370 (15,93 %)
Suffr. expr., 518 989
Chirac 306 319 (59,02)
Mitterrand 212 670 (40,97)

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Ins., 97 378; vot., 83 747
Abst., 13 631 (15,29 %)
Suffr. expr., 80 271
Mitterrand 37 611 (46,91)
Chirac 42 666 (53,08)

ANNONAY

Ins., 123 275; suffr. expr., 9 695
Mitterrand 5 454 (56,25)
Chirac 4 241 (43,74)

ARDENNES

Ins., 193 794; vot., 164 535
Abst., 29 259 (15,09 %)
Suffr. expr., 158 976
Mitterrand 94 641 (59,53)
Chirac 64 335 (40,46)

صكزامن الأصل

ARDÈCHE

Ins., 203 509; vot., 175 709
Abst., 27 800 (13,66 %)
Suffr. expr., 169 689
Mitterrand 88 753 (52,30)
Chirac 80 936 (47,69)

ARDEENNES

Ins., 193 794; vot., 164 535
Abst., 29 259 (15,09 %)
Suffr. expr., 158 976

صكزامن الأصل

AUBES

Ins., 193 794; vot., 164 535
Abst., 29 259 (15,09 %)
Suffr. expr., 158 976

صكزامن الأصل

AUBUSON

Ins., 122 275; suffr. expr., 9 695
Mitterrand 5 454 (56,25)
Chirac 4 241 (43,74)

صكزامن الأصل

حزب احزاب الامم المتحدة

Le second tour

l'élection présidentielle

1er tour. - Suffr. expr., 9 877. Mitterrand, 2 609; Barre, 1 515; Chirac, 1 265; Le Pen, 1 072; Waechter, 518; Lajoine, 398; Joquin, 311; Lagullier, 149; Bousnel, 40.

SAINT-MARTIN-D'HERES
Ins., 15 751; suffr. expr., 12 442. Mitterrand 8 618 (69,26) Chirac 3 824 (30,73)

SEYSSINET-PARISSET
Ins., 7 321; suffr. expr., 5 980. Mitterrand 3 679 (61,52) Chirac 2 301 (38,47)

VIENNE
Ins., 17 490; suffr. expr., 13 859. Mitterrand 7 250 (52,31) Chirac 6 609 (47,68)

LOIRE-ET-LOIRE
1er tour. - Suffr. expr., 9 966. Mitterrand, 2 285; Barre, 882; Le Pen, 866; Chirac, 628; Lajoine, 362; Waechter, 136; Joquin, 202; Lagullier, 131; Bousnel, 16.

JURA
Ins., 173 376; vot., 150 292. Abs., 23 084 (13,31 %). Suffr. expr., 144 058.

LONS-LE-SAUNIER
Ins., 12 456; suffr. expr., 9 915. Mitterrand 5 159 (52,03) Chirac 4 756 (47,96)

CHAMPAGNE
Ins., 5 816; suffr. expr., 4 931. Mitterrand 2 884 (58,48) Chirac 2 047 (41,51)

DOLE
Ins., 15 728; suffr. expr., 12 631. Mitterrand 7 421 (58,75) Chirac 5 210 (41,24)

SAINT-CLAUDE
Ins., 6 762; suffr. expr., 5 431. Mitterrand 3 047 (56,10) Chirac 2 384 (43,89)

SAINT-ETIENNE
Ins., 119 610; suffr. expr., 89 415. Mitterrand 46 566 (52,07) Chirac 42 849 (47,92)

SAINT-MAURIN
Ins., 14 691; suffr. expr., 10 927. Mitterrand 6 602 (60,41) Chirac 4 325 (39,58)

LANDES
Ins., 233 649; vot., 205 665. Abs., 27 984 (11,97 %). Suffr. expr., 199 497.

MONT-DE-MARSAN
Ins., 18 560; suffr. expr., 15 136. Mitterrand 7 742 (51,14) Chirac 7 394 (48,85)

BISCAROSSE
Ins., 6 583; suffr. expr., 5 151. Mitterrand 2 796 (54,28) Chirac 2 355 (45,71)

DAX
Ins., 13 248; suffr. expr., 10 510. Mitterrand 5 370 (51,09) Chirac 5 140 (48,90)

MIMIZAN
Ins., 5 129; suffr. expr., 4 429. Mitterrand 2 771 (62,56) Chirac 1 658 (37,43)

SAINT-PAUL-LES-DAX
Ins., 7 087; suffr. expr., 5 979. Mitterrand 3 652 (61,08) Chirac 2 327 (38,91)

MONTBRISON
Ins., 8 673; suffr. expr., 7 106. Chirac 3 635 (51,15) Mitterrand 3 471 (48,84)

LA RICAMARIE
Ins., 6 196; suffr. expr., 4 460. Mitterrand 2 871 (64,37) Chirac 1 589 (35,62)

ROANNE
Ins., 27 122; suffr. expr., 21 182. Mitterrand 12 097 (57,10) Chirac 9 085 (42,89)

ROCHE-LA-MOLIERE
Ins., 5 925; suffr. expr., 4 661. Mitterrand 2 545 (54,60) Chirac 2 116 (45,39)

LOIR-ET-CHER
Ins., 216 735; vot., 188 663. Abs., 28 072 (12,97 %). Suffr. expr., 181 357.

UNIEUX
Ins., 5 758; suffr. expr., 4 533. Mitterrand 2 799 (61,74) Chirac 1 734 (38,25)

ROMORANTIN-LANTHENAY
Ins., 11 371; suffr. expr., 9 605. Mitterrand 5 423 (56,46) Chirac 4 182 (43,53)

SALBRIS
Ins., 4 675; suffr. expr., 3 771. Mitterrand 1 939 (51,41) Chirac 1 832 (48,58)

VENDOME
Ins., 11 264; suffr. expr., 9 123. Mitterrand 5 263 (57,68) Chirac 3 860 (42,31)

LA BAULE-ESCOUBLAC
Ins., 11 929; suffr. expr., 9 850. Mitterrand 5 833 (59,21) Chirac 4 017 (40,78)

BOUGUENAI
Ins., 9 398; suffr. expr., 7 635. Mitterrand 5 351 (70,08) Chirac 2 284 (29,91)

CHATEAUBRIANT
Ins., 9 461; suffr. expr., 7 787. Mitterrand 4 491 (57,67) Chirac 3 296 (42,32)

COUERON
Ins., 10 678; suffr. expr., 8 672. Mitterrand 6 240 (71,95) Chirac 2 432 (28,04)

ORVAULT
Ins., 16 055; suffr. expr., 13 191. Mitterrand 7 311 (55,42) Chirac 5 880 (44,57)

SAINT-CHAMOND
Ins., 23 358; suffr. expr., 18 842. Mitterrand 9 913 (52,61) Chirac 8 929 (47,38)

SAINT-JUST-SAINTE-RAMBERT
Ins., 7 259; suffr. expr., 5 725. Chirac 3 064 (53,51) Mitterrand 2 661 (46,48)

LE PUY
Ins., 12 215; suffr. expr., 10 007. Chirac 5 037 (50,33) Mitterrand 4 970 (49,66)

BRIOUDE
Ins., 4 982; suffr. expr., 4 203. Mitterrand 2 230 (53,05) Chirac 1 973 (46,94)

YSSINGEAUX
Ins., 4 495; suffr. expr., 3 729. Chirac 2 067 (55,43) Mitterrand 1 662 (44,56)

FLEURY-LES-AUBRAIS
Ins., 12 445; suffr. expr., 9 904. Mitterrand 6 343 (64,04) Chirac 3 561 (35,95)

PORNIC
Ins., 7 097; suffr. expr., 5 877. Chirac 3 277 (55,75) Mitterrand 2 600 (44,24)

REZE
Ins., 23 984; suffr. expr., 18 756. Mitterrand 12 388 (66,04) Chirac 6 368 (33,95)

SAINTE-BREVE-LES-PINS
Ins., 5 584; suffr. expr., 4 442. Mitterrand 2 316 (52,13) Chirac 2 126 (47,86)

SAINTE-HERBLAIN
Ins., 28 505; suffr. expr., 22 669. Mitterrand 14 257 (62,89) Chirac 8 412 (37,10)

SAINTE-NAZAIRE
Ins., 44 710; suffr. expr., 34 471. Mitterrand 22 671 (65,76) Chirac 11 800 (34,23)

SAINTE-SEBESTIEN-SUR-LOIRE
Ins., 14 384; suffr. expr., 12 141. Mitterrand 7 378 (60,76) Chirac 4 763 (39,23)

VERTOU
Ins., 11 708; suffr. expr., 9 901. Mitterrand 5 522 (55,77) Chirac 4 379 (44,22)

HAUTE-LOIRE
Ins., 156 671; vot., 135 309. Abs., 21 362 (14,23 %). Suffr. expr., 130 310.

LE PUY
Ins., 12 215; suffr. expr., 10 007. Chirac 5 037 (50,33) Mitterrand 4 970 (49,66)

BRIOUDE
Ins., 4 982; suffr. expr., 4 203. Mitterrand 2 230 (53,05) Chirac 1 973 (46,94)

YSSINGEAUX
Ins., 4 495; suffr. expr., 3 729. Chirac 2 067 (55,43) Mitterrand 1 662 (44,56)

FLEURY-LES-AUBRAIS
Ins., 12 445; suffr. expr., 9 904. Mitterrand 6 343 (64,04) Chirac 3 561 (35,95)

PORNIC
Ins., 7 097; suffr. expr., 5 877. Chirac 3 277 (55,75) Mitterrand 2 600 (44,24)

REZE
Ins., 23 984; suffr. expr., 18 756. Mitterrand 12 388 (66,04) Chirac 6 368 (33,95)

SAINTE-BREVE-LES-PINS
Ins., 5 584; suffr. expr., 4 442. Mitterrand 2 316 (52,13) Chirac 2 126 (47,86)

SAINTE-HERBLAIN
Ins., 28 505; suffr. expr., 22 669. Mitterrand 14 257 (62,89) Chirac 8 412 (37,10)

SAINTE-NAZAIRE
Ins., 44 710; suffr. expr., 34 471. Mitterrand 22 671 (65,76) Chirac 11 800 (34,23)

SAINTE-SEBESTIEN-SUR-LOIRE
Ins., 14 384; suffr. expr., 12 141. Mitterrand 7 378 (60,76) Chirac 4 763 (39,23)

VERTOU
Ins., 11 708; suffr. expr., 9 901. Mitterrand 5 522 (55,77) Chirac 4 379 (44,22)

1er tour. - Suffr. expr., 9 840. Mitterrand, 3 773; Barre, 2 079; Chirac, 1 862; Le Pen, 827; Waechter, 429; Lajoine, 371; Lagullier, 244; Joquin, 203; Bousnel, 52.

10 mai 1981. M. Mitterrand recueille 49,9 % des voix. Le 8 mai 1988, il frôla les 55 % dans ce département conservateur. Le président rassemble sur son nom 54 000 voix de plus que le total des voix de la seule gauche au premier tour.

1981. - Abs., 12,37 %; Mitterrand, 57 335 (43,96). LE PUY Ins., 12 215; suffr. expr., 10 007. Chirac 5 037 (50,33) Mitterrand 4 970 (49,66)

BRIOUDE
Ins., 4 982; suffr. expr., 4 203. Mitterrand 2 230 (53,05) Chirac 1 973 (46,94)

YSSINGEAUX
Ins., 4 495; suffr. expr., 3 729. Chirac 2 067 (55,43) Mitterrand 1 662 (44,56)

FLEURY-LES-AUBRAIS
Ins., 12 445; suffr. expr., 9 904. Mitterrand 6 343 (64,04) Chirac 3 561 (35,95)

PORNIC
Ins., 7 097; suffr. expr., 5 877. Chirac 3 277 (55,75) Mitterrand 2 600 (44,24)

REZE
Ins., 23 984; suffr. expr., 18 756. Mitterrand 12 388 (66,04) Chirac 6 368 (33,95)

SAINTE-BREVE-LES-PINS
Ins., 5 584; suffr. expr., 4 442. Mitterrand 2 316 (52,13) Chirac 2 126 (47,86)

SAINTE-HERBLAIN
Ins., 28 505; suffr. expr., 22 669. Mitterrand 14 257 (62,89) Chirac 8 412 (37,10)

SAINTE-NAZAIRE
Ins., 44 710; suffr. expr., 34 471. Mitterrand 22 671 (65,76) Chirac 11 800 (34,23)

SAINTE-SEBESTIEN-SUR-LOIRE
Ins., 14 384; suffr. expr., 12 141. Mitterrand 7 378 (60,76) Chirac 4 763 (39,23)

VERTOU
Ins., 11 708; suffr. expr., 9 901. Mitterrand 5 522 (55,77) Chirac 4 379 (44,22)

1981. - Abs., 11,99 %; Mitterrand, 138 650 (47,81). ORLEANS Ins., 56 441; suffr. expr., 45 227. Chirac 22 747 (50,29) Mitterrand 22 480 (49,70)

ISERE
1er tour. - Suffr. expr., 9 707. Mitterrand, 3 118 (32,12); Chirac, 1 974 (20,23); Barre, 1 813 (18,67); Le Pen, 1 343 (13,83); Lajoine, 564 (5,81); Waechter, 477 (4,91); Joquin, 246 (2,52); Lagullier, 144 (1,48); Bousnel, 28 (0,29).

Le score de M. Mitterrand dans les villes a de quoi inquiéter les élus départementaux de la majorité. M. Charrognat, député (RPR), de celui de Dole, M. Barbier, député (UDF), de celui de Saint-Claude, M. Vallières (RPR). M. Mitterrand est en tête dans les trois circonscriptions électorales du département. Dans le caennais montagnard de Méheun, où M. Le Pen avait devancé l'UDF et le RPR au premier tour, M. Mitterrand l'emporte au second.

Le second tour de

l'élection présidentielle

Haute-Marne

1er tour - Suffr. expr. 5 749. Mitterrand, 1 990; Chirac, 1 202; Barre, 1 143; Le Pen, 829; Waechter, 239; Lajoinie, 152; Lagniller, 109; Juquin, 104; Boussel, 21.

1981 - Girard d'Estaing, 3 279; Mitterrand, 3 167.

Mitterrand 3 683 (53,19) Chirac 3 417 (46,80)

Mayenne

1er tour - Suffr. expr. 7 300. Mitterrand, 2 417; Barre, 1 658; Le Pen, 1 335; Chirac, 1 086; Waechter, 202; Lajoinie, 256; Lagniller, 179; Juquin, 101; Boussel, 35.

Vandœuvre-Les-Nancy

1er tour - Suffr. expr. 13 125. Mitterrand, 4 856; Barre, 2 900; Chirac, 1 795; Le Pen, 2 051; Waechter, 202; Lajoinie, 435; Lagniller, 316; Juquin, 302; Boussel, 55.

Villers-Les-Nancy

1er tour - Suffr. expr. 8 835. Mitterrand, 1 776; Lajoinie, 1 598; Chirac, 517; Barre, 410; Le Pen, 378; Juquin, 316; Waechter, 190; Lagniller, 125; Boussel, 20.

Villerupt

1er tour - Suffr. expr. 5 329. Mitterrand, 1 713; Barre, 1 067; Chirac, 981; Le Pen, 869; Waechter, 262; Lajoinie, 207; Lagniller, 112; Juquin, 103; Boussel, 21.

Lanester

1er tour - Suffr. expr. 12 182. Mitterrand, 2 786 (51,64); Chirac, 2 609 (48,35)

Morbihan

1er tour - Suffr. expr. 31 338. Mitterrand, 6 899 (22,25); Barre, 4 681 (14,93); Chirac, 4 566 (14,58); Le Pen, 2 953 (9,40); Waechter, 998 (3,16); Lajoinie, 504 (1,58); Juquin, 374 (1,17); Lagniller, 318 (1,00); Boussel, 89 (0,28).

Vannes

1er tour - Suffr. expr. 21 625. Mitterrand, 5 440 (65,59); Chirac, 2 853 (34,40); Le Pen, 3 201 (37,52); Barre, 1 842 (21,53); Waechter, 336; Juquin, 248; Lagniller, 153; Boussel, 22.

Auray

1er tour - Suffr. expr. 5 395. Mitterrand, 2 786 (51,64); Chirac, 2 609 (48,35)

Hennebont

1er tour - Suffr. expr. 8 293. Mitterrand, 5 440 (65,59); Chirac, 2 853 (34,40); Le Pen, 3 201 (37,52); Barre, 1 842 (21,53); Waechter, 336; Juquin, 248; Lagniller, 153; Boussel, 22.

Lanester

1er tour - Suffr. expr. 12 182. Mitterrand, 2 786 (51,64); Chirac, 2 609 (48,35)

Toul

1er tour - Suffr. expr. 7 300. Mitterrand, 2 417; Barre, 1 658; Le Pen, 1 335; Chirac, 1 086; Waechter, 202; Lajoinie, 256; Lagniller, 179; Juquin, 101; Boussel, 35.

Vandœuvre-Les-Nancy

1er tour - Suffr. expr. 13 125. Mitterrand, 4 856; Barre, 2 900; Chirac, 1 795; Le Pen, 2 051; Waechter, 202; Lajoinie, 435; Lagniller, 316; Juquin, 302; Boussel, 55.

Villers-Les-Nancy

1er tour - Suffr. expr. 8 835. Mitterrand, 1 776; Lajoinie, 1 598; Chirac, 517; Barre, 410; Le Pen, 378; Juquin, 316; Waechter, 190; Lagniller, 125; Boussel, 20.

Villerupt

1er tour - Suffr. expr. 5 329. Mitterrand, 1 713; Barre, 1 067; Chirac, 981; Le Pen, 869; Waechter, 262; Lajoinie, 207; Lagniller, 112; Juquin, 103; Boussel, 21.

Lanester

1er tour - Suffr. expr. 12 182. Mitterrand, 2 786 (51,64); Chirac, 2 609 (48,35)

Morbihan

1er tour - Suffr. expr. 31 338. Mitterrand, 6 899 (22,25); Barre, 4 681 (14,93); Chirac, 4 566 (14,58); Le Pen, 2 953 (9,40); Waechter, 998 (3,16); Lajoinie, 504 (1,58); Juquin, 374 (1,17); Lagniller, 318 (1,00); Boussel, 89 (0,28).

Vannes

1er tour - Suffr. expr. 21 625. Mitterrand, 5 440 (65,59); Chirac, 2 853 (34,40); Le Pen, 3 201 (37,52); Barre, 1 842 (21,53); Waechter, 336; Juquin, 248; Lagniller, 153; Boussel, 22.

Auray

1er tour - Suffr. expr. 5 395. Mitterrand, 2 786 (51,64); Chirac, 2 609 (48,35)

Hennebont

1er tour - Suffr. expr. 8 293. Mitterrand, 5 440 (65,59); Chirac, 2 853 (34,40); Le Pen, 3 201 (37,52); Barre, 1 842 (21,53); Waechter, 336; Juquin, 248; Lagniller, 153; Boussel, 22.

Lanester

1er tour - Suffr. expr. 12 182. Mitterrand, 2 786 (51,64); Chirac, 2 609 (48,35)

Loiret

1er tour - Suffr. expr. 33 150. Mitterrand, 11 328; Barre, 5 931; Chirac, 5 440; Le Pen, 4 904; Lajoinie, 2 203; Waechter, 1 205; Juquin, 602; Lagniller, 684; Boussel, 118.

Pontivy

1er tour - Suffr. expr. 7 568. Mitterrand, 4 371 (57,75); Chirac, 3 197 (42,24)

Pontivy

1er tour - Suffr. expr. 7 568. Mitterrand, 4 371 (57,75); Chirac, 3 197 (42,24)

Moselle

1er tour - Suffr. expr. 5 782. Mitterrand, 3 251 (57,57); Chirac, 2 531 (43,79)

Hombourg-Haut

1er tour - Suffr. expr. 4 691. Mitterrand, 2 928 (62,41); Chirac, 1 763 (37,58)

Maizières-Les-Metz

1er tour - Suffr. expr. 4 818. Mitterrand, 3 251 (57,57); Chirac, 1 577 (32,52)

Montigny-Les-Metz

1er tour - Suffr. expr. 12 579. Mitterrand, 6 687 (53,16); Chirac, 5 892 (46,83)

Moyeuvre-Grande

1er tour - Suffr. expr. 4 795. Mitterrand, 3 702 (77,20); Chirac, 1 093 (22,79)

Saint-Avold

1er tour - Suffr. expr. 8 802. Mitterrand, 4 863 (55,24); Chirac, 3 939 (44,75)

Sarrebourg

1er tour - Suffr. expr. 6 704. Chirac, 3 859 (57,56); Mitterrand, 2 845 (42,43)

Sarreguemines

1er tour - Suffr. expr. 12 223. Mitterrand, 6 414 (52,47); Chirac, 5 809 (47,52)

Stiring-Wendel

1er tour - Suffr. expr. 6 226. Mitterrand, 4 015 (64,48); Chirac, 2 211 (35,51)

Thionville

1er tour - Suffr. expr. 21 000. Mitterrand, 11 206 (53,36); Chirac, 9 794 (46,63)

Uckange

1er tour - Suffr. expr. 3 617. Mitterrand, 2 453 (67,81); Chirac, 1 164 (32,18)

Hagondange

1er tour - Suffr. expr. 4 468. Mitterrand, 2 876 (64,36); Chirac, 1 592 (35,63)

Hayange

1er tour - Suffr. expr. 8 234. Mitterrand, 5 578 (67,74); Chirac, 2 656 (32,25)

Wooppy

1er tour - Suffr. expr. 5 249. Mitterrand, 3 467 (66,05); Chirac, 1 782 (33,94)

Yutz

1er tour - Suffr. expr. 8 079. Mitterrand, 4 742 (58,69); Chirac, 3 337 (41,30)

Sarreguemines

1er tour - Suffr. expr. 12 223. Mitterrand, 6 414 (52,47); Chirac, 5 809 (47,52)

Stiring-Wendel

1er tour - Suffr. expr. 6 226. Mitterrand, 4 015 (64,48); Chirac, 2 211 (35,51)

Thionville

1er tour - Suffr. expr. 21 000. Mitterrand, 11 206 (53,36); Chirac, 9 794 (46,63)

Uckange

1er tour - Suffr. expr. 3 617. Mitterrand, 2 453 (67,81); Chirac, 1 164 (32,18)

Hagondange

1er tour - Suffr. expr. 4 468. Mitterrand, 2 876 (64,36); Chirac, 1 592 (35,63)

Hayange

1er tour - Suffr. expr. 8 234. Mitterrand, 5 578 (67,74); Chirac, 2 656 (32,25)

Nevers

1er tour - Suffr. expr. 22 242. Mitterrand, 13 945 (62,69); Chirac, 8 297 (37,30)

Cosne-Cours-sur-Loire

1er tour - Suffr. expr. 7 059. Mitterrand, 4 294 (71,56); Chirac, 2 765 (39,54)

Varenes-Vauzelles

1er tour - Suffr. expr. 6 000. Mitterrand, 4 294 (71,56); Chirac, 1 706 (28,43)

Nievre

1er tour - Suffr. expr. 151 978. Mitterrand, 93 970 (61,86); Chirac, 52 945 (36,03)

M. Jean-Louis Demont, en position favorable pour les prochaines municipales. Dans le sud du département, M. Gérard Longuet (UDF-PR), ministre délégué aux P et T, aura bien du mal à l'imposer en cas de législatives anticipées.

En obtenant 52,99 %, M. Mitterrand améliore son score de 1981 de près de 7 points. Aux législatives de 1986, l'ensemble des listes de gauche atteignait 40 %. M. Mitterrand arrive aujourd'hui en tête dans cinq circonscriptions sur six. Une seule fait exception, la première, celle de Vannes, tenu par le député UDF M. Raymond Mercet, ancien ministre, président du conseil général. M. Chirac l'emporte dans seulement quinze cantons sur quarante-deux alors que trente-cinq conseillers généraux de droite avaient soutenu sa candidature.

Le scrutin a été marqué par une certaine déception dans le bassin houiller, où le Front national avait obtenu ses meilleurs résultats, flétrissant la barre des 25 % des suffrages exprimés. Le candidat socialiste enregistre les progrès les plus sensibles par rapport aux scores des formations de la gauche au premier tour : les listes associées ont obtenu 15 points. Seul le Sud mosellan, et notamment le bassin de Sarrebourg, reste acquis au RPR.

Le second tour de l'élection présidentielle

Partenaires IEA : les rendez-vous de 1989. Institut Européen des Affaires. En 1989, l'IEA, l'école du Tour du Monde, fêtera son dixième anniversaire. Ce sera le moment de fixer les orientations et les objectifs d'un nouveau plan de développement.

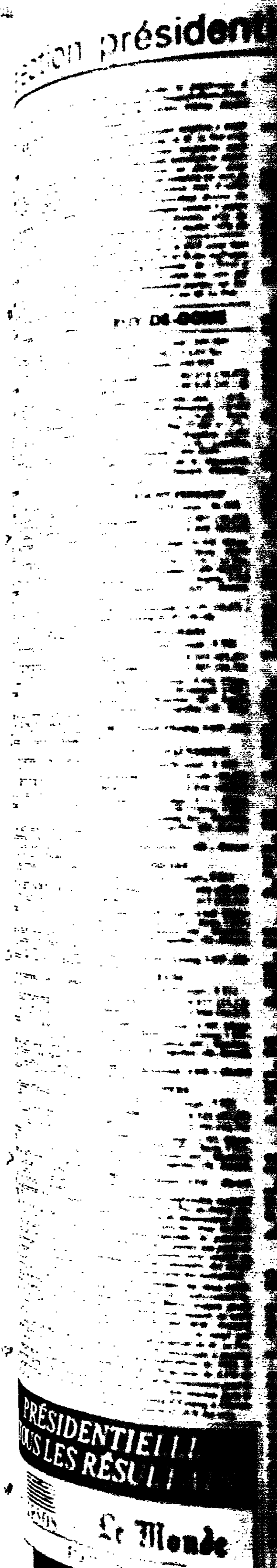
Le second tour de

NORD

Ins. 1 634 400; vot., 1 387 107
Abst., 247 293 (15,13%)
Suffr. expr., 1 330 444
Mitterrand 805 218 (60,52)
Chirac 525 226 (39,47)
1er tour. - Ins., 1 634 400; abst., 16,78 %; suffr. expr., 1 329 195. Mitterrand, 488 371 (36,74); Chirac, 807 212 (61,38). Le Pen, 201 473 (15,13); Chirac, 199 741 (15,02); Lajoie, 137 487 (10,34); Waechter, 38 846 (2,92); Laguille, 30 575 (2,30); Jiquin, 20 434 (1,53); Bousnel, 5 056 (0,38).
1981. - Abst., 11,78 %; Mitterrand, 760 849 (55,25); Chirac d'Estaing, 613 750 (44,64).

1039; Barre, 802; Chirac, 681; Laguille, 178; Waechter, 161; Jiquin, 111; Bousnel, 39.
1981. - Mitterrand, 5 631; Chirac d'Estaing, 2 829.
ROUBAIX
Ins., 44 262; suffr. expr., 34 358
Mitterrand 19 869 (57,82)
Chirac 14 489 (42,17)
1er tour. - Suffr. expr., 34 703. Mitterrand, 12 804; Le Pen, 8 420; Barre, 5 303; Chirac, 4 643; Lajoie, 1 655; Waechter, 798; Laguille, 665; Jiquin, 509; Bousnel, 106.
1981. - Mitterrand, 22 462; Chirac d'Estaing, 19 827.
SAINT-AMAND-LES-EAUX
Ins., 11 597; suffr. expr., 9 188
Mitterrand 5 772 (62,82)
Chirac 3 416 (37,17)
1er tour. - Suffr. expr., 9 148. Mitterrand, 1 947; Barre, 1 488; Lajoie, 1 302; Le Pen, 1 289; Chirac, 1 173; Waechter, 265; Laguille, 194; Jiquin, 94; Bousnel, 37.
1981. - Mitterrand, 5 370; Chirac d'Estaing, 4 372.
SAINT-ANDRÉ
Ins., 7 023; suffr. expr., 5 812
Mitterrand 3 078 (52,95)
Chirac 2 734 (47,04)
1er tour. - Suffr. expr., 5 761. Mitterrand, 1 947; Barre, 1 441; Chirac, 844; Le Pen, 826; Lajoie, 302; Waechter, 206; Laguille, 102; Jiquin, 64; Bousnel, 23.
1981. - Chirac d'Estaing, 3 248; Mitterrand, 3 084.
SAINT-POL-SUR-MER
Ins., 15 321; suffr. expr., 12 301
Mitterrand 7 576 (61,52)
Chirac 4 725 (38,47)
1er tour. - Suffr. expr., 12 371. Mitterrand, 4 691; Barre, 3 399; Chirac, 3 680; Le Pen, 2 178; Lajoie, 678; Waechter, 530; Laguille, 321; Jiquin, 258; Bousnel, 106.
1981. - Chirac d'Estaing, 11 466; Mitterrand, 10 961.
TOUROING
Ins., 53 107; suffr. expr., 42 486
Mitterrand 23 634 (55,62)
Chirac 18 852 (44,37)
1er tour. - Suffr. expr., 42 989. Mitterrand, 14 883; Le Pen, 10 254; Barre, 7 723; Chirac, 5 550; Lajoie, 2 028; Waechter, 1 056; Laguille, 912; Jiquin, 435; Bousnel, 158.
1981. - Chirac d'Estaing, 24 406; Mitterrand, 23 636.
VALENCIENNES
Ins., 25 626; suffr. expr., 19 732
Mitterrand 10 324 (52,32)
Chirac 9 408 (47,67)
1er tour. - Suffr. expr., 19 710. Mitterrand, 4 089; Chirac, 3 399; Barre, 3 680; Le Pen, 2 178; Lajoie, 1 658; Waechter, 530; Laguille, 321; Jiquin, 258; Bousnel, 106.
1981. - Chirac d'Estaing, 11 466; Mitterrand, 10 961.
VILLENEUVE-D'ASCQ
Ins., 36 463; suffr. expr., 28 974
Mitterrand 15 777 (60,66)
Chirac 11 397 (39,33)
1er tour. - Suffr. expr., 28 779. Mitterrand, 3 507; Barre, 1 907; Chirac, 1 785; Le Pen, 1 631; Lajoie, 544; Waechter, 348; Laguille, 212; Jiquin, 154; Bousnel, 28.
1981. - Mitterrand, 4 861; Chirac d'Estaing, 11 441.
WASQUEHAL
Ins., 12 592; suffr. expr., 10 129
Mitterrand 5 513 (54,42)
Chirac 4 616 (45,57)
1er tour. - Suffr. expr., 10 116. Mitterrand, 1 238; Barre, 1 907; Chirac, 1 785; Le Pen, 1 631; Lajoie, 544; Waechter, 348; Laguille, 212; Jiquin, 154; Bousnel, 28.
1981. - Mitterrand, 4 861; Chirac d'Estaing, 11 441.
WATTIGNIES
Ins., 8 741; suffr. expr., 6 889
Mitterrand 3 951 (57,35)
Chirac 2 938 (42,64)
1er tour. - Suffr. expr., 6 855. Mitterrand, 1 238; Barre, 1 212; Le Pen, 1 110; Chirac, 1 099; Lajoie, 315; Waechter, 268; Laguille, 161; Jiquin, 120; Bousnel, 25.
1981. - Mitterrand, 3 940; Chirac d'Estaing, 3 251.
WATTELOIS
Ins., 29 080; suffr. expr., 22 535
Mitterrand 15 231 (67,58)
Chirac 7 304 (32,41)
1er tour. - Suffr. expr., 22 867. Mitterrand, 10 031; Le Pen, 5 261; Barre, 3 980; Chirac, 1 807; Lajoie, 1 237; Waechter, 672; Laguille, 490; Jiquin, 238; Bousnel, 85.
1981. - Mitterrand, 14 944; Chirac d'Estaing, 9 531.
Ins. 20 207; suffr. expr., 16 172
Chirac 8 923 (55,17)
Mitterrand 7 249 (44,82)
1er tour. - Suffr. expr., 16 119. Mitterrand, 4 691; Barre, 2 246; Chirac, 3 250; Le Pen, 2 178; Lajoie, 678; Waechter, 530; Laguille, 272; Jiquin, 230; Bousnel, 38.
1981. - Chirac d'Estaing, 9 543; Mitterrand, 6 911.
LILLE
Ins., 92 648; suffr. expr., 68 719
Mitterrand 39 418 (57,36)
Chirac 29 301 (42,63)
1er tour. - Suffr. expr., 67 674. Mitterrand, 24 532 (36,25); Barre, 11 422 (16,87); Chirac, 11 056 (16,33); Le Pen, 10 997 (16,20); Lajoie, 2 901 (4,28); Waechter, 2 299 (3,39); Jiquin, 1 832 (2,71); Laguille, 1 351 (1,99); Bousnel, 231 (0,34).
1981. - Mitterrand, 42 347 (52,32); Chirac d'Estaing, 38 586 (47,67).

place à M. Olivier Marité, député RPR. C'est également le cas à Roubaix, ville de M. Diligent, sénateur CDS (57,82% pour M. Mitterrand), Toucoing, ville de M. Dornieux, député RPR (55,62%). Dunkerque, ville de M. Prouvoeur, sénateur CNI (55,05%). Saint-Amand-les-Eaux, ville de M. Donnez (PSD), parlementaire européen (62,82%), Hazebrouck, ville de M. Serphart, ancien député proche du RPR.
Le premier ministre a souffert d'une évasion de voix barristes ou lépistines du premier tour qui, cette fois, ont préféré M. Mitterrand. Le cas d'Hazebrouck en témoigne: M. Barre arrivait en tête de la droite le 24 avril avec plus de 16% des voix, tout comme des villes de l'agglomération lilloise démembrées par le CDS, Haubourdin (65,93% pour M. Mitterrand le 8 mai), Roubaix (52,95%) ou Saint-André (47,04%).
Le président réélu a bénéficié aussi d'un très bon report des voix communistes qui lui permet de franchir la barre des 70% de voix. C'est le cas dans des fiefs communistes: Avesnes, Aubignoy-Avesnes (28,35% pour M. Lajoie au premier tour), Bruay-sur-Escarot (23% pour M. Lajoie), Denain, Donchy-les-Mines, Escaulain (27,68% pour M. Lajoie le 24 avril, 79,29% pour M. Mitterrand le 8 mai), Rombies (29% pour M. Lajoie), Somain (29,83% pour M. Lajoie), Waziers (28% pour M. Lajoie).
M. Pierre Mauroy pouvait se féliciter de ces résultats dimanche soir, y compris dans sa ville, où M. Mitterrand améliore son score par rapport à 1981, avec 57,36% des voix. Bon résultat, sans doute, bien qu'inférieur au moyen du département mais qui permet le signe d'une ouverture possible, probable et souhaitable.
ORNE
Ins., 209 372; vot., 181 796
Abst., 27 576 (13,17%)
Suffr. expr., 175 972
Mitterrand 89 282 (50,73)
Chirac 86 690 (49,26)
1er tour. - Ins., 210 113; abst., 16,26 %; suffr. expr., 172 246. Mitterrand, 58 774 (34,12); Chirac, 40 298 (23,39); Barre, 33 219 (19,22); Le Pen, 20 313 (11,79); Waechter, 6 907 (4,00); Lajoie, 5 136 (2,98); Laguille, 4 029 (2,33); Jiquin, 2 862 (1,66); Bousnel, 645 (0,37).
1981. - Le Pen, 12,31 %; Chirac d'Estaing, 96 071 (54,97); Mitterrand, 78 681 (45,02).
ALENÇON
Ins., 18 618; suffr. expr., 14 657
Mitterrand 8 343 (56,92)
Chirac 6 314 (43,07)
1er tour. - Suffr. expr., 14 291. Mitterrand, 5 478 (38,33); Barre, 3 021 (21,13); Chirac, 2 613 (18,28); Le Pen, 1 381 (9,66); Waechter, 568 (3,97); Lajoie, 252 (1,76); Jiquin, 336 (2,35); Laguille, 287 (2,00); Bousnel, 47 (0,32).
1981. - Mitterrand, 8 096 (51,23); Chirac d'Estaing, 7 706 (48,76).
L'ANGLAIS
Ins., 5 712; suffr. expr., 4 675
Mitterrand 2 539 (54,31)
Chirac 2 136 (45,68)
1er tour. - Suffr. expr., 4 551. Mitterrand, 1 732; Chirac, 877; Barre, 817; Le Pen, 650; Waechter, 165; Lajoie, 145; Jiquin, 74; Laguille, 74; Bousnel, 17.
1981. - Mitterrand, 2 506; Chirac d'Estaing, 2 407.
ARGENTAN
Ins., 10 813; suffr. expr., 8 814
Mitterrand 5 576 (63,26)
Chirac 3 238 (36,73)
1er tour. - Suffr. expr., 8 682. Mitterrand, 3 564; Chirac, 4 262; Barre, 1 423; Le Pen, 815; Lajoie, 590; Waechter, 340; Jiquin, 334; Laguille, 172; Bousnel, 18.
1981. - Mitterrand, 5 397; Chirac d'Estaing, 3 962.
LA FERTE-MACÉ
Ins., 4 461; suffr. expr., 3 689
Mitterrand 1 945 (52,72)
Chirac 1 744 (47,27)
1er tour. - Suffr. expr., 3 598. Mitterrand, 1 322; Chirac, 794; Barre, 656; Le Pen, 388; Waechter, 190; Laguille, 84; Lajoie, 81; Jiquin, 76; Bousnel, 7.
1981. - Mitterrand, 2 108; Chirac d'Estaing, 1 627.
FLEURS
Ins., 10 800; suffr. expr., 8 929
Mitterrand 5 292 (59,26)
Chirac 3 637 (40,73)
1er tour. - Suffr. expr., 8 715. Mitterrand, 3 478; Barre, 1 604; Chirac, 1 505; Le Pen, 1 104; Waechter, 346; Lajoie, 287; Laguille, 232; Jiquin, 132; Bousnel, 27.
1981. - Mitterrand, 4 875; Chirac d'Estaing, 4 803.
L'Orne a voté majoritairement à gauche et c'est un événement. Le virage à gauche est complet dans les cinq principales villes où seules Alençon et La Ferté-Macé ont une municipalité à majorité PS. Au Champ-de-Pierre, commune dont le maire est M. d'Andigné, RPR, sénateur, président du conseil général et président du comité départemental de soutien de M. Chirac, il y avait, au premier tour, sur 34 votes exprimés, 25 voix pour M. Chirac et Barre. Cette fois, M. Mitterrand prend l'avantage avec 18 voix contre 17 à M. Chirac.
PAS-DE-CALAIS
Ins., 985 623; vot., 853 053
Abst., 132 570 (13,45%)
Suffr. expr., 818 447
Mitterrand 529 275 (64,66)
Chirac 289 172 (35,33)
1er tour. - Ins., 985 579; abst., 14,73 %; suffr. expr., 817 315. Mitterrand, 336 863 (41,21); Chirac, 118 999 (14,51); Barre, 114 054 (13,93); Lajoie, 94 642 (11,57); Le Pen, 89 152 (10,90); Waechter, 22 507 (2,75); Jiquin, 22 412 (2,74); Jiquin, 11 751 (1,43); Bousnel, 3 335 (0,40).
1981. - Abst., 10,79 %; Mitterrand, 477 565 (58,20); Chirac d'Estaing, 342 816 (41,79).
ARRAS
Ins., 25 976; suffr. expr., 21 924
Mitterrand 12 899 (58,83)
Chirac 9 025 (41,16)
1er tour. - Suffr. expr., 21 846. Mitterrand, 8 925 (40,85); Barre, 3 744 (17,13); Chirac, 3 438 (15,73); Le Pen, 2 861 (13,09); Lajoie, 1 183 (5,41); Waechter, 769 (3,52); Laguille, 419 (1,91); Jiquin, 408 (1,86); Bousnel, 99 (0,45).
1981. - Abst., 10,79 %; Mitterrand, 477 565 (58,20); Chirac d'Estaing, 342 816 (41,79).
AUCHEL
Ins., 8 729; suffr. expr., 6 872
Mitterrand 4 825 (70,21)
Chirac 2 047 (29,78)
1er tour. - Suffr. expr., 7 116. Mitterrand, 2 340; Lajoie, 2 094; Barre, 908; Chirac, 699; Le Pen, 609; Laguille, 181; Waechter, 159; Jiquin, 99; Bousnel, 27.
1981. - Mitterrand, 4 778; Chirac d'Estaing, 2 763.
AVIGNON
Ins., 12 175; suffr. expr., 9 630
Mitterrand 7 753 (80,50)
Chirac 1 877 (19,49)
1er tour. - Suffr. expr., 10 085. Mitterrand, 3 819; Lajoie, 3 066; Le Pen, 1 097; Barre, 874; Chirac, 498; Waechter, 239; Laguille, 231; Jiquin, 173; Bousnel, 36.
1981. - Mitterrand, 7 898; Chirac d'Estaing, 3 033.
BERCK
Ins., 9 932; suffr. expr., 7 936
Mitterrand 4 425 (55,75)
Chirac 3 511 (44,24)
1er tour. - Suffr. expr., 7 764. Mitterrand, 3 061; Barre, 1 343; Chirac, 1 343; Le Pen, 1 111; Lajoie, 396; Waechter, 212; Laguille, 165; Jiquin, 97; Bousnel, 36.
1981. - Chirac d'Estaing, 4 066; Mitterrand, 4 021.
BETHUNE
Ins., 17 290; suffr. expr., 13 798
Mitterrand 8 372 (60,67)
Chirac 5 426 (39,32)
1er tour. - Suffr. expr., 13 723. Mitterrand, 5 821; Barre, 2 200; Chirac, 2 198; Le Pen, 1 602; Lajoie, 1 000; Waechter, 373; Laguille, 293; Jiquin, 184; Bousnel, 52.
1981. - Mitterrand, 7 495; Chirac d'Estaing, 6 714.
BOULOGNE-SUR-MER
Ins., 29 197; suffr. expr., 22 272
Mitterrand 13 844 (62,15)
Chirac 8 428 (37,84)
1er tour. - Suffr. expr., 22 257. Mitterrand, 8 920; Barre, 3 434; Chirac, 3 351; Le Pen, 2 780; Lajoie, 2 136; Waechter, 615; Laguille, 612; Jiquin, 351; Bousnel, 78.
1981. - Mitterrand, 14 963; Chirac d'Estaing, 10 605.
BRUAY-EN-ARTOIS
Ins., 19 278; suffr. expr., 14 999
Mitterrand 11 094 (73,96)
Chirac 3 905 (26,03)
1er tour. - Suffr. expr., 15 057. Mitterrand, 7 479; Lajoie, 1 671; Barre, 1 664; Chirac, 1 566; Le Pen, 1 474; Laguille, 493; Waechter, 385; Jiquin, 254; Bousnel, 71.
1981. - Mitterrand, 8 927; Chirac d'Estaing, 4 673.
BULLY-LES-MINES
Ins., 8 896; suffr. expr., 7 289
Mitterrand 5 553 (76,18)
Chirac 1 736 (23,81)
1er tour. - Suffr. expr., 7 385. Mitterrand, 3 542; Lajoie, 1 104; Barre, 871; Le Pen, 746; Chirac, 486; Laguille, 287; Waechter, 186; Jiquin, 110; Bousnel, 33.
1981. - Mitterrand, 4 843; Chirac d'Estaing, 2 455.
CALAIS
Ins., 49 977; suffr. expr., 38 328
Mitterrand 25 112 (65,51)
Chirac 13 216 (34,48)
1er tour. - Suffr. expr., 38 197. Mitterrand, 15 234; Barre, 5 423; Chirac, 5 300; Lajoie, 4 824; Le Pen, 4 372; Laguille, 1 132; Waechter, 1 099; Jiquin, 635; Bousnel, 184.
1981. - Mitterrand, 25 699; Chirac d'Estaing, 17 044.
CARVIN
Ins., 10 643; suffr. expr., 8 471
Mitterrand 5 810 (68,58)
Chirac 2 661 (31,41)
1er tour. - Suffr. expr., 8 634. Mitterrand, 3 137; Lajoie, 1 615; Le Pen, 1 334; Barre, 1 092; Chirac, 864; Laguille, 231; Waechter, 192; Jiquin, 147; Bousnel, 22.
1981. - Mitterrand, 5 615; Chirac d'Estaing, 3 221.
COUBRIERES
Ins., 8 104; suffr. expr., 6 354
Mitterrand 4 468 (70,31)
Chirac 1 886 (29,68)
1er tour. - Suffr. expr., 6 425. Mitterrand, 2 682; Le Pen, 1 118; Lajoie, 303; Barre, 677; Chirac, 589; Waechter, 169; Laguille, 148; Jiquin, 105; Bousnel, 34.
1981. - Mitterrand, 4 286; Chirac d'Estaing, 2 515.
ÉTAPLES
Ins., 7 529; suffr. expr., 6 172
Mitterrand 3 764 (60,98)
Chirac 2 408 (39,01)
1er tour. - Suffr. expr., 6 208. Mitterrand, 2 538; Barre, 1 163; Chirac, 942; Le Pen, 590; Lajoie, 579; Laguille, 194; Waechter, 109; Jiquin, 68; Bousnel, 25.
1981. - Mitterrand, 3 286; Chirac d'Estaing, 2 964.
HARNES
Ins., 9 090; suffr. expr., 6 997
Mitterrand 4 855 (69,38)
Chirac 2 142 (30,61)
1er tour. - Suffr. expr., 7 348. Mitterrand, 2 648; Le Pen, 1 423; Lajoie, 1 269; Barre, 889; Chirac, 587; Laguille, 218; Waechter, 185; Jiquin, 107; Bousnel, 27.
1981. - Mitterrand, 4 346; Chirac d'Estaing, 3 001.
HÉNIN-BEAUMONT
Ins., 18 023; suffr. expr., 14 383
Mitterrand 10 002 (69,54)
Chirac 4 381 (30,45)
1er tour. - Suffr. expr., 14 565. Mitterrand, 6 116; Le Pen, 2 157; Lajoie, 1 796; Barre, 1 786; Chirac, 1 375; Waechter, 421; Laguille, 390; Jiquin, 218; Bousnel, 46.
1981. - Mitterrand, 9 331; Chirac d'Estaing, 5 653.
LENS
Ins., 24 703; suffr. expr., 19 742
Mitterrand 14 112 (71,48)
Chirac 5 630 (28,51)
1er tour. - Suffr. expr., 19 864. Mitterrand, 6 608; Barre, 2 464; Le Pen, 2 430; Chirac, 2 000; Lajoie, 1 938; Laguille, 547; Waechter, 303; Jiquin, 302; Bousnel, 72.



صك: اءن الأءل

l'élection présidentielle

Le second tour... SAVOIE... BARTHÉ... HAUTE-SAINTE... FECCMP

CLUSES... 1er tour - Suffr. expr. 13 722. Mitterrand, 6 032; Chirac, 3 301; Barré, 2 818...

SEINE-MARITIME... 1er tour - Suffr. expr. 13 722. Mitterrand, 6 032; Chirac, 3 301; Barré, 2 818...

ROUEN... 1er tour - Suffr. expr. 46 914. Mitterrand, 25 458 (54,24); Chirac, 21 476 (45,75)...

CANCALEU... 1er tour - Suffr. expr. 6 784. Mitterrand, 4 292 (70,63); Chirac, 2 492 (36,36)...

DEVILLE-LES-ROUEN... 1er tour - Suffr. expr. 5 798. Mitterrand, 3 863 (66,62); Chirac, 1 935 (33,37)...

ELBEUF... 1er tour - Suffr. expr. 6 724. Mitterrand, 4 224 (60,04); Chirac, 2 500 (36,95)...

SOTTIEVILLE-LES-ROUEN... 1er tour - Suffr. expr. 16 311. Mitterrand, 11 301 (69,11); Chirac, 5 010 (30,88)...

YVETOT... 1er tour - Suffr. expr. 6 170. Mitterrand, 3 807 (61,70); Chirac, 2 363 (38,29)...

LE GRAND-QUEVILLY... 1er tour - Suffr. expr. 16 714. Mitterrand, 11 111 (66,47); Chirac, 5 603 (33,52)...

LE HAVRE... 1er tour - Suffr. expr. 96 131. Mitterrand, 59 680 (62,08); Chirac, 36 451 (37,91)...

LE JAVRE... 1er tour - Suffr. expr. 96 131. Mitterrand, 59 680 (62,08); Chirac, 36 451 (37,91)...

LE PETIT-QUEVILLY... 1er tour - Suffr. expr. 9 947. Mitterrand, 7 235 (72,73); Chirac, 2 712 (27,26)...

PARTHENAY... 1er tour - Suffr. expr. 6 514. Mitterrand, 3 669 (56,32); Chirac, 2 845 (43,67)...

THOUARS... 1er tour - Suffr. expr. 6 394. Mitterrand, 4 124 (64,49); Chirac, 2 270 (35,50)...

NIORT... 1er tour - Suffr. expr. 30 571. Mitterrand, 17 702 (57,90); Chirac, 12 869 (42,09)...

RESSOURE... 1er tour - Suffr. expr. 10 210. Chirac, 5 120 (50,14); Mitterrand, 5 090 (49,85)...

AMIENS... 1er tour - Suffr. expr. 60 322. Mitterrand, 35 389 (58,66); Chirac, 24 933 (41,33)...

ABBEVILLE... 1er tour - Suffr. expr. 13 952. Mitterrand, 8 993 (64,45); Chirac, 4 959 (35,54)...

CORTAL advertisement: 'Un compte chèque qui rapporte'... Déposées sur un 'COMPTE OPTIMAL' vos liquidités vous rapportent environ 7%...

Etranger

Calédonie

Restée par les indépendantistes

Le président de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, Jean-Marie Le Pen, a été élu dimanche 8 mai, son premier mandat. C'est une coalition de droite-gauche qui comprend trente-deux ministres et secrétaires d'Etat représentant cinq partis : social-chrétien flamand (CVP), social-chrétien francophone (PSC), socialiste flamand (SP), socialiste francophone (PS) et fédéraliste flamand (Volksunie). Ce nouveau gouvernement devra disposer d'une majorité des deux-tiers au Parlement, l'opposition étant principalement constituée par les libéraux - tant flamands que francophones - qui participent au précédent cabinet et se sont vu remplacer par les socialistes et le Volksunie.

Le huitième gouvernement de M. Martens depuis 1979 comprend un nombre égal de ministres francophones et flamands comme l'impose la Constitution.

Les cinq partis de la coalition sont chacun représentés par un vice-premier ministre : MM. Philippe Moureaux (PS) chargé de la région bruxelloise, Willy Claes (SP) pour

Nous sous le choc

Le président de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, Jean-Marie Le Pen, a été élu dimanche 8 mai, son premier mandat. C'est une coalition de droite-gauche qui comprend trente-deux ministres et secrétaires d'Etat représentant cinq partis : social-chrétien flamand (CVP), social-chrétien francophone (PSC), socialiste flamand (SP), socialiste francophone (PS) et fédéraliste flamand (Volksunie). Ce nouveau gouvernement devra disposer d'une majorité des deux-tiers au Parlement, l'opposition étant principalement constituée par les libéraux - tant flamands que francophones - qui participent au précédent cabinet et se sont vu remplacer par les socialistes et le Volksunie.

Le huitième gouvernement de M. Martens depuis 1979 comprend un nombre égal de ministres francophones et flamands comme l'impose la Constitution.

Les cinq partis de la coalition sont chacun représentés par un vice-premier ministre : MM. Philippe Moureaux (PS) chargé de la région bruxelloise, Willy Claes (SP) pour

Paratifs

Le président de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie, Jean-Marie Le Pen, a été élu dimanche 8 mai, son premier mandat. C'est une coalition de droite-gauche qui comprend trente-deux ministres et secrétaires d'Etat représentant cinq partis : social-chrétien flamand (CVP), social-chrétien francophone (PSC), socialiste flamand (SP), socialiste francophone (PS) et fédéraliste flamand (Volksunie). Ce nouveau gouvernement devra disposer d'une majorité des deux-tiers au Parlement, l'opposition étant principalement constituée par les libéraux - tant flamands que francophones - qui participent au précédent cabinet et se sont vu remplacer par les socialistes et le Volksunie.

Le huitième gouvernement de M. Martens depuis 1979 comprend un nombre égal de ministres francophones et flamands comme l'impose la Constitution.

Les cinq partis de la coalition sont chacun représentés par un vice-premier ministre : MM. Philippe Moureaux (PS) chargé de la région bruxelloise, Willy Claes (SP) pour

BELGIQUE : après huit mois de crise

M. Martens a formé le nouveau gouvernement

Le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, a présenté, le dimanche 8 mai, son nouveau gouvernement au roi Baudouin. C'est une coalition de centre-gauche qui comprend trente-deux ministres et secrétaires d'Etat représentant cinq partis : social-chrétien flamand (CVP), social-chrétien francophone (PSC), socialiste flamand (SP), socialiste francophone (PS) et fédéraliste flamand (Volksunie). Ce nouveau gouvernement devra disposer d'une majorité des deux-tiers au Parlement, l'opposition étant principalement constituée par les libéraux - tant flamands que francophones - qui participent au précédent cabinet et se sont vu remplacer par les socialistes et le Volksunie.

Le huitième gouvernement de M. Martens depuis 1979 comprend un nombre égal de ministres francophones et flamands comme l'impose la Constitution.

Les cinq partis de la coalition sont chacun représentés par un vice-premier ministre : MM. Philippe Moureaux (PS) chargé de la région bruxelloise, Willy Claes (SP) pour

A Rome devant les néo-fascistes italiens

M. Le Pen exalte l'« instinct vital » des peuples occidentaux

ROME - Notre correspondant

« Accueille de mes mains cher Jean-Marie Le Pen, la carte d'identité du MSI, le meilleur garant d'une possible victoire de la droite nationale. Le Mouvement social italien sera à la hauteur des camarades qui défendent la flamme aux couleurs de la France... Les quelque mille cinq cents personnes qui se pressent dans la salle du Teatro Adriano, le plus grand cinéma de Rome, applaudissent à tout rompre : des confettis pleuvent des balcons. On scande : « Le Pen. Fini ! Le Pen. Fini... »

En l'absence de M. Giorgio Almirante, leader historique et président du parti, qui a récemment subi à Paris une délicate opération cardiaque, c'est en effet M. Gianfranco Fini, le tout jeune secrétaire du MSI, qui a accueilli, le dimanche 8 mai, son homologue français.

A son arrivée dans la salle, faisant le « V » gaulliste de la victoire de ses deux bras brandis, les poings fermés, M. Le Pen a reçu une ovation de triomphateur romain avec tant de mains dressées pour le salut fasciste. Retenit alors l'« air de la liberté » du Nabucco, de Verdi, qui est comme un autre hymne national dans la péninsule.

Un immense cailicot rouge barre la façade blanche de la toute voisine église protestante vaudaise (1) : « Vous trahirez l'innocent qui se trouve parmi vous comme l'un des vôtres (Lévitique 19-34) ».

Le président du Front national a expliqué aux « amis du parti frère et de la nation sœur » les raisons de sa présence un peu étonnante le 8 mai, à Rome. « Ce qui se passe aujourd'hui à Paris entre le socialisme rose et le libéralisme social n'a pas beaucoup d'importance et appartient déjà au passé ».

Un peu plus tard, lors d'une conférence de presse réunie au siège du MSI, il expliquera pourtant qu'il doit rentrer à Paris l'après-midi même pour « exercer son devoir civique », mais il refusera de préciser pour qui il votera : « Pas pour Mitterrand ! Le reste appartient au secret de l'isoloir ».

Mais le président du groupe des droites au Parlement de Strasbourg est « aussi et surtout » venu à Rome, capitale du « pays le plus proche de mon cœur », pour témoigner que « à la fin du vingtième siècle, aucune nation européenne ne peut se sauver seule : la victoire l'une sans les autres, ce serait la perte de toutes. Nous sommes des peuples frères ». Votre tour ven-

dra, assure-t-il en substance à ses amis du MSI, qui recueillent 6 % des voix environ à chaque élection : « Je ne doute pas que le temps de la renaissance politique soit sur le point de se produire en Italie aussi », assure-t-il à une salle extatique.

Vivement « cuisiné »

M. Le Pen parle en français, sans traduction. Le message passe cependant fort bien. L'après-midi est particulièrement dans le collimateur ce dimanche matin. M. Le Pen fait huer le nom de M. Eugenio Scalfari (il l'appelle « Scalfari »), directeur de l'influent *Repubblica*, le principal quotidien de la péninsule, un journal social-démocrate, « un journaliste fasciste » à l'époque où lui-même était « un résistant » (2). Le président du Front national sera vivement « cuisiné » sur ce sujet durant la conférence de presse. « Estimez-vous avoir insulté M. Scalfari en le traitant de fasciste ? » sera-t-il demandé plusieurs fois à M. Le Pen. « S'il veut le prendre comme un insulte, qu'il le fasse ; il y a eu beaucoup de fascistes en Italie, c'est un fait historique ».

Le président du Front national en appelle ensuite à « nos valeurs, celles de l'admirable civilisation humaine et chrétienne, Dieu, la patrie, le travail, la famille, la liberté, la fraternité ». Il prophétise leur triomphe sur « la barbarie, le terrorisme, le camp militariste et marxiste, qui compte tant d'alliés à l'intérieur de notre système politique, lesquels profitent du système économique et social qu'ils sont en train de trahir ». « Nous sommes les vaincus démocrates », écrit-il, « nous faisons appel à l'instinct vital de nos peuples ».

Les deux jours de la conférence de presse sur le point de savoir s'il partage l'opinion de M. Le Pen sur l'isoloir, considéré comme un « état », M. Fini répond : « La deuxième guerre mondiale a été une immense tragédie. Dans cette tragédie, il y a eu d'autres tragédies : holocauste et Hiroshima, par exemple. Ce qui a dit M. Le Pen est un jugement politique valable ».

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Les Vandois trouvent leur origine dans le mouvement lancé en 1173 par le Lyonnais Pierre Vahla, précurseur de la Réforme, à laquelle ils ont adhéré en 1532. Les Vandois sont aujourd'hui les seuls représentants italiens du protestantisme, avec environ trente mille fidèles.

(2) La *Repubblica* ne paraissant pas le lundi, il ne nous a pas été possible de joindre M. Scalfari.

POLOGNE : tandis que la grève se poursuit à Gdansk

L'Eglise multiplie ses efforts pour dénouer la crise

La grève aux chantiers navals Lénine de Gdansk, qui est entrée dans sa deuxième semaine, était toujours dans l'impasse lundi matin 9 mai, après la rupture dans la nuit d'une troisième série de négociations entre les grévistes et la direction. Les pourparlers s'achoppent sur la revendication du rétablissement de Solidarité.

Les chantiers, où ne sont plus retranchés que sept cents à mille cinq cents grévistes, parmi lesquels M. Lech Walesa, sont toujours encerclés par les forces de l'ordre, dont le dispositif paraît cependant s'être légèrement relâché, puisque des enfants sont parvenus à faire passer des vivres aux grévistes. Des médecins seraient également venus à s'introduire clandestinement dans l'établissement.

Les tentatives de négociations faites pendant le week-end, après l'échec d'une mission de médiation catholique la semaine dernière, ont été une nouvelle fois parvenues par tous les moyens de dénouer la crise sociale déclenchée il y a deux semaines, à la suite de fortes hausses des prix. Ainsi la reprise des négociations dimanche a été rendue possible à la suite d'une conversation téléphonique entre le ministre de l'Intérieur, le général Czeslaw Kiszczak, et un avocat catholique sympathisant de Solidarité, M. Wladyslaw Silla-Nowicki, qui se trouve à Gdansk depuis plusieurs jours. L'évêque de Gdansk, Mgr Tadeusz Goculowski, est lui aussi intervenu samedi pour tenter de débloquer la situation.

Le cardinal Jozef Glemp, primat de Pologne, pourtant réputé pour ses prises de position modérées, a même haussé le ton dimanche à Cracovie : « Lorsque la colère du peuple monte, on ne peut l'ignorer », a-t-il déclaré. Face au refus du pouvoir d'engager le dialogue avec les vrais représentants de la société polonaise, « l'Eglise ne peut pas garder le silence. Elle doit faire prévaloir la vérité et la justice ». Des sources sûres à Varsovie affirment qu'un

Le cardinal Jozef Glemp, primat de Pologne, pourtant réputé pour ses prises de position modérées, a même haussé le ton dimanche à Cracovie : « Lorsque la colère du peuple monte, on ne peut l'ignorer », a-t-il déclaré. Face au refus du pouvoir d'engager le dialogue avec les vrais représentants de la société polonaise, « l'Eglise ne peut pas garder le silence. Elle doit faire prévaloir la vérité et la justice ». Des sources sûres à Varsovie affirment qu'un

URSS

Plusieurs dizaines d'interpellations dont celle de cinq rédacteurs de « Glasnost »

Cinq membres de la rédaction de la revue dissidente *Glasnost* ont été interpellés, lundi 9 mai à Moscou, par la milice, qui a perquisitionné les locaux du journal. Ces interpellations font suite à la tenue d'une réunion des représentants de trente publications indépendantes, dont celle de Sergueï Grigoriants.

Lundi matin également, quatorze dissidents ont été écroués à Moscou. Ils figuraient parmi un groupe de plusieurs dizaines de personnes interpellées dimanche 8 mai à Moscou, après avoir participé à une réunion de deux jours visant à créer une organisation politique indépendante, l'Union démocratique, qui réclame le pluralisme politique, selon des porte-parole du mouvement.

Les participants aux travaux du « congrès » de l'Union démocratique, qui se tenaient dans des appartements privés, ont été appréhendés à leur sortie par de nombreux policiers.

Retour de Iouri Lioubimov. - L'ancien directeur du théâtre moscovite de la Tanguka, Iouri Lioubimov, déchu de la nationalité soviétique en 1984 et exilé depuis, est arrivé dimanche 8 mai à Moscou. Son entourage présente ce voyage comme une visite « privée » et non comme un retour définitif. - (AFP, UPI)

HONGRIE

M. Kadar espère que la présence des troupes soviétiques ne sera plus « nécessaire » d'ici dix ans

M. Janos Kadar, secrétaire général du Parti communiste hongrois, espère que la présence des troupes soviétiques ne sera plus « nécessaire » dans son pays d'ici dix ans grâce à « l'évolution des relations européennes ».

Dans une interview réalisée le 25 avril à Budapest et diffusée dimanche 8 mai sur plusieurs chaînes de télévision américaines, M. Kadar, soixante-seize ans, estime que les événements de 1956 « ne se répèteront jamais plus en Hongrie », et que seul « l'équilibre des forces en Europe » justifie encore le maintien de 64 000 soldats soviétiques dans ce pays.

Evocant la situation politique actuelle, le numéro un hongrois se prononce pour un « certain pluralisme socialiste », considérant que

« le système multipartite des pays capitalistes » n'est pas transposable en Hongrie. Aujourd'hui, dit-il, si l'on décide que « je pourrais mieux servir en passant le relais, je le ferai avec un grand soulagement. On m'a toujours assigné des tâches plus vastes que mon ambition personnelle ». La question de la succession de M. Kadar, qui est au pouvoir depuis 1956, pourrait être évoquée le 20 mai lors de la conférence du parti.

Enfin, M. Janos Kadar voit en M. Mikhail Gorbatchev un homme « de principes qui est aussi un réaliste, un penseur et un audacieux ». « La majorité de l'opinion publique soviétique soutient la perestroïka », estime encore le dirigeant hongrois. (AFP, AP)

TOUR DE CORSE, 1er LANCIA DELTA INTEGRALE.

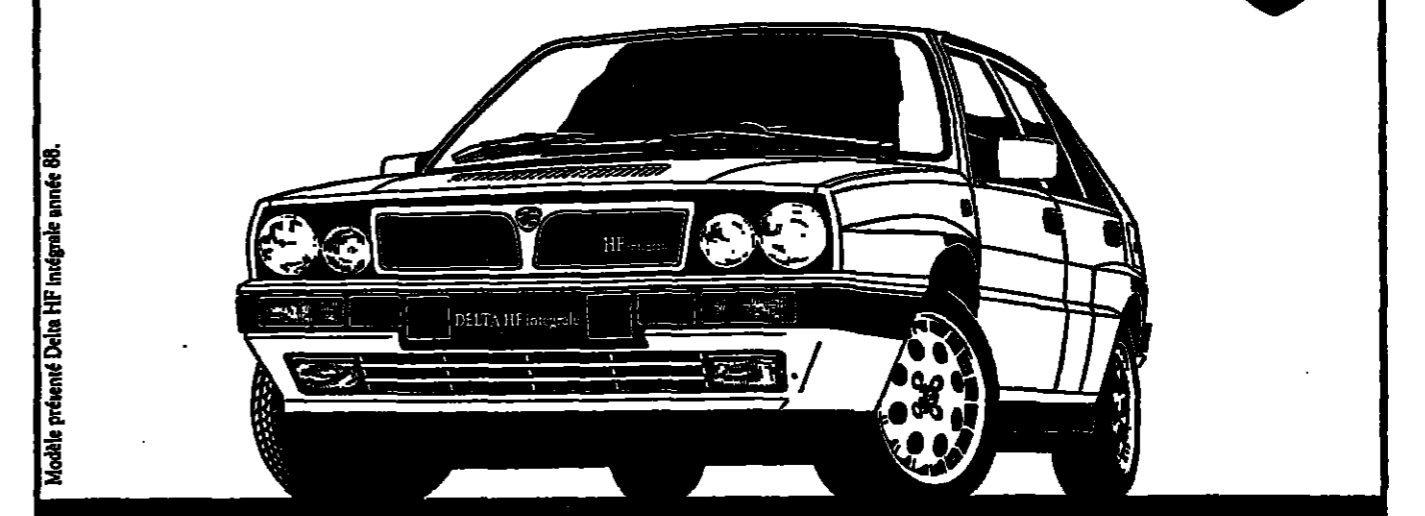
Lancia Delta. L'émotion de piloter.

Lancia est Champion du Monde des Rallyes 87, et cela pour la 6^e fois. Après une brillante victoire au Monte-Carlo, la nouvelle Lancia Delta HF Intégrale, à dès sa première sortie remporta le Rallye du Portugal. En gagnant le Safari Rally, épreuve réputée impitoyable, Lancia fait la démonstration de son incontestable supériorité technologique qui a mené la fabuleuse Delta HF Intégrale 4 roues motrices à la victoire, et ce sur sa retourne sur les 6 versions de la Delta.

En plus de l'étonnante nouvelle Delta HF Intégrale

à 4 roues motrices, vous avez le choix entre la très tonique Delta 1300 à allumage électronique, la passionnante 1600 GT i.e. à injection et double ACT, la stupéfiante Delta HF Turbo (140 ch, 203 km/h sur circuit, 7,8-10,2-10,8 normes UTAC) ou même la très performante Delta Turbo Diesel qui vous surprendra par son silence.

Après tout, il n'y a aucune raison de vous priver de l'émotion de conduire la Delta sous prétexte que vous n'êtes pas pilote de rallye.



LANCIA DELTA CHAMPION DU MONDE DES RALLYES 87

75 PARIS 11, Garage de LA ROCQUETTE, 45 79 88 16 75 PARIS 13, T.P.L.V., 45 84 15 39 75 PARIS 14, CHATELAIN BRUNO AUTO, 45 39 57 33 75 PARIS 15, Garage GUTENBERG, 45 58 19 21 75 PARIS 16, CHELHANS AUTO, 45 34 30 75 PARIS 17, POINTE CARONNET AUTO, 45 22 14 40 75 PARIS 18, FIAT AUTO FRANCE, 45 07 57 88 77 ANTON FONTAINELLE CARAGE DE L'EUROPE, 64 22 30 71 77 DANEMARQUE LES LYS, NORCKA, 64 39 04 18 77 SERVOIN ROBERT COMTE ROBERT, SADES, 64 02 84 84 77 MARSEILLE LES MEAUX, Garage de LA RESIDENCE, 64 34 10 25 77 ORCEVAL, PERFORMANCE PLUS, 39 75 95 84 78 VERSAILLES, Garage de VERSAILLES, 30 21 14 04 78 MANTES LA VILLE, MANTES PRESTIGE AUTO, 30 92 78 94 81 ATHES MONS, AUTO HALL, 60 48 39 65 81 MASSY, Garage du CENTRE, 60 20 08 05 81 DOURDAN, Garage HUBERTY, 64 99 66 05 81 VICHY CHATELON, Garage LE CALLOU, 69 05 35 71 81 VINCENNES, SODAM 91, 69 05 33 14 81 SAVIGNY SUR ORGE, SAVILLAC, 69 95 13 18 81 NANTERRE, AUTO SERVICE, 47 24 12 13 81 BOULOGNE, Garage PCCOM, 46 05 09 69 81 LEVALLOIS PERRET, Garage de LORRAINE, 47 57 16 84 81 LEVALLOIS PERRET, FIAT AUTO FRANCE, 47 30 50 00 81 CLAMART, Garage MANCHER LIVET, 46 65 95 00 81 NEUILLY SUR SEINE, NEUILLY SUR SEINE, FIAT AUTO FRANCE, 45 04 91 19 81 ANTOY, Garage PHILIPPE, 45 65 05 89 81 LE BOURGET, Garage ACTIS BARONE, 48 37 91 30 81 AULNAY SOUS BOIS, ALA NAV CENTRE AUTOS, 48 66 18 31 81 SAINT DENIS, Garage CABREL PERE, 43 43 44 18 81 LA COLLINE, Garage SEAC, 48 36 41 81 VILLEMONAIE, Villemonaie AUTOS SPORT, 48 55 18 42 81 NEUILLY PLAISANCE, Garage du Centre Commercial, 43 08 95 73 81 VINCENNES, Garage DUBAIG, 43 28 16 53 81 VILLIERS, FRANCE AUTOMOBILES, 47 26 17 05 81 SAINT MAUR, Garage LEGLISE, 48 83 06 83 81 NOGENT SUR MARNE, STATION AUTO NOCENT, 48 75 49 38 81 CHAMPIGNY SUR MARNE, Garage du TREMBLAY, 47 06 07 70 81 NRY S/SEINE, AUTO DYNAMIC SERVICE, 46 70 15 95 81 ENGHEN LES BAINS, Garage ANDREOLI, 30 84 70 32 81 BRUNO, SEVRA, 34 15 97 85 81 SAINT QUEN L'AMONNE, VAL D'OISE MOBILES, 30 37 78 81 60 COMPAGNE, ST LAZARE AUTOS, 44 40 10 10 60 CHANTILLY, Garage CHANTILLY, 44 57 13 83 60 BEAUMAIS, Garage MAUPETIT, 44 48 29 33 60 CREIL, PICARDIE AUTO, 44 24 23 73.

2 PIECES TRÈS RECHERCHÉ COSTUME TROIS PIECES SUR 36.15

30000 affaires Paris Province garanties par la FNAIL

Prêts immobiliers et stimulation avec le Crédit Lyonnais

IMMOBILIER 36.15 LEMONDE

Amériques

Le général Pinochet en Uruguay Missionnaire en Uruguay

Le général Pinochet, chef de l'armée chilienne, est arrivé en Uruguay dimanche 8 mai. Il est attendu à Montevideo, la capitale, où il sera reçu par le président Bordaberry. Le général Pinochet est en Uruguay pour une mission diplomatique. Il est accompagné de sa femme et de ses enfants. Il est attendu à Montevideo, la capitale, où il sera reçu par le président Bordaberry. Le général Pinochet est en Uruguay pour une mission diplomatique. Il est accompagné de sa femme et de ses enfants. Il est attendu à Montevideo, la capitale, où il sera reçu par le président Bordaberry.

LE MINISTRE
 Visite de l'ambassadeur de la République démocratique
 M. Rodrigo Biza

Le ministre des Affaires étrangères, M. Rodrigo Biza, a reçu dimanche 8 mai l'ambassadeur de la République démocratique de Chine, M. [Nom]. L'ambassadeur a été reçu par le ministre des Affaires étrangères, M. Rodrigo Biza, à son arrivée à Montevideo. L'ambassadeur a été reçu par le ministre des Affaires étrangères, M. Rodrigo Biza, à son arrivée à Montevideo.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Rodrigo Biza, a reçu dimanche 8 mai l'ambassadeur de la République démocratique de Chine, M. [Nom]. L'ambassadeur a été reçu par le ministre des Affaires étrangères, M. Rodrigo Biza, à son arrivée à Montevideo. L'ambassadeur a été reçu par le ministre des Affaires étrangères, M. Rodrigo Biza, à son arrivée à Montevideo.

**BIENVENUE
 DANS UN MONDE
 DE DEFI,
 DE PERFORMANCE,
 D'INNOVATION.**

RP RHÔNE-POULENC

Avec "Objectif 100", un voilier de conception révolutionnaire, véritable Formule 1 des mers, Rhône-Poulenc s'attaque au record absolu de vitesse sur l'eau. Avec Lamborghini et l'écurie de Formule 1 Larrousse-Calmels, Rhône-Poulenc prépare une nouvelle génération de moteurs atmosphériques et contribue à améliorer les conditions physiques des pilotes. Par sa recherche, par ses nouveaux matériaux, Rhône-Poulenc contribue à relever les défis technologiques et à repousser les limites des performances humaines.

Asie

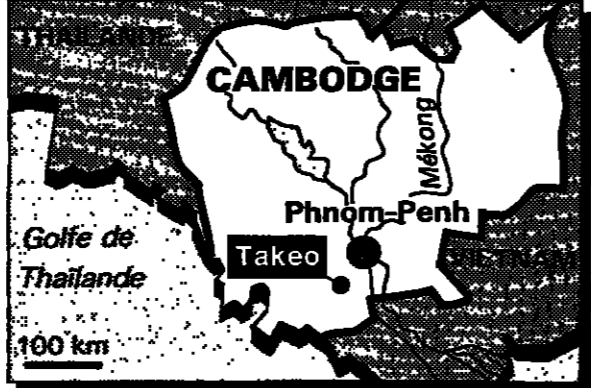
Images du Cambodge provincial Takeo, ville fantôme

TAKEO
correspondance

De Phnom-Penh à Takeo, chef-lieu d'une province du Sud-Ouest, il n'y a que 90 kilomètres. Mais le voyage met plus de trois heures à la parer. La chaussée de la route nationale N° 3 est si détreinée qu'à certains endroits les bicyclettes vont plus vite que notre poussive Volga. Après l'aéroport international de Pochentong, à la sortie de la capitale, en dépôt de chars et des dizaines de carcasses rouillées, restes de voitures abandonnées en avril 1975 par les résidents de Phnom-Penh lors de leur évacuation forcée. C'est la campagne.

Tout ici a l'air provisoire, de l'état qui obéit de la bière thailandaise (la bouteille veut 400 riels, soit près d'un mois et demi de salaire d'un fonctionnaire) à la demi-douzaine de salons de beauté qui, à l'époque du nouvel an khmer (en avril), font fortune. Dix mille personnes vivent ici du marché, de la vente de l'essence — un flacon d'un litre, pour les voitures comme pour les motos — et de ces innombrables petits bricolages, réparations, réfections, ristournes, qui assurent l'existence de tant de familles à travers l'Indochine socialiste d'aujourd'hui.

Takeo fut autrefois une agréable cité de soixante-dix mille habitants. C'est désormais une ville fantôme, car la plupart des trente mille personnes que compte à présent la ville se sont installées aux alentours, dans de fragiles maisons de



bambou. Au centre, bordant des rues ombragées où ne circulent plus que quelques animaux, parfois un cycliste ou une petite charrette tirée par un âne, se sont installés autorités provinciales et communales, parti et police. Il y a également une prison, un hôpital, une école et un orphelinat. Takeo peut aussi se flatter de deux constructions nouvelles. D'abord une reproduction, aux trois quarts achevée, du monument de l'indépendance de Phnom-Penh. L'autre colonne, solitaire, est dressée sur un parterre de dalles, au milieu des herbes folles, à côté d'un vieux half-track pourrissant de l'armée de Lon Nol. C'est le seul à l'ambit toute neuve entre le Cambodge et le Vietnam.

De quoi vivent les cinq cent soixante-dix mille habitants de la province ? De riz surtout, dont la récolte l'an dernier fut mauvaise. « Seulement 80 % des objectifs du plan ont été remplis », explique M. Sun Sokhan, vice-gouverneur de Takeo, notamment en ce qui

concerne la production de poivre, dont l'essentiel est vendu à Singapour, via Kompong Som. Les affaires, comme toujours, l'emportent sur les considérations politiques.

« Avant, il y avait des forêts, de belles routes », s'agrippe M. Sun Sokhan, qui fut autrefois instituteur. « Avant », c'est le mot qui revient dans toutes les conversations. « Avant », c'est-à-dire avant M. Pol Pot, avant les Khmers rouges. Les traces de la tragédie se retrouvent partout. Dans le cœur de la population d'abord. Point n'est besoin de la propagande officielle pour convaincre les Cambodgiens que M. Pol Pot et les siens ne seront plus jamais les bienvenus.

Au milieu du lac de Takeo se dresse une imposante maison. Elle fut, selon des guides, préparée pour servir de résidence secondaire à M. Ta Mok, le plus redoutable des chefs militaires des Khmers rouges et secrétaire de la zone Sud-Ouest (Kampot, Takeo et une partie de Kamrad). Il n'en profita

JACQUES BEKAERT.

CORÉE DU SUD : Après le recul électoral de son parti

M. Roh Tae Woo a remanié son gouvernement

Tokyo
de notre correspondant

Le remaniement ministériel effectué, samedi 7 mai, par M. Roh Tae Woo est de faible ampleur. Mais il n'est pas moins significatif d'un souci d'équilibre entre les tendances dures et modérées prévalant dans le climat du pouvoir, après le revers essuyé par le parti gouvernemental lors des élections du 26 avril.

M. Roh a confié le portefeuille de l'intérieur à M. Lee Chun Goo, ancien général de brigade, qui, en décembre dernier, lorsqu'il était secrétaire général du Parti pour la justice et la démocratie (PJD) dirigea la campagne présidentielle de M. Roh. Le chef de l'Etat a, en outre, nommé à la tête de l'Agence nationale de sécurité (anciennement KCIA), un civil, M. Bae Myung In, ancien ministre de la Justice. Il remplace l'ex-général, Ahn Mu Hyuk.

Ces nominations font suite au changement intervenu, la semaine dernière, à la tête du parti gouvernemental. Le nouveau secrétaire général du PJD est M. Park Joon-Byung, un ancien général, vivement attaqué par l'opposition pour avoir commandé les parachutistes qui matèrent la rébellion de Kwangju en mai 1980.

Il avait participé au putsch militaire de décembre 1979 qui mena MM. Chun et Roh au pouvoir, et il fut l'un des membres de la « troïka » de généraux qui eurent la haute main sur le PJD tout au long du régime Chun.

La nomination du général Park a surpris : elle ne semble pas devoir faciliter le dialogue avec l'opposition. M. Roh a apparemment cherché à équilibrer cette concession à l'alleure de ses partisans par la nomination au poste de président du PJD de M. Yoon Gil Yun, un politicien de l'opposition qui passa du côté du pouvoir en 1980.

M. Bae, qui prend la direction de la puissante organisation des services de renseignements, principal instrument de l'autoritarisme des régimes précédents, passe en revanche pour un modéré. Universitaire, il fit preuve de mesure lorsqu'il était à la tête du ministère de la Justice.

PH. P.

AFGHANISTAN

Kaboul a refusé la grâce d'Alain Guillo

Le président afghan a rejeté la grâce du journaliste-photographe français Alain Guillo et de son confrère italien Fausto Bisalavo, emprisonnés pour espionnage. Avant de quitter l'Inde le 6 mai à l'issue d'une visite officielle, M. Najibullah a justifié sa décision en affirmant que les deux journalistes étaient entrés illégalement en Afghanistan, où ils s'étaient livrés à des activités subversives. Il existe des documents prouvant qu'ils ont participé à la guerre que se livrent moudjahiddins et forces afghano-soviétiques, a-t-il ajouté. M. Guillo a été condamné en janvier dernier à dix ans de prison. (Reuters.)

Proche-Orient

LIBAN : la sanglante bataille entre Amal et le Hezbollah

La Syrie propose d'interposer ses troupes entre les milices rivales

Les sanglants combats entre les deux milices rivales chiites, Amal et le Hezbollah, ont repris, le samedi 9 mai, dans le banlieue de Beyrouth. Ces affrontements ont fait 89 morts et 312 blessés, selon un bilan partiel. Il semble cependant que ces chiffres sont très en deça de la réalité.

BEYROUTH
de notre correspondant

La bataille pour le contrôle de la banlieue chiite de Beyrouth, menée de part et d'autre avec l'appui qui caractérise les conflits de frères ennemis — après une pause qui a duré de samedi soir à dimanche après-midi — a été ensuite relancée avec une violence redoublée. Samedi à 22 heures lorsque l'éphémère cessez-le-feu, parrainé par l'ambassade d'Iran au Liban, était entré en vigueur, on dénombrait déjà 75 morts et près de 200 blessés. Depuis dimanche après-midi, le bilan s'est accru au rythme de combats de rue où toutes sortes d'armes ont été utilisées. Dans le lac de ruées boueuses et d'immenses populations qui constituent la banlieue sud de Beyrouth, rendue tristement célèbre depuis que la quasi-totalité des otages occidentaux y sont détenus et où s'entassent de cinq cents mille à six cent mille personnes, pour la plupart des chiites originaires du sud du Liban et de la Bekaa, chacune des deux milices rivales essaie d'enlever les positions de l'autre et de reprendre celles qu'elle a perdues.

La féroce guerre inter-chiite, qui se déroule en plein mois sacré de ramadan, a relégué au second plan la guerre inter-palestinienne où les arabistes ont pris le dessus sur les dissidents du Fatah, la semaine dernière aux camps de Sabras et de Chatila, au prix de 8 morts et d'une vingtaine de blessés. La toute récente réconciliation entre le président Assad et M. Arafat risque d'être affectée si ce conflit confirme que 36 soldats syriens ont été faits prisonniers par les arabistes.

Elle a aussi relégué, occulté l'épreuve de force inter-chrétienne à Beyrouth-Est, qui s'est résolue, sans effusion de sang, à l'avantage du président Gemayel, promu arbitre de la situation, et des Forces libanaises (milice chrétienne), et au détriment de l'armée et de son commandant en chef qui a échoué dans sa tentative d'étendre son autorité en secteur chrétien.

LUCIEN GEORGE.

Israël

Visite-surprise de M. Pérès en Hongrie

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le secret avait été bien gardé : la plupart des Israéliens ont appris seulement lundi matin 9 mai que leur ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, avait passé la journée de dimanche à Budapest.

C'est la première visite d'un chef de la diplomatie de l'Etat hébreu en Hongrie depuis la rupture des relations entre ces deux pays, en 1967. A vrai dire, ce séjour-surprise a même constitué le premier voyage officiel d'un haut responsable israélien dans un pays du bloc socialiste depuis que les nations membres du pacte de Varsovie — à l'exception de la Roumanie — ont suspendu leurs relations avec Israël au lendemain de la guerre de six jours. C'est donc un signe de plus dans ce réchauffement progressif entre l'Etat juif et le

bloc de l'Est, enregistré depuis plusieurs mois.

A Jérusalem, on retenait d'abord cette note politique pour s'en féliciter, tout en reconnaissant que les conversations de M. Pérès à Budapest avaient surtout été de caractère économique. Le ministre des affaires étrangères ne devait pas rencontrer le chef du parti hongrois, M. Janos Kadar. Il s'est entretenu avec le premier ministre, M. Karoly Grosz, et avec son homologue, M. Peter Varkonyi, des possibilités de développement des relations commerciales et financières israélo-hongroises.

En dépit de la rupture de 1967, Israël a importé, l'an passé, 9,5 millions de dollars de produits hongrois et exporté pour 8,5 millions de dollars. Le tourisme est assez actif : plusieurs milliers de Hongrois se sont rendus, l'an passé, en Israël, et quelque trente mille Israéliens ont visité la Hongrie, où la communauté juive — une des plus libres d'Europe de l'Est — représenterait près de quatre-vingt mille personnes.

Quelques mois après la Pologne, la Hongrie avait, en septembre, accepté de reprendre certaines rela-

tions officielles avec Israël. Les deux pays avaient ouvert des « bureaux d'intérêts » à Tel-Aviv et à Budapest. M. Pérès est attendu cette semaine à Madrid pour une réunion de l'Internationale socialiste et doit y rencontrer, à cette occasion, deux responsables du Parti communiste d'Union soviétique, MM. Karl Brutens et Alexander Zotov.

ALAIN FRACHON.

La Cour suprême reporte l'expulsion de M. Awwad. — La Cour suprême israélienne a reporté, dimanche 8 mai, de trois jours, l'expulsion du militant pacifiste palestinien Moubarak Awad. Le président du conseil, M. Mitzhak Shamir, avait ordonné, jeudi, l'expulsion du militant pacifiste (le Monde du 7 mai), dont le visa de tourisme est périmé, l'accusant d'être l'un des leaders du soulèvement palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

M. Awwad, qui devait être expulsé dimanche à minuit, avait interjeté appel. Citoyen américain, né à Jérusalem, il dirige un centre d'études sur la non-violence. Il a entamé vendredi une grève de la faim. (Reuters.)

Sommet arabe et nouvelle tournée de M. Shultz début juin

Un sommet extraordinaire de la Ligue arabe, consacré pour l'essentiel au soulèvement dans les territoires occupés, s'ouvrira à Alger le 7 juin, a rapporté le dimanche 8 mai, l'agence Algérie Presse Service (APS).

L'Algérie et l'OLP avaient demandé dès mars la convocation d'un tel sommet (cent soixante-dix-sept Palestiniens et deux Israéliens ont été tués depuis début décembre 1987 en Cisjordanie et à Gaza). Réunis à Tunis le mois dernier, les ministres des affaires étrangères de la Ligue avaient également recommandé la tenue d'un sommet, mais celui-ci a été reporté jusqu'après le ramadan, qui prendra fin le 17 mai.

Le sommet de juin coïncidera avec une quatrième tournée proche-orientale du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, qui reprendra son bâton de pèlerin pour tenter d'amorcer des pourparlers israélo-arabes. M. Shultz est attendu dans la région du 3 au 8 juin, après son

séjour à Moscou pour le sommet américano-soviétique de fin mai.

Après avoir fait état, samedi, de la prochaine tournée de M. Shultz, le roi Hussein de Jordanie a souligné que son pays attendait « la réponse des Etats-Unis à une série de questions » posées par Amman au secrétaire d'Etat en avril, lors de son troisième voyage au Proche-Orient. « Je suppose que les réponses nous parviendront avant la venue de M. Shultz », a-t-il ajouté, sans donner plus de précisions.

De source autorisée à Amman, on indique que la Jordanie a présenté à M. Shultz un document écrit comportant sept questions. Celles-ci ont trait aux droits du peuple palestinien, au rôle ainsi qu'aux prérogatives de la conférence internationale prévue par le plan de paix américain, et au rôle des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, a-t-on précisé de même source. (AFP, Reuters.)

A TRAVERS LE MONDE

Singapour

Expulsion d'un diplomate américain

Le gouvernement de Singapour a demandé samedi 7 mai le rappel et le blâme d'un diplomate américain, accusé d'ingérence dans les affaires intérieures du pays et d'avoir « violé les règles de la conduite diplomatique ». M. E. Mason Hendrickson, premier secrétaire, a été accusé d'avoir pris contact avec des opposants et de les avoir encouragés à se présenter aux élections. Ce geste aurait eu l'« approbation apparente » de deux hauts fonctionnaires du département d'Etat, qui ne sont pas nommés. Selon les autorités singapouriennes, ces activités auraient été avouées par un avocat, M. Francis Snow, inculpé le 19 avril pour avoir, avec neuf autres dissidents, dénoncé les mauvais traitements dont des opposants — accusés de « communisme » — avaient été l'objet. L'ambassade américaine a accepté le rappel de M. Hendrickson, en raison de la pratique internationale qui « permet à un gouvernement de demander le rappel sans justification d'un diplomate étranger », mais elle a réaffirmé qu'il n'avait fait que son devoir. (Reuters, UPI.)

Sénégal

Voiture piégée à Dakar

Dakar. — Une voiture piégée a explosé il y a une semaine dans un quartier populaire de Dakar, sans faire de victimes, a rapporté samedi 7 mai le quotidien progouvernemental le Soleil. Par un coup de téléphone anonyme à plusieurs rédactions, un mouvement jusqu'à présent inconnu s'intitulait « Mouvement de résistance du 29 février » (NDLR : en référence aux violents incidents post-électoraux) a revendiqué cet attentat, réclamant la libération du chef de file de l'opposition, M. Abdoulaye Wade, et le départ du président Abdou Diouf. Ce mouvement, qui n'a donné aucun élément permettant d'authentifier son appel, a également revendiqué le sabotage de la principale canalisation alimentant Dakar en eau potable. Une forte explosion a sectionné cette conduite d'eau dans la banlieue de Dakar dans la nuit du 3 au 4 mai.

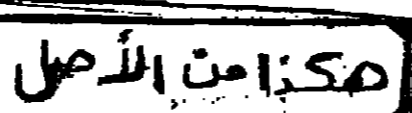
[En 1960, le gouvernement de M. Lee Kwan Yew avait déjà expulsé un diplomate américain, accusé d'espionnage. L'affaire s'était réglée discrètement, et le secrétaire d'Etat de l'époque, M. Dean Rusk, avait présenté les excuses de Washington.]

C'est la première fois que des attentats sont commis dans la capitale sénégalaise. — (AFP.)

● GOLFE : attaque irakienne contre deux navires israéliens. — L'aviation irakienne a attaqué et touché deux navires israéliens durant la nuit du samedi 7 au dimanche 8 mai, a annoncé, dimanche, l'agence de presse irakienne. — (AFP.)

● TURQUIE : Plus de vingt personnes tuées, par des rebelles kurdes. — Dix personnes ont été tuées, dimanche soir 8 mai près du village de Bahmeran dans la province de Mardin (sud-est de la Turquie, limitrophe de la Syrie) par des rebelles kurdes, a annoncé l'agence Anadolu. Les victimes ont été tuées par un commando appartenant au Parti des travailleurs kurdes (PKK, marxiste-léniniste, interdit), qui a attaqué un village, selon l'agence. Samedi soir, un commando avait tué onze personnes dans la province de Siriz (est de Mardin) et enlevé trois villageois. — (AFP.)

● COLOMBIE : libération prochaine des otages, annonce le guerrille. — La guerrille colombienne a annoncé, le dimanche 8 mai, la libération des vingt-quatre heures de ses deux otages dont M. Jean-Christophe Rampal, attaché de presse de l'ambassade de France.



7700 F PAR ACTION.

Offre Publique d'Achat de Martini & Rossi aux Actionnaires du Groupe Bénédictine.

RÉUSSIR L'EUROPE. CERTAINES OCCASIONS NE SE PRÉSENTENT QU'UNE FOIS.

Réussir l'Europe, tremplin du développement international, c'est d'abord réussir son intégration économique. 7700 F : le prix est élevé même pour un tel enjeu. Nos raisons ? Notre rapprochement avec BÉNÉDICTINE répond à une nécessité européenne face à l'intensification des regroupements auxquels on assiste à l'échelon mondial dans notre secteur d'activité. De plus la parfaite adéquation entre la notoriété et l'image de marque de nos produits respectifs permet un développement accéléré et harmonieux de nos deux sociétés. BÉNÉDICTINE va ainsi profiter de la structure internationale, de la force de vente et du savoir-faire en matière de marketing et de communication de MARTINI & ROSSI, mais aussi de la complémentarité géographique des structures de nos sociétés. Le caractère original de BÉNÉDICTINE, issu de traditions ancestrales, se trouve préservé. MARTINI & ROSSI s'engage à respecter son "identité", comme furent

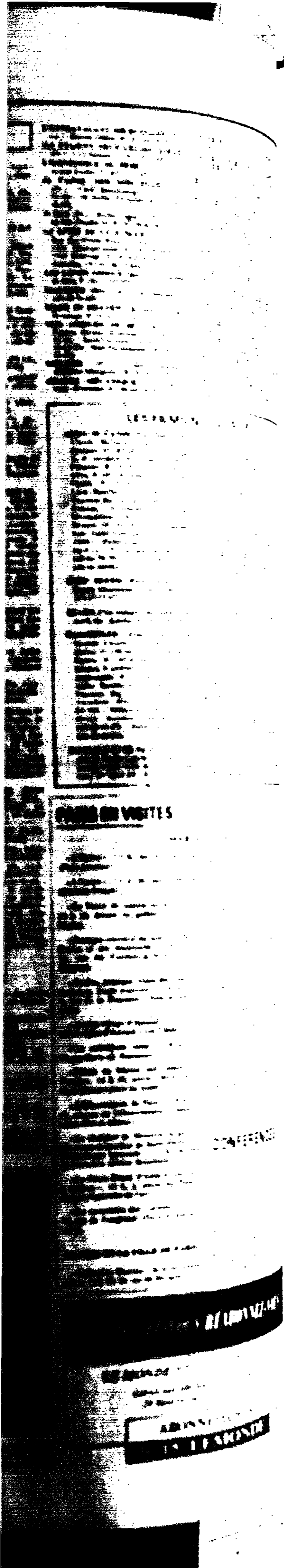
respectées celles de ses autres marques de prestige, telles Saint-Raphaël, Gaston de Lagrange, Dolci, Duval, Duquesne, Noilly Prat, Veuve Amiot, Boulard.

Sixième groupe mondial de spiritueux, avec un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs, MARTINI & ROSSI peut offrir à BÉNÉDICTINE les atouts nécessaires pour tenir tête à la concurrence de plus en plus puissante : 80 filiales dans 25 pays, une présence dans 125 autres pays, une politique d'expansion garantie par son indépendance financière. En acceptant notre offre, vous assurez le rayonnement de BÉNÉDICTINE en Europe à l'échéance de 1992 et dans le monde entier. Mais vous faites une très bonne affaire. 7700 F, c'est plus de 130 fois le bénéfice par action. Pour vous, quelle meilleure opportunité de réaliser une exceptionnelle plus-value ? Pour BÉNÉDICTINE, quelle meilleure occasion de réussir son "Europe" ?



BÉNÉDICTINE ET MARTINI & ROSSI. L'instant privilégié.

Une note d'information (visa COB n° 88/133 en date du 22 avril 1988) est tenue gracieusement à la disposition du public chez Lazard frères et Cie. Tél. : (1) 45.63.01.11.



Sports

RUGBY: quarts de finale

Toulon de la revanche à la vengeance

Toulon-Tarbes, le samedi 14 mai, à Lyon, Agen-Narbonne, le dimanche 15 mai, à Bordeaux : ces rencontres constitueront les demi-finales du championnat de France de rugby. Brive, le RCF, Bègles et Toulouse ont été éliminés, le samedi 7 et le dimanche 8 mai, en quart de finales.

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Explosif : c'était l'adjectif retenu pour présenter la rencontre Toulon-Toulouse en quart de finale du championnat de France. Le mot était bien choisi. Hélas ! Samedi, stade de la Mosson, ce ne fut pas l'explosion d'un rugby d'allégresse. Ce furent quatre-vingt minutes de bassesse.

Les gros perdus de la Cité d'Antin (siège de la FFR) expliquent peut-être cette injure faite au jeu par la présence sur le terrain d'un intrus, en l'occurrence un micro. A la demande d'Antenne 2, dont le service des sports doit faire face à la concurrence de Canal Plus, l'arbitre a, en effet, porté durant la rencontre un petit émetteur qui a permis aux téléspectateurs d'entendre les injonctions faites aux joueurs. Des centaines de milliers de personnes ont ainsi pu suivre la partie de l'intérieur, mieux que le public des tribunes. La qualité du spectacle s'en est trouvée fortement améliorée.

Reste à savoir si ce micro indiscret n'a pas influencé le comportement de l'arbitre, M. Doulet ? En d'autres termes, celui-ci n'a-t-il pas été inhibé par le jugement que pouvaient porter sur ses propos non seulement les trente hommes du terrain, mais tous les téléspectateurs ? En tout cas, la Fédération française de rugby (FFR) qui n'apprécie guère les innovations - surtout si celles-ci reviennent à lever le voile pudique dont sont enveloppés les us et coutumes de ce sport - pourrait prendre prétexte du comportement de l'arbitre du Limousin pour cesser court à l'expérience.

Que s'est-il passé ? A la suite d'un récent accident mortel, la Fédération a renforcé sa campagne contre la violence sur les stades. Or, d'entrée de jeu, le choc entre Toulonnais et Toulousains a été féroce. Quatre minutes après le coup d'envoi, l'ouvreur varois, Carvy, devait être évacué pour avoir heurté

un pilier toulousain. Tout au long de la rencontre, les troisièmes lignes ailes de Toulon, Champ et Louvet, firent ce qu'en termes ovales on appelle « le ménage ». Il faut entendre par là une succession d'agressions au moindre regroupement, à chaque contact.

Bien sûr, la responsabilité première de ce rugby-Aïlla incombe à l'entraîneur toulonnais qui a souffert en l'occurrence d'un véritable dédoublement de personnalité. Entre le jeu sans violence dont Daniel Herrero s'est fait le prophète et l'importance pour les champions de France en titre d'une victoire, la contradiction était trop forte. Il a laissé le naturel varier reprendre le dessus. C'était d'autant plus facile que Toulon, quasiment invaincu en championnat, avait à faire oublier son élimination, trois semaines auparavant, en demi-finales du Challenge du Manoir par ces mêmes Toulousains. De la revanche à la vengeance, il n'y avait qu'un pas. Vite franchi à Montpellier !

Le rôle de M. Doulet était de déminer le terrain. Et, dans les cas extrêmes, comme samedi, il n'y a pour cela qu'une solution : l'expulsion de joueurs. Au lieu de quoi, l'arbitre s'est contenté de sermonner les capitaines d'équipe, Jérôme Gallion et Karl Janik, ou d'admonester

les hommes les plus virulents. Ce comportement patelin a faussé le cours de la partie. A tout le moins, il a permis à Toulon de passer sur Toulouse comme un rouleau compresseur. Mais si M. Doulet n'a rien fait pour empêcher cela, n'est-ce pas moins à cause de la présence du « mouchard » qu'à cause des mœurs du championnat de France ? L'ambiance dans laquelle a évolué l'arbitre à Montpellier n'est pas fondamentalement différente de celle qu'il connaît tous les dimanches en matches de poule. Et le laxisme à cet égard est tout aussi constant.

Des « baffes » et des « bouffes »

Il semble y avoir une fatalité des « baffes » et des « bouffes » contre laquelle les entraîneurs de Toulouse, Pierre Villepreux et Jean-Claude Skrela ne songèrent d'ailleurs même pas à se révolter. A moins qu'ils n'aient trop bien appris à tenir leur langue pour ne pas s'attirer les foudres de la FFR, l'un et l'autre expliquent la défaite avec un certain détachement. En substance, leur buteur n'avait pas, dans un premier temps, saisi les occasions de prendre l'avantage au score offertes par cinq pénalités. Ensuite, les Toulousains avaient subi la domination physique des Varois.

Pas la moindre surprise, pas la plus petite désapprobation quant à la manière dont la purge avait été administrée. Tout au contraire, dans le vestiaire d'en face, on se félicitait pour cette réaction d'orgueil, pour cette revanche prise, pas la plus infime regret, pas la plus légère réserve. Et pourtant, ce fut bien honteux. A tel point qu'Antenne 2 se repassa pas une image du match dans ses résumés dominicaux. C'était pitié pour des joueurs comme Codorniu qui, quant au centre, tient bien sa nouvelle place à l'ouverture de Toulouse ou comme Gallion qui reste un demi de mêlée phénoméne.

Dans ce naufrage collectif, un garçon, a néanmoins survécu, Bernard Capitani. Appelé sur le terrain en remplacement de Carvy, il a réussi avec un culot moineur trois drops énormes, de 40, 35 et 30 mètres. Quatre autres buts de Bianchi devaient sceller le sort des Toulousains. A des années-lumière de la somptueuse finale de 1985 qui avait été, entre les deux clubs, un modèle d'exaltation du jeu ovale.

ALAIN GIRAUDO.

BASKET-BALL : finale aller du championnat de France

Limoges, au doigt et à l'œil

Le CSP Limoges a battu Cholet 92-78, samedi 7 mai, en finale aller du championnat de France de basket-ball. Déjà vainqueur, cette saison, de la Coupe des coupes et du Tournoi des as, les Limougeaux ont pris une option sur le titre de champion de France avant le match retour, le 14 mai à Cholet et l'éventuelle « belle » à Limoges le 17 mai.

LIMOGES
de notre envoyé spécial.

L'orage qui grondait sous les panneaux depuis le début de la rencontre a fini par éclater vers le milieu de la deuxième mi-temps. Et Cholet fut foudroyé. Des contre-attaques éclairées de Jacques Monclar et de Don Collins portèrent brusquement l'avantage de Limoges à 14 points. Est-ce à cause de la chaleur lourde, de l'expérience de certains jeunes joueurs ou de l'infatigable puissance adverse ? Cholet venait de perdre, en un court instant de relâchement, le bénéfice d'une longue résistance.

Certes le combat n'a pas cessé pour autant. La partie a gardé jusqu'au bout son intensité physique. Sous les paniers, dix paires de bras tendus vers la capricieuse balle orange continuèrent à brasser l'air. Mais, en ce soir de premier tour, c'était le vain baroud d'un outsider contre la force tranquille du favori. Les huit mille spectateurs pouvaient détacher une tempête de décibels et de confettis, Limoges tenait la victoire.

Un tacticien

Debout au bord de la touche, Michel Gomez, le coach du CSP, restait cependant sous haute tension. Sémaphore en chemise blanche et cravate, il communiquait par geste ses dernières instructions : « J'ai mis en place un système pour empêcher Cholet de tenter des paniers à trois points en fin de match. »

Prévoir et s'adapter, c'est tout l'art du « coaching » en basket-ball, un sport où la préparation physique n'est pas le souci majeur de l'entraîneur. « Quand un athlète de 100 kilos effectue 80 sauts par match, il soulève 8 tonnes à la force de ses cuisses. » Entre deux rencontres, on pense donc surtout au repos et à la récupération. D'autant plus que les calendriers sont chargés : Limoges aura disputé 45 matches cette saison.

Le coach de basket est avant tout un tacticien. « Dans un sport intense, comme le nôtre, l'adresse individuelle est soumise à des fluctuations. Notre rôle est de rassurer le joueur en lui donnant des points de repère. Nous définissons des systèmes de jeu que les joueurs doivent reproduire sur le terrain. Ainsi, à Limoges, notre philosophie est basée sur une bonne défense, un bon rebond et des contre-attaques rapides. »

Les grandes options définies en début de saison sont sans cesse peaufinées, enrichies et inflectées en fonction de l'opposition. L'arme suprême est la vidéo. « Un noyau de dirigeants bénévoles sillonne la France pour filmer des matches. Avec mon adjoint Frédéric Sarre, nous consacrons quatre-vingt heures par semaine à étudier les casettes. »

« Visionnage, découpage, montage, arrêt sur image. C'est un travail de fouineur pour vérifier si le type de défense auquel on avait pensé cadre parfaitement avec l'équipe adverse. L'an dernier, avant de rencontrer Barcelone, j'avais réussi à déterminer tous les emplacements de shoot des Espagnols. »

« Les joueurs en seront informés à leur retour à l'entraînement, après deux jours de repos. Nul doute qu'ils appliqueront les nouvelles consignes à la perfection. Car, à trente-six ans, Michel Gomez a su se faire respecter d'un groupe où les fortes personnalités ne manquent pas. Ce travailleur infatigable, parfois austère, toujours exigeant, n'est pas simplement un professeur Nimbus perdu dans ses combinaisons et ses statistiques. En deux ans, il s'est aussi affirmé comme un meneur d'hommes transformant une très bonne équipe en un groupe solidaire au moral indestructible. »

Un souci maniaque
Le souci de dissection devient maniaque lorsqu'on connaît trop bien son adversaire. Limoges et Cholet s'étaient déjà rencontrés trois fois cette saison. « Depuis décembre, nous avons un dossier sur chaque

jeu de Cholet, avec ses points forts et ses points faibles », révèle Michel Gomez qui avait décidé de jouer une défense « tout terrain ». « Le match s'est déroulé comme prévu. C'était la bonne formule, mais rien ne dit que ce sera le cas au match retour. »

Dans les vestiaires, Michel Gomez donnait déjà rendez-vous à Frédéric Sarre pour une séance de magnétoscope lundi après-midi 9 mai. « Pendant tout le match, j'ai essayé de savoir si Cholet avait changé quelque chose au niveau défensif. Apparemment pas. Lui, en revanche, a une idée derrière la tête : « On peut faire autre chose. Je ne l'ai pas tenté ce soir pour ne pas mettre la puce à l'oreille de l'adversaire. »

Les joueurs en seront informés à leur retour à l'entraînement, après deux jours de repos. Nul doute qu'ils appliqueront les nouvelles consignes à la perfection. Car, à trente-six ans, Michel Gomez a su se faire respecter d'un groupe où les fortes personnalités ne manquent pas. Ce travailleur infatigable, parfois austère, toujours exigeant, n'est pas simplement un professeur Nimbus perdu dans ses combinaisons et ses statistiques. En deux ans, il s'est aussi affirmé comme un meneur d'hommes transformant une très bonne équipe en un groupe solidaire au moral indestructible. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

Les résultats

Cyclisme	
*Mitra-Racing et Cannes	0-0
*Nantes et Monaco	1-1
*Nice b. Montpellier	2-0
*Metz b. Paris-SG	1-0
Toulouse b. Auxerre	2-0
*Lens et Le Havre	0-0
*Brest b. Toulon	1-0
Lille b. Laval	1-0
*Marseille b. Niort	1-0
Classement : 1. Monaco 47 pts ; 2. Bordeaux, 42 ; 3. Marseille et Mitra-Racing, 39 ; 5. Montpellier et Saint-Etienne, 37 ; 7. Auxerre, 36 ; 8. Toulon, 35 ; 9. Nantes, Metz et Cannes, 34 ; 12. Nice, 33 ; 13. Laval et Lille, 32 ; 15. Toulouse, 31 ; 16. Niort et Lens, 29 ; 18. Brest, 28 ; 19. PSG, 27 ; 20. Le Havre, 25.	
Handball	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Nationale 1 A	
Battu 21-30 par Dunkerque lors de la vingt-deuxième et dernière journée de championnat de France, Nîmes a néanmoins conquis le titre national avec 60 points, soit 3 points d'avance sur Créteil.	
*Saint-Etienne et Bordeaux 1-1	

Le plus grand peintre espagnol n'est même pas né à Tolède et s'appelait Théotokopoulos, dit El Greco.



L'Espagne n'est pas un lieu commun.

El Greco était bien une sorte de touriste grec qui n'a pas su résister aux charmes de Tolède. Au site qui place la ville entre les méandres du Tage. Aux aristocratiques propriétés sur les collines. Au Monastère de San Juan Los Reyes dont les décors rappellent les palais arabes. Et pour mieux comprendre Théotokopoulos, allez donc contempler ses œuvres à l'Eglise de Santo Tomé ou au musée.

Là vous pourrez songer à ce voyageur au nom impossible, qui est devenu grâce à Tolède, El Greco de la peinture espagnole. Pour tous renseignements, contactez l'Office National Espagnol du Tourisme : 43 ter, avenue Pierre 1^{er} de Serbie - 75381 Paris Cedex 08. L'Espagne. Tout sous le soleil.



Société

La « révolution pénitentiaire menacée » ?

Réponses à deux démentis du ministère des finances et de la chancellerie

La publication dans le Monde daté 8-9 mai de l'article intitulé « La révolution pénitentiaire menacée ? » et faisant état d'une demande d'enquête à l'inspection des finances concernant des anomalies de marchés, a motivé de la part du ministère de l'économie et des finances une déclaration opposant à ces informations un « démenti formel » et précisant : « cette information est dénuée de tout fondement. Seul le ministre des finances est compétent pour saisir l'inspection des finances et ceci après rapport de la commission spécialisée qui examinera le 24 mai les deux marchés de fonctionnement des nouvelles prisons (Fougerolle-Sodexho pour la zone Ouest et Dumez pour la zone Est), qui lui sont actuellement soumis. »

De son côté, le ministère de la justice, dans un autre communiqué, rappelle que « depuis la date de mise en œuvre du programme des 15 000 places prison en septembre 1986, des résistances incessantes venant de divers côtés se sont manifestées pour retarder l'exécution de ce programme avec l'espoir de l'empêcher. Les règles du concours pour la réalisation de ces places, ajoute la chancellerie, ont été définies par un décret en Conseil d'Etat, le choix des lauréats a été fait par un jury indépendant et sur l'ensemble des prestations proposées pour le fonctionnement et la construction. »

Le ministère de la justice a fait savoir en outre qu'il se réservait « de donner à cet article du Monde les suites judiciaires qu'il peut comporter, devant les allegations susceptibles de porter atteinte à l'honorabilité des services concernés du ministère de la justice. »

Ces communiqués concomitants appellent de notre part les explications et les précisions suivantes.

Le programme dit des 15 000 places de prison lancé par M. Chalandon a conduit à l'élaboration de deux types de marchés : d'une part des marchés de construction qui ont, du moins pour les tranches fermées, été signés et approuvés par la commission des marchés, organisme indépendant rattaché au ministère des finances et, d'autre part, des marchés de fonctionnement qui, eux, n'ont pas encore été examinés par la commission spécialisée des approvisionnements généraux. L'avis de la commission constitue la dernière étape avant que la signature du ministre n'engage définitivement l'Etat.

Le premier dossier — celui de Fougerolle-Sodexho — concernant la zone Ouest devait être examiné le 10 mai, comme nous l'avons écrit et, décision sans précédent, ce dossier a été retiré de l'ordre du jour et son examen reporté au 24 mai. Voici maintenant les raisons invoquées par le secrétaire général de la commission des marchés dans une lettre datée du 6 mai et adressée au président de la commission spécialisée des approvisionnements généraux, contrôleur général des armées, au ministère de la défense. Ce texte est le suivant :

« Monsieur le Président, « En raison des circonstances, il a été décidé qu'il convenait de ne pas inscrire à l'ordre du jour de la séance de votre commission du 10 mai l'examen du marché pour le fonctionnement des établissements pénitentiaires de la zone Ouest que le ministère de la justice avait l'intention de conclure avec les sociétés Fougerolle et Sodexho. « Comme j'avais déjà eu l'occasion de vous le dire, il est, à tout le moins, indispensable que l'examen par votre commission des marchés pour le fonctionnement des établissements du « programme 15 000 places de prison » porte, au minimum, simultanément sur deux zones. « En outre, j'attire votre attention sur le fait que j'estime que cette affaire fait apparaître des anomalies tant sur la forme que sur le fond. « Je n'exclus pas que ces anomalies puissent entacher les conditions de dévolution des marchés conclus pour la construction. Il me semble que la proposition consistant à reporter le cinquième mois disant pour le fonctionnement pourrait être lue au choix qui a été effectué pour la construction. « Dans ces conditions, je vous informe que j'ai l'intention de demander au ministre de faire précéder à une enquête par l'inspection des finances. « En fonction de ces éléments, nous laissons à nos lecteurs le soin d'apprécier si l'article me en cause tant par le ministère des finances que par celui de la justice était porteur d'une information « dénuée de tout fondement ». »

Ag. L.

10 mai l'examen du marché pour le fonctionnement des établissements pénitentiaires de la zone Ouest que le ministère de la justice avait l'intention de conclure avec les sociétés Fougerolle et Sodexho.

« Comme j'avais déjà eu l'occasion de vous le dire, il est, à tout le moins, indispensable que l'examen par votre commission des marchés pour le fonctionnement des établissements du « programme 15 000 places de prison » porte, au minimum, simultanément sur deux zones.

« En outre, j'attire votre attention sur le fait que j'estime que cette affaire fait apparaître des anomalies tant sur la forme que sur le fond.

« Je n'exclus pas que ces anomalies puissent entacher les conditions

L'Espagne, tête de pont de trafic en Europe

Une tonne de cocaïne saisie à Irun

MADRID

de notre correspondant

« La plus grande quantité de cocaïne jamais découverte en Europe. » C'est ainsi que le gouverneur civil de la province de Guipuzcoa a qualifié, le dimanche 8 mai, la saisie de 1 000 kilos de stupéfiant réalisée la veille dans la ville basque d'Irun, à la frontière française. Selon les estimations des autorités, la cocaïne, d'une grande pureté, aurait pu permettre la confection de près de cinquante millions de doses.

La drogue, qui devait être incinérée le lundi 9 mai, a été découverte par la police dans un entrepôt d'un faubourg d'Irun. Quatre personnes ont été arrêtées : un Colombien, dont la filature a apparemment permis de remonter jusqu'à la cache, et trois Espagnols, dont un agent de douane.

L'opération d'Irun survient après deux autres « coups », tout aussi spectaculaires, de la police espagnole : le 23 avril, 562 kilos de cocaïne étaient découverts, peu après avoir été débarqués, dans une ancienne installation militaire sur une plage de Vilanova-I-la-Geltru, au sud de Barcelone. Le 24 mars, 325 kilos de la même drogue avaient été saisis dans un garage à Fuenlabrada, près de Madrid. Depuis le début de cette année, plus de 2 tonnes de cocaïne ont été saisies en Espagne, soit presque autant que dans toute l'Europe l'an dernier.

THIERRY MALINIAK.

Une cité judiciaire va être construite à Nice

palais de justice dans le vieux Nice, ainsi probablement que le conseil des prud'hommes.

« La construction de la nouvelle cité judiciaire, qui sera confiée à la société d'économie mixte des Alpes-Maritimes (SEMAM), se fera sur un terrain de 10 000 m² et représentera un investissement de 36 millions de francs. Elle devrait être achevée dans un délai de trois ans. L'Etat a autorisé le département à reprendre les locaux actuels du palais de justice sous réserve de la mise à disposition de nouveaux bâtiments.

Le premier dossier — celui de Fougerolle-Sodexho — concernant la zone Ouest devait être examiné le 10 mai, comme nous l'avons écrit et, décision sans précédent, ce dossier a été retiré de l'ordre du jour et son examen reporté au 24 mai. Voici maintenant les raisons invoquées par le secrétaire général de la commission des marchés dans une lettre datée du 6 mai et adressée au président de la commission spécialisée des approvisionnements généraux, contrôleur général des armées, au ministère de la défense. Ce texte est le suivant :

« Monsieur le Président, « En raison des circonstances, il a été décidé qu'il convenait de ne pas inscrire à l'ordre du jour de la séance de votre commission du 10 mai l'examen du marché pour le fonctionnement des établissements pénitentiaires de la zone Ouest que le ministère de la justice avait l'intention de conclure avec les sociétés Fougerolle et Sodexho. « Comme j'avais déjà eu l'occasion de vous le dire, il est, à tout le moins, indispensable que l'examen par votre commission des marchés pour le fonctionnement des établissements du « programme 15 000 places de prison » porte, au minimum, simultanément sur deux zones. « En outre, j'attire votre attention sur le fait que j'estime que cette affaire fait apparaître des anomalies tant sur la forme que sur le fond. « Je n'exclus pas que ces anomalies puissent entacher les conditions

Le marché nord-américain saturé

Dans une récente interview au quotidien madrilène *El País*, un responsable de la Drug Enforcement Administration (DEA) américaine détaché en Espagne, affirmait que, face à la saturation du marché nord-américain de cocaïne et à la forte baisse de prix qu'elle avait provoquée, les principaux trafiquants avaient décidé de se réorienter vers le marché européen, choisissant à cet effet l'Espagne comme tête de pont. La multiplicité des communications, aériennes et maritimes, avec l'Amérique du Sud, la similitude de langue et la présence sur son territoire d'une forte colonie latino-américaine constituent autant d'éléments contribuant à faire jouer à l'Espagne ce rôle peu enviable.

THIERRY MALINIAK.

L'affaire Michel Droit

Le parquet ouvre une information contre X... pour corruption

Le parquet a délivré, vendredi 6 mai, un réquisitoire suppléant demandant au juge Grellier les moyens juridiques de poursuivre l'instruction du dossier Valléry-Radot et de l'orienter dans la direction nouvelle mise en lumière par l'affaire Michel Droit. Attendu en vain par le magistrat depuis plus d'un mois, ce document cite en effet explicitement les articles 177 et 179 du code pénal et vise la corruption.

Après avoir vu son travail sévèrement remis en cause et essayé de nombreuses critiques, le juge reçoit ainsi plus qu'un simple feu vert pour poursuivre son instruction : une invitation à se placer sur le terrain — celui de la corruption passive et de la corruption active — vers lequel son enquête l'avait rapidement dirigé. Les investigations menées par la police sur les comptes bancaires de M. Droit, membre de la CNCL, avaient en effet révélé le maintien de liens financiers entre l'académicien et le groupe Hespant — son ancien employeur — titulaire de plusieurs autorisations délivrées au cours de l'année 1987 par la commission.

Même dirigée contre X... l'information demandée par le parquet équivaut donc à une sorte de reconnaissance tardive du travail déjà accompli par le magistrat. Fait-il y voir aussi une reconnaissance implicite à la procédure d'annulation et de dessaisissement du dossier décliné par lui y a quelques semaines par le procureur et encore en cours ? (Le Monde daté 24-25 et du 29 avril.)

Les deux attitudes semblent en effet incompatibles : l'une — habituelle — vise à soutenir la démarche du juge ; l'autre — à la contrecarrer. La décision d'accorder le réquisitoire suppléant rend en tout cas sans objet la précédente demande d'annulation des actes d'instruction du juge...

La position du parquet aura évolué. Elle aura attendu le 6 mai pour se préciser.

ANNICK COJEAN.

REPÈRES

Espace

Vol habité pour la navette soviétique

Le premier vol de la navette spatiale soviétique, qui devait avoir lieu dans les prochaines semaines, d'après les informations recueillies par les satellites d'observation de la Terre, sera piloté sous la responsabilité d'un équipage de deux cosmonautes. C'est ce qu'a affirmé à l'agence Tass M. Vladimir Shatalov, chef du centre d'entraînement des cosmonautes soviétiques. Cette déclaration contredit tout ce qu'on avait appris jusqu'ici. Il paraissait en effet acquis que le premier vol de cet engin, qui s'apparente, par la taille et par le poids, à la navette américaine, serait inhabité. C'est notamment ce qu'avait précisé récemment le directeur du programme spatial soviétique, M. Alexandre Doumyaev.

Nucléaire

Nouvel arrêt de la centrale de Chooz

Un mois après sa remise en service, le réacteur numéro un de la centrale de Chooz (Ardenne) a été à nouveau stoppé le 5 mai, en raison de la fuite d'une tuyauterie de la partie non nucléaire de l'installation. Selon le chef de la centrale, M. André Senné, ce réacteur devrait être remis en service dans le courant de la semaine prochaine. La centrale de Chooz A (305 mégawatts) avait été arrêtée pendant près d'un an pour le contrôle de la cuve soupçonnée de présenter des traces de fatigue. Après examen, l'installation avait été couplée au réseau le 8 avril.

D'autre part, un ouvrier a été légèrement blessé par des radiations lors des travaux d'entretien de la tranche numéro trois de la centrale de Paluel (Seine-Maritime). L'incident s'est produit alors que l'homme tentait de déboucher une perçuse en panne qui s'est brutalement remise en marche, déchirant une partie de son vêtement de protection. La victime devrait quitter l'hôpital de Fécamp très prochainement.

SIDA

Une brochure pour chaque foyer américain

Le gouvernement américain fait parvenir à chaque foyer du pays (407 millions) une brochure dépliée et très illustrée sur ce qu'est exactement le SIDA, les façons de s'en protéger et les modes de propagation du virus.

Un million d'exemplaires de cette brochure ont été adressés aux enseignants, médecins, infirmières, dentistes et pharmaciens. Toutes les organisations caritatives ont reçu également à l'intention des sans-logis, et des versions espagnoles sont adressées aux communautés mexicaines et cubaines.

La Grande-Bretagne, la Belgique, tous les pays scandinaves ont pris la même initiative. Il ne restera bientôt plus que la France où l'action d'information (et donc de prévention) est insuffisante pour le grand public, lequel, selon tous les sondages, s'estime à juste titre mal informé à ce sujet.

Médecine

La maladie du légionnaire touche la BBC

Une épidémie de maladie du légionnaire frappe actuellement le siège de la BBC à Londres. Depuis le 18 avril, dix-neuf cas ont été enregistrés et on estime que quarante-cinq autres personnes pourraient avoir contracté le virus. Quarante et une personnes ont été hospitalisées, dont neuf dans un état grave. Selon les médecins, il n'y a plus aujourd'hui de risque de contagion. La légionelle — la bactérie responsable de l'infection — a en effet pu être localisée dans le système de climatisation de l'immeuble de Portland Place qui a été immédiatement désinfecté. Cette maladie, qui se présente comme une pneumonie grave, était apparue en 1976 à Philadelphie lors d'une convention de la Légion américaine.

Pluie de sable sur la France

De la poussière jaunâtre est tombée sur la région parisienne et sur l'Auvergne en fin d'après-midi le 7 mai et dans la nuit du 7 au 8 mai, saupoudrant les voitures qui étaient dehors. Ce sable très fin est venu du nord de l'Afrique, transporté par le vent qui souffle du sud en nous apportant des températures anormalement élevées pour la saison. Les pluies — parfois orageuses — qui sont tombées sur la région parisienne, ont entraîné les particules de sable vers le sol. L'eau de pluie s'est évaporée, laissant sur les voitures ce sable impalpable. On estime qu'en moyenne il est tombé environ 80 kilos de sable par kilomètre carré.

Un phénomène semblable s'était produit, pour les mêmes raisons, le 17 août 1987, sur diverses régions françaises (sur Paris, en particulier), sur l'Espagne et sur l'Angleterre. On avait alors estimé à 150 000 tonnes la quantité de sable africain qui était tombée sur l'Europe.

Ce sable était radioactif car sur ses grains s'étaient accumulées les particules de plomb 214 et de bismuth 214 présentes dans l'atmosphère. Celle-ci, en effet, contient toujours ces éléments radioactifs qui sont issus du radon, un gaz émis par la Terre qui est lui-même issu du radium contenu dans les roches.

La période du radon est le 3,5 jours ; celle du plomb 214 et du bismuth 214 est de trente minutes. La radioactivité due à ces produits décroît donc extrêmement vite. Elle est sans cesse renouvelée par la montée du radon dans l'atmosphère. Au sol, elle dépend du régime des vents et des chutes de pluie.

Même si on n'a pu mesurer les 7 et 8 mai sur la France une radioactivité de 10 000 becquerels (1) par mètre carré, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants du ministère de la santé est formel : cette radioactivité d'origine naturelle ne présente aucun danger, immédiatement ou à terme, pour la population.

(1) 1 becquerel = 1 désintégration par seconde.

Des machines à sous au casino d'Enghien-les-Bains

Le conseil municipal pose des conditions

La guerre d'Enghien-les-Bains a-t-elle lieu ? Rien n'est moins sûr aujourd'hui, après la réunion, le jeudi 5 mai, du conseil municipal qui devait prononcer sur la demande du casino d'exploiter trois cent cinquante machines à sous. La maire, M^{me} Françoise Kohler-Chevrot (CDS), a tout simplement ajourné le vote. Raison officielle : la Société d'exploitation des eaux et thermes d'Enghien (SEITE) ne s'est pas encore prononcée sur les conditions prescrites par le conseil municipal à forte majorité lors de la précédente réunion, le 29 avril dernier. Raison officielle : elle aurait purement et simplement refusé certaines de ces conditions.

Le maire souhaitait, en effet, que le casino participe aux frais que ne manquerait pas d'entraîner l'arrivée de trois cent cinquante machines à sous ; l'augmentation des effectifs de police municipale ; la construction en sous-sol de cinq cents places de parking ; un système vidéo dans les parkings et aux abords du casino et un hôtel de luxe de soixante chambres. C'est surtout le financement de la police municipale qui serait au cœur du débat.

Mais, conditions ou pas, l'annonce seule de l'introduction de machines à sous sur les bords du lac a déclenché, au sein de la population, une vive bataille entre les opposants et les partisans d'un tel projet. Il y avait donc foule, jeudi soir 5 mai, dans la petite salle du conseil municipal d'Enghien-les-Bains. Avertis par la presse et par cinq mille tracts diffusés par une association de défense (« Présence »), de nombreux habitants s'étaient déplacés pour en savoir plus. Ce fut un élu socialiste qui se fit leur porte-parole : « Il ne faut pas qu'Enghien devienne un Las Vegas, une capitale du crime. Il faut qu'il n'y ait ce soir ni vaqueurs ni veinards, et surtout pas de machines à sous. »

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 79 F

Abonnés 69 F

Communications diverses 82 F

Recommandations : 42-47-95-83

Neissances

— Patricia et Alain VAUVY ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur fils

Jean-Facoude,

le 20 avril, à Clamart.

9, rue Jean-Roger-Thorelli, 92340 Bourg-La Reine.

Décès

— Brigitte Salmon, sa compagne

Sandrine Salmon, M^{me} Isabelle Gombé, M^{me} et M^{me} Thés Gombé, M^{me} et M^{me} Jojo Gombé, M^{me} et M^{me} Mamei Gombé, ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs et leurs enfants, font part du décès du peintre

Edouard Luis GOMÈS,

survenu le 30 avril 1988.

3, rue des Toirs, Yèvre Le Châtel, 45349 Fitzvieux.

Rua Docteur Francisco-Sao-Carvalho, Vila-Nova-de-Gaia (Portugal).

Anniversaires

— Le 3 mai 1988, à Besançon,

Éveline MÉRIAU, docteur de 3^e cycle, est entrée dans la paix de Dieu.

De la part de Jean-Luc Mériaux, son époux,

Yvette et Anne Mériaux-Gondouin, Odile Mériaux, Anne Mériaux, ses enfants, Blanche Maës, sa mère, Jean et Françoise Mutricy-Maës et leurs enfants, Jean-Claude et Françoise Synové-Maës et leur fille, Élector Mériaux, son beau-père, Gisèle Mériaux, sa belle-sœur.

— M. Pierre Racourt a la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanine RACCURT.

Le levée de corps aura lieu le mardi 10 mai, à 9 h 15, à l'Institut médical, qual. de la Rapée, Paris-12^e, suivie d'une cérémonie religieuse, à 15 h 30, en l'église de Nivernon (Ain).

Fleurs à l'Église.

— L'Association des administrateurs civils du ministère de l'éducation nationale.

Le bureau du Syndicat national des administrateurs civils (SNAC-AIAC) ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jeanine RACCURT, administrateur civil hors classe, secrétaire général du SNAC, survenu le 3 mai 1988.

— Il y a deux ans disparaissait le docteur Marcel SEGOND, chef du secteur psychiatrique de Meaux.

Sa famille demande une pensée à ceux qui l'ont connu et estimé.

Soutenances de thèses

— Université Paris-V, le mercredi 18 mai, à 14 heures, amphithéâtre Emile Durkheim, galerie Claude-Bernard, escalier I, 3^e étage, M. Alain Norvez : « L'enfance d'âge précoléaire dans la France contemporaine. Etude démographique et sociale ».

— Université Paris-X-Nanterre, le jeudi 19 mai, à 10 heures, salle E 07, bâtiment G, M. Seyd Atabek : « Essai historique sur la formation du salariat en Iran : production et reproduction de la force de travail ».

— Université Paris-V, le jeudi 19 mai, à 14 heures, salle Louis-Lard, M. Gérard Malgouyres : « Enseigner à des adultes. Travail et pédagogie ».

— Université Paris-V, le mardi 24 mai, à 10 heures, salle 106, centre Henri-Pierson, M^{me} Alexandra Korozeva : « Jeunesse, média, identité culturelle dans la Grèce d'aujourd'hui. Les pratiques culturelles du temps libre des jeunes Grecs contemporains ».

AVIS FINA

TOTAL

GROUPE TOTAL

UAP

NON DES ASSURANCEUR

Le Monde

PI BLICTE

سكزامن اللصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TOTAL
TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

CLOTURE DE LA PÉRIODE D'OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT DES BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS CRD TOTAL FRANCE PAR TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Le 5 mai 1988 était le dernier jour de la période d'offre publique d'achat des bons de souscription d'actions CRD Total France par Total CFP (1). 3 932 890 bons ont ainsi été apportés à l'offre, ce qui représente 79 % des 4 978 010 bons en circulation avant le lancement de celle-ci. Total CFP ne détenait aucun bon avant cette opération.

A l'issue de cette offre, il subsiste donc dans le marché 1 045 120 bons dont la date d'expiration est au 30 juin 1989.

Par ailleurs, il est rappelé qu'à la suite de son offre publique d'achat des actions de CRD Total France, Total CFP détient 96,16 % du capital de sa filiale de raffinage et de distribution (2).

Il reste donc près de 1,2 million d'actions CRD Total France cotées au règlement mensuel.

(1) Note d'information portant le visa COB n° 88-107 du 7 avril 1988.
(2) Note d'information portant le visa COB n° 88-43 du 9 février 1988 disponibles sans frais auprès de la banque Paribas et de Total CFP.

McDonald's

Les bons résultats de McDonald's Corporation se poursuivent en ce début d'année 1988 :

Résultats du premier trimestre

	1988	1987	Variat. 88/87
Chiffre d'affaires MS	3 591	3 118	+ 15 %
Bénéfice net MS	126	107	+ 18 %
Bénéfice net par action \$	0,67	0,56	+ 20 %

An cours du premier trimestre 1988, McDonald's Corporation s'est implanté en Yougoslavie et en Corée du Sud, et totalise aujourd'hui plus de 10 000 restaurants répartis dans 49 pays.

Le président Fred L. Turner a déclaré : « Nous prévoyons une croissance importante de nos activités pour l'année en cours, grâce notamment à l'ouverture de plus de 500 restaurants en 1988. »

UAP
UNION DES ASSURANCES DE PARIS
9, place Vendôme
75001 PARIS

An cours de sa réunion du mardi 3 mai 1988, le conseil d'administration de la Société centrale Union des assurances de Paris, présidé par M. Jean Dupont, a examiné les comptes de cette société, ainsi que des sociétés UAP Incendie-Accidents et UAP-Vie pour l'année 1987.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des deux sociétés d'exploitation UAP Incendie-Accidents et UAP-Vie s'élève à 35,4 milliards de francs, progressant de 14,1 % par rapport à l'année 1986, sur la base de données comparables.

Pour la société UAP Incendie-Accidents, le chiffre d'affaires s'élève à 17,6 milliards de francs, progressant (à données comparables) de 7,4 % ; le chiffre d'affaires de la société UAP-Vie atteint 17,8 milliards de francs, en progression de 21,1 %.

Résultats

Le résultat net s'élève, pour l'ensemble des trois sociétés, à 2 081 millions de francs, contre 1 810 millions de francs en 1986, soit une progression de 15 %.

En raison des aménagements apportés en 1987 aux structures du groupe, les résultats des sociétés Centrale UAP et UAP-Vie ne sont pas directement comparables à ceux de l'année 1986.

Le résultat de la Société centrale UAP atteint 869 millions de francs et celui d'UAP-Vie 327 millions de francs. Par rapport au résultat cumulé des deux anciennes sociétés UAP-Vie et UAP-Capitalisation en 1986, la progression ressort à 9,6 %.

Pour l'UAP Incendie-Accidents, le résultat s'élève à 385 millions de francs, progressant de 46 % par rapport à 1986.

Détachements

Après avoir approuvé les comptes des trois sociétés et constaté une nouvelle amélioration de leur capacité bénéficiaire, le conseil a décidé de proposer au collège exerçant les pouvoirs de l'Assemblée générale des actionnaires de la Société centrale Union des assurances de Paris le versement d'un dividende de 396,4 millions de francs, soit la somme de 5,75 F par action, assortie d'un impôt payé d'avance de 2,875 F, constituant un revenu global de 8,625 F par action ; correction faite de l'incidence de la division de titre par 8 intervenue au mois d'octobre 1987, le revenu par action s'élève ainsi de 15 %.

Comptes consolidés

Le conseil a également pris connaissance des comptes consolidés provisoires du groupe UAP pour l'exercice 1987.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé en 1987 à 50,5 milliards de francs, contre 38,8 milliards de francs en 1986, ce qui représente une progression de 30,3 %. De 1986 à 1987, le champ de consolidation a été sensiblement élargi, avec l'intégration globale des groupes Royale belge et New Ireland ; à champ de consolidation inchangé, le chiffre d'affaires progresse de 12,9 %.

Le résultat consolidé, part du groupe, s'établit à 2,550 milliards de francs, en augmentation de 15,2 % par rapport à 1986.

INTERNATIONAL BANKERS FRANCE

Depuis le 16 avril 1988, Michel Maurice a rejoint International Bankers France, 8 place d'Alsace, 75116 Paris, en qualité de directeur pour y créer un département spécialisé dans les professions soumises à réglementation (conseils juridiques, avocats, banquiers, administrateurs de biens, syndics de copropriété, agents immobiliers, mandataires de justice).

Michel Maurice, âgé de cinquante-huit ans, a fait toute sa carrière dans la profession bancaire, d'abord à la Banque franco-chinoise (Extrême-Orient et Madagascar), puis à la Banque Menoud où il était directeur chargé des professions réglementées.

International Bankers France est présidé par Michel Marotteau de Brem. Son capital actuel de 100 millions de francs est entièrement détenu par IBI Luxembourg. Le groupe IBI, créé il y a cinq ans à l'initiative de Jean-Maritime Lévy, est implanté, outre Paris et Luxembourg, à Londres, Genève et Hongkong. Ses fonds propres sont de l'ordre de 150 millions de dollars.

Jusqu'à présent, International Bankers France était surtout connu pour ses interventions dans des opérations immobilières, de commerce international, d'ingénierie financière et de gestion de patrimoine.

LUCIA

Il est précisé, suite au communiqué annonçant un prochain conseil d'administration (le 10 mai 1988) pour décider des modalités d'une augmentation de capital réservée au groupe AXA, que cette augmentation ne serait évidemment pas de 450 millions de francs ; mais, bien entendu, il fallait comprendre que ce sont les apports en nature immobiliers et mobiliers envisagés qui sont estimés de l'ordre de cette somme.

Alain AUBERT, administrateur directeur général.

VALEURS DE FRANCE

Le 29 avril 1988, la valeur liquidative de la SICAF « Valeurs de France », société d'investissement à capital fixe gérée par la BRED, était de 323,15 F (319,60 F le 15-3-88).

A la même date, l'action de « Valeurs de France » cotait 323 F (308 F le 15-3-88).

L'actif de la SICAF était composé comme suit :

- Obligations : 17,71 %
- Titres intermédiaires (1) : 14,11 %
- Actions : 39,21 %
- Titres non cotés : 15,03 %
- OPCVM : 12,65 %
- Liquidités : 1,29 %

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations.

Aurécic
La Sicav Or

Assemblée Générale Ordinaire du 26 avril 1988
Présidée par M. François Floquet

Actif net au 25.04.1988 : F 207.861.274
Valeur liquidative au 25.04.1988 : F 1.394,78
Performance 1987 : + 14,24 %
Performance du 31.12.1987 au 25.04.1988 : + 4,10 %
Dividende 1987 : F 66,48 + F 0,08 d'avoir fiscal mis en paiement le 28 avril 1988

Remploi des dividendes globaux sans droit d'entrée jusqu'au 28 juillet 1988.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

COMPAGNIE DES SALINES DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Compagnie des salines du Midi et des salines de l'Est, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 1987 et sur la répartition du résultat (versement d'un dividende de 26 F par action), se tiendra le 20 juin 1988 à 15 heures à l'Astomobile club de France, 6, place de la Concorde, 75008 Paris.

Cette réunion sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire ayant pour objet de se prononcer sur :

- l'autorisation à donner au conseil d'administration de procéder éventuellement à une émission d'obligations convertibles ;
- l'autorisation à donner au conseil d'administration de procéder éventuellement à une émission d'obligations convertibles ;
- l'autorisation à donner au conseil d'administration de procéder éventuellement à une augmentation de capital réservée aux membres du personnel de la compagnie et des sociétés de son groupe.

Les actionnaires désirant assister à ces assemblées doivent faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

A défaut d'assister à ces assemblées, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint ;
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire ;
- voter par correspondance.

Les formules de vote par correspondance et de pouvoir et les documents les accompagnant ont été adressés aux actionnaires inscrits en comptes nominatifs pour administration.

Les titulaires d'actions ou porteurs inscrits en compte doivent faire la demande de ces formules à la Banque Indosuez, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six jours avant la tenue des réunions.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter ou de participer directement à ces assemblées.

La compagnie tient à la disposition de ses actionnaires les documents préparatoires de l'assemblée tels qu'ils sont visés par les articles 133 et 135 du décret du 23 mars 1967 ; pour obtenir ceux-ci, la demande doit être faite à la Banque Indosuez, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE FINANCIÈRE ET DES ALLUMETTES

L'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires s'est tenue le 5 mai 1988 et a approuvé les comptes qui se soldent par un bénéfice net de 52 710 115,61 F contre 14 823 344 F en 1986.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice s'établit à 518 607 419 F contre 511 533 224 F en 1986 et le résultat net consolidé part du groupe ressort à 53 754 449 F contre 15 595 149 F l'année précédente.

L'assemblée générale a décidé la distribution d'un dividende net de 11 F par action donnant droit à un avoir fiscal de 5,50 F. Ce dividende sera mis en paiement le 16 mai 1988 auprès du Crédit parisien, 33, rue Cambon, 75001 Paris et de la Banque d'Indochine et de Suez, 96, boulevard Haussmann, 75008 Paris.

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration de la société s'est réuni. Il a approuvé le projet de convention de fusion avec la Compagnie du Midi et a arrêté, sur la base des comptes au 31 décembre 1987, la part définitive 1 action Compagnie du Midi, jouissance 1^{er} mars 1988, pour 2 actions SIFA, coupon exercice 1987 détaché. Ces éléments seront soumis à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire qui sera convoquée pour le 30 juin prochain.

CLEMESSEY

L'assemblée générale de la société Clemessy, réunie le 22 avril 1988, sous la présidence de M. Pierre Schultz, président du conseil de surveillance, a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

Principaux chiffres de l'exercice :

en millions de francs	1986	1987
Chiffre d'affaires (hors filiales)	1 418	1 429
Résultat net	12,6	20,5

Malgré une croissance faible du chiffre d'affaires (+ 1 %), le bénéfice net pour sa part est en progression significative (+ 62 %).

Dans son intervention, M. Jean-Paul Marbacher, président du directeur, a précisé que Clemessy, dans l'indépendance, poursuivra les mutations engagées :

- internationalisation par renforcement de notre présence actuelle en Europe, soit par création de filiales, soit par acquisition ;
- accélération de la décentralisation technique qu'administrative sur l'ensemble du territoire français ;
- renforcement des équipes de direction au niveau du siège, des régions et des divisions techniques par un plan d'emplois adaptés aux objectifs.

L'affirmation constante de nos résultats, le niveau de notre carnet de commandes, la valeur de notre personnel nous permettent, à juste titre, a-t-il conclu, de fixer des objectifs ambitieux au groupe Clemessy.

COMPAGNIE DU MIDI

Dans sa séance du 4 mai 1988, le conseil d'administration a pris connaissance des comptes consolidés de la Compagnie du Midi arrêtés au 31 décembre 1987.

Le résultat courant du groupe dans le résultat consolidé atteint 1 348 millions de francs. Le résultat courant, qui s'élève cette année à 993 millions de francs au lieu de 1 088 millions de francs pour l'exercice précédent, tient compte des frais financiers et des coûts entraînés par les acquisitions de filiales d'assurances en 1987, et notamment par l'offre publique d'achat sur Equity & Law. Les charges exceptionnelles égales à l'accroissement de l'amortissement des valeurs, qui s'élève à 230 millions de francs au lieu de 123 millions de francs l'an passé, la différence provenant essentiellement des acquisitions en Belgique et en Espagne.

An 31 décembre 1987, les fonds propres consolidés s'élevaient à 18 197 millions de francs, dont 12 477 millions de francs pour la part du groupe, en progression de 4,7 % sur le chiffre correspondant au 31 décembre 1986.

Le conseil s'est ensuite félicité à l'unanimité de la signature de l'accord conclu avec le groupe AXA, qui permet de constituer un grand groupe privé d'assurances, capable d'affronter la concurrence accrue qui résultera de l'ouverture des frontières européennes.

Le conseil a décidé de convoquer l'assemblée générale mixte, sur première convocation, pour le 22 juin 1988, à effet notamment de statuer sur les opérations suivantes :

- absorption par la Compagnie du Midi de la Compagnie des brasseries et glaciers internationaux (BGI), moyennant le rachat aux actionnaires de cette dernière de 2 actions Midi pour 1 action BGI, coupon 1987 détaché ;
- absorption par la Compagnie du Midi de la Société immobilière financière des allumettes (SIFA) moyennant le rachat aux actionnaires de cette dernière de 1 action Midi pour 2 actions SIFA, coupon 1987 détaché ;
- augmentation de capital de la Compagnie du Midi par création d'actions nouvelles destinées à rémunérer les apports des actionnaires de la Compagnie des immeubles de la place Moncaux, de Classe SA, des Entreprises et magasins généralistes de France, d'AGP SA et de la Compagnie financière de Paris ayant répondu positivement à l'offre publique d'échange de leurs actions contre des actions Midi ;
- apport à la société AXA assurances holding d'actions Equity & Law détenues par la Compagnie du Midi, rémunéré à raison de 1 action AXA assurances holding pour 7 actions Equity & Law, coupon 1987 détaché ;
- augmentation de capital de la Compagnie du Midi par création de 7 187 758 actions nouvelles destinées à rémunérer l'apport, par diverses sociétés du groupe AXA, de leurs actions de la société résultant de la fusion d'AGP SA et d'AXA assurances holding moyennant l'attribution de 2 actions Midi pour 9 actions AXA assurances holding, coupon 1987/1988 détaché ;
- augmentation de capital par attribution gratuite de 1 action nouvelle pour 30 actions anciennes ; bénéficieront de cette attribution toutes les actions existantes, y compris celles créées à l'occasion des augmentations de capital qui précèdent.

Toutes les actions nouvelles Compagnie du Midi porteront jouissance du 1^{er} mars 1988.

Parallèlement, le conseil d'administration a approuvé le projet de fusion entre AGP SA et AXA assurances holding, moyennant le rachat aux actionnaires d'AGP SA de 9 actions AXA assurances holding contre 10 actions AGP SA, coupon 1987 détaché.

Si l'assemblée du 22 juin 1988 ne réunissait pas le quorum nécessaire, l'assemblée, réunie sur deuxième convocation, se tiendrait le 29 juin 1988.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

BILAN

ACTIF	1986		1987	
	1986	1987	1986	1987
Actif immobilisé :				
- Immobilisations corporelles	386	1 231		
- Immobilisations financières	13 931	21 289	5 916	12 071
- Immobilisations financières	13 335	46 292	17 291	18 197
	27 652	68 812		
Actif circulant :				
- Stocks et débiteurs	5 572	11 019	10 276	54 482
- Créances et débiteurs	1 029	1 884	7 325	13 022
- Liquidités et valeurs mobilières	10 532	13 933	4 598	9 286
	17 133	26 836	31 063	77 223
TOTAL	44 785	95 648	48 259	95 420

	1986		1987	
	1986	1987	1986	1987
Capitaux propres :				
- Capital	2 620	3 334		
- Réserves	3 822	5 013		
Total	6 442	8 347		
Total des ressources	13 814	23 489		
Charges d'exploitation	(21 022)	(25 129)		
Produits financiers	2 077	4 208		
Charges financières	(620)	(1 028)		
Mandat d'exploitation	1 688	913		
Opérations exceptionnelles	237	2 602		
Mandat des sociétés et établissements	(754)	(1 062)		
Mandat sans impact	2 228	2 292		
Impôts	(290)	(1 062)		
Mandat consolidé après impôts	1 474	1 529		
Mandat part du groupe	386	581		
Mandat part du groupe :				
- Capital	1 088	595		
- Réserves	395	533		
- Un conseil	—	—		
	1 483	1 128		

Notes : l'intégration des comptes du groupe Equity and Law en 1987 se traduit par un accroissement de 39,5 milliards de francs du total du bilan consolidé, de 33,6 milliards de francs des provisions techniques et de 4,4 milliards de francs des cotisations limitées des sociétés d'assurances.

Marchés financiers

Menacés par la loi sur le commerce

Les investisseurs japonais hésitent à acheter massivement des bons du Trésor américain

Le Trésor américain doit procéder, les 10, 11 et 12 mai, à son opération trimestrielle de refinancement de l'Etat fédéral. Il s'appuie à émettre des titres pour un montant de 26 milliards de dollars.

Les Japonais n'ayant plus l'intention de conserver jusqu'à maturité un papier qui leur brûle les doigts, l'écart des taux d'intérêt entre les Etats-Unis et le Japon ne joue pratiquement plus aucun rôle dans leur décision d'achat.

Malgré un démenti rituel, le ministre des finances et la Banque du Japon n'auront pas manqué d'accueillir d'activisme les investisseurs nippons, au nom de la défense du dollar.

La loi sur le Trade Bill par le Sénat de Washington, les responsables de Nomura et Nikko sécurités, deux des firmes nipponnes visées, ont répondu par une menace à peine voilée: celle d'une diminution brutale de la souscription de la dette publique américaine par les investisseurs nippons.

Du 10 au 12 mai, le Trésor des Etats-Unis va lancer son appel trimestriel aux épargnants d'Amérique et d'ailleurs pour boucher les trous du budget. Et il ne peut que souhaiter une participation active des millions de titres japonais à l'adjudication d'un montant total de 26 milliards de dollars.

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

Comparé à celui des membres plus anciens du club des pays riches, l'investissement étranger japonais est un tout jeune colosse. Des pays membres du groupe des Sept, les actifs extérieurs du Japon représentent de très loin la plus forte proportion sous forme de portefeuille.

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

« Les Japonais, relève l'étude de Shearson, confrontés à l'extrême volatilité internationale, paraissent revenir à un comportement austère en 1984, qui consistait à privilégier l'investissement direct, et semblent renverser la tendance ces trois dernières années à investir dans des actifs financiers. »

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours. Rows include: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc.

Table with columns: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc. Rows include: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc.

Table with columns: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc. Rows include: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc.

Table with columns: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc. Rows include: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc.

Table with columns: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc. Rows include: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc.

Table with columns: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc. Rows include: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc.

Table with columns: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc. Rows include: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc.

Table with columns: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc. Rows include: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc.

Table with columns: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc. Rows include: Valeurs franc. à rev. variable, Valeurs étrangères, etc.

PARIS, 9 mai ↑

Accueil favorable

La réaction de M. François Mitterrand à la préférence de la République a été accueillie favorablement sous les lambris bien que beaucoup parlent de « non-dévolement ».

Le résultat des élections, bien que jugé « sans surprise », était prévu depuis le lendemain du premier tour, et toutefois un goût d'inconnu pour les intervenants. A ceux qui ne consentent pas à se rappeler que sous la gauche le marché n'a jamais autant monté, d'autres pensent que des mesures faciles pourraient ralentir le mouvement.

Les gestionnaires attendent de connaître les résultats de l'adjudication des bons du Trésor américain et le résultat du commerce extérieur des Etats-Unis pour adopter leurs stratégies.

Après les mars écoulés dans la Golden Week, la Bourse de Tokyo a débuté la semaine en baisse. L'indice Nikkeï a perdu 223,47 points (0,81 %), à 27.643,00, après avoir gagné 27.553,38 le jour de l'ouverture.

TOKYO, 9 mai ↓

Baisse sensible

Après les mars écoulés dans la Golden Week, la Bourse de Tokyo a débuté la semaine en baisse. L'indice Nikkeï a perdu 223,47 points (0,81 %), à 27.643,00, après avoir gagné 27.553,38 le jour de l'ouverture.

Après les mars écoulés dans la Golden Week, la Bourse de Tokyo a débuté la semaine en baisse. L'indice Nikkeï a perdu 223,47 points (0,81 %), à 27.643,00, après avoir gagné 27.553,38 le jour de l'ouverture.

Après les mars écoulés dans la Golden Week, la Bourse de Tokyo a débuté la semaine en baisse. L'indice Nikkeï a perdu 223,47 points (0,81 %), à 27.643,00, après avoir gagné 27.553,38 le jour de l'ouverture.

Après les mars écoulés dans la Golden Week, la Bourse de Tokyo a débuté la semaine en baisse. L'indice Nikkeï a perdu 223,47 points (0,81 %), à 27.643,00, après avoir gagné 27.553,38 le jour de l'ouverture.

PARIS:

Second marché (admission)

Table with columns: VALEURS, Cours préc., Dernier cours. Rows include: A.S.P.S.A., Amadi & Associés, B.A.C., etc.

LA BOURSE SUR MINITEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 6 mai 1988

Table with columns: VALEURS, PRIX, OPTIONS D'ACHAT, OPTIONS DE VENTE. Rows include: Accor, CEE, E.F. Aquitaine, etc.

MATIF

Table with columns: COURS, ÉCHÉANCES. Rows include: Dernier, Précédent. Columns: Juin 88, Sept. 88, Déc. 88.

INDICES

Table with columns: CHANGES, BOURSES. Rows include: Dollar, Paris, New-York, Londres.

Table with columns: MARCHÉ MONÉTAIRE. Rows include: Paris (9 mai), New-York (6 mai).

Table with columns: LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES. Rows include: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS.

Table with columns: TAUX DES EUROMONNAIES. Rows include: SE-U, DM, FR, etc.

FAITS ET RÉSULTATS

Total défilé 79 % de bons de souscription CRD Total France. Total compagnie française des agences (CFP) a racheté 932 890 bons de souscription d'actions de sa filiale Compagnie de Raffinage et distribution (CRD) Total France.

93,8 millions de francs de bénéfices pour Synthélabo. Synthélabo, qui réunit les activités antérieures de l'Oréal, a réalisé, en 1987, un bénéfice net, par du groupe, de 93,8 millions de francs, contre 66 millions lors de l'exercice 1986.

Triplicent des résultats de Reysel Industries. Le groupe Reysel Industries (équipement automobile, matériel de grande cuisine) a réalisé, en 1987, un triplement de son bénéfice net consolidé à 36,2 millions de francs, contre 12,1 millions de francs en 1986.

Stabilité des bénéfices d'Arjomari. Le bénéfice net consolidé d'Arjomari (papier) est resté quasiment stable en 1987, s'établissant à 336,8 millions de francs, contre 334 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaires ressort à 6,1 milliards, soit une hausse de 16,6 % par rapport à 1986, où il s'établissait à 5,2 milliards.

9 MAI

Handwritten text: 50:24 من الأصل

صكزامن الأصل

Marchés financiers

BOURSE DU 9 MAI

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Cours relevés à 14h55'.

Comptant (déduction)

SICAV (déduction)

6/5

Comptant, SICAV, and 6/5 sections containing detailed financial data for various instruments and companies.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Tables for exchange rates (Cote des changes) and gold market (Marché libre de l'or).

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-81-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ☆ : marché continu

POLITIQUE Le second tour de l'élection présidentielle 2 à 16 Analyses, commentaires, reportages, réactions et perspectives. 16 à 19 Les résultats à Paris et dans la région parisienne. 20 à 33 Les résultats dans les départements.	ÉTRANGER 35 Un nouveau gouvernement Martens en Belgique. — Pologne : poursuite de la grève à Gdansk. 36 Le voyage de Jean-Paul II en Amérique latine. 38 Liban : la sanglante bataille entre Amal et le Hezbollah.	SOCIÉTÉ 44 Les démentis du ministère de la justice dans l'affaire des budgets de fonctionnement des prisons privées. — Saisie record de cocaïne en Espagne.	CULTURE 39 Musiques : Lundi de lumière, de Stockholm à la Scala de Milan. — Johnny Clegg au Zénith. — Eric Barret au Festival d'Amiens.	ÉCONOMIE 46-47 Marchés financiers. SPORTS 43 Rugby : les quarts de finale du championnat de France.	SERVICES Abonnements 16 Carnet 44 Loto 42 Météorologie 42 Mots croisés 42 Radio-Télévision 42	MINITEL Sur 3615 LEMONDE SPÉCIAL ÉLECTIONS La Bourse
---	---	--	---	--	--	--

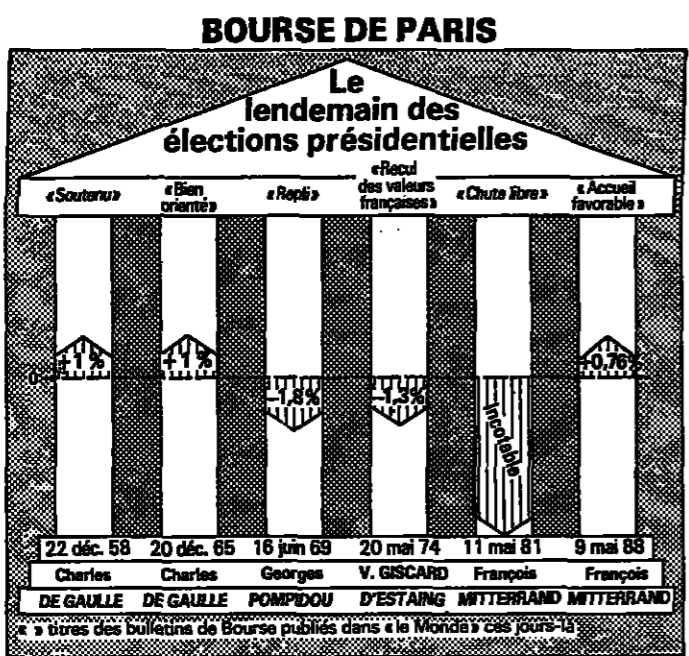
Conduit par la Deutsche Bank Un consortium de banques ouest-allemandes accorde à l'URSS un prêt de 2 milliards de dollars

Un consortium de banques ouest-allemandes a accordé à l'Union soviétique un prêt de 2 milliards de dollars, a annoncé, le dimanche 8 mai, la Deutsche Bank, première banque privée fédérale et chef de file du consortium. Ces crédits sont destinés à la modernisation des industries légères et agro-alimentaires soviétiques, précise le communiqué de la Deutsche Bank. Selon cette dernière, ils devraient financer un programme d'importation en Union soviétique d'équipements ouest-allemands pour la production de biens de consommation. Les discussions se sont déroulées la semaine dernière à Düsseldorf entre des représentants du gouvernement de Bonn, banquiers et industriels ouest-allemands, et une délégation soviétique emmenée par M. Alexei Antonov, vice-président du conseil des ministres soviétique.

Ces dernières années, l'Union soviétique a augmenté ses emprunts dans les pays occidentaux pour compenser la diminution de ses réserves de devises consécutives à la baisse des produits pétroliers. Mais le montant de la ligne de crédits accordée, par les banques ouest-allemandes est largement supérieur à deux prêts consentis à l'Union soviétique depuis le début de l'année par Abou-Dhabi (50 millions de dollars) et par un consortium international dirigé par le Crédit lyonnais (150 millions de dollars).

L'accord conclu dimanche devrait permettre un renforcement des relations économiques entre la République fédérale et l'Union soviétique. Celles-ci avaient baissé en 1987. Il intervient quelques jours avant le début de la réunion de la commission économique soviéto-ouest-allemande, prévue le mercredi 11 mai, à Moscou.

La Bourse accueille favorablement (+ 0,76 %) la réélection de M. François Mitterrand



Alors qu'en 1981, l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République avait transmis les boursiers rendant toutes cotations impossibles le 11 mai, sept ans plus tard, sa réélection est favorablement accueillie.

Le résultat était « sans surprise » depuis la semaine dernière, affirmait un investisseur tandis qu'un autre se rassurait en déclarant que les Français ont voté pour un « ras-le-bol » et non pour « un président de gauche ». L'indice instantané progressait très rapidement pour gagner 2,35 % à 11 h 15 avant de s'équilibrer progressivement, la hausse s'inscrivant plus que 0,76 % à 14 heures.

DOMICILIATIONS COMMERCIALES
conformément à la loi du 21/12/84 destinée à faciliter les créations d'entreprises, nos bureaux du 10^e arrondissement nous permettent d'accueillir :

SIÈGE SOCIAL et FOYER FISCAL
nombreux autres services dont

LOCATION D'UNE SALLE DE RÉUNION
(équipée d'un rétroprojecteur et d'un écran pour les stages de formation)

GEICA - 42.96.41.12 + Téléc : 212 859 F
56 bis, rue du Louvre - 75002 Paris

ACCESS
VOYAGES

NEW YORK 2000 PAR

Destination	A.R.	A.R.
LOS ANGELES	1500	3000
NEW YORK	1500	3000
HAWAII	1500	3000
CHICAGO	1500	3000
DALLAS	1500	3000
WASHINGTON	1400	2800
DUBLINO	1800	3600
MONTREAL	505	1005
CALGARY	2195	4395
BO DE JANEIRO	3440	6880
MEXICO	2585	5170
BANGKOK	2290	4580
STONEY	4800	9600
ANTILLES		2000

Tarif soumis à modifications sans préavis, des réservations peuvent s'appliquer.

NOUVEAU
réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94
6, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles

Après l'assaut d'Ouvéa Le chef du GIGN dément les accusations des indépendantistes

Des Casques qui se trouvaient sur les lieux des affrontements entre militants indépendantistes et force de l'ordre à Ouvéa affirment que trois au moins des preneurs d'otages méthanésiens ont été abattus alors qu'ils étaient désarmés et qu'ils s'étaient rendus (lire page 34). Les autorités militaires démentent formellement cette version.

Interrogé, lundi 9 mai, à Paris, le chef d'escadron Philippe Legorjus, présent au moment de l'assaut, a démenti formellement la version des faits présentée par les indépendantistes. « C'est complètement faux », dit-il en ajoutant que ni Alphonse Dianou, ni Wenceslas Lavello ne sont sortis, sans leurs armes, de la grotte.

Au contraire, explique le commandant du GIGN, Alphonse Dianou et Wenceslas Lavello ont fait partie du dernier carré des ravisseurs les plus acharnés à se battre jusqu'au bout. Lavello, indique l'officier de gendarmerie, n'était pas du genre à se rendre : il est l'auteur du meurtre de deux des gendarmes tués à la brigade de Fayoué et c'est encore lui qui a abattu les deux hommes des forces spéciales (un adjudant et un engagé du 11^e régiment parachutiste de choc) ayant trouvé la mort lors de l'assaut donné à la grotte. Le commandant Legorjus est formel : au moment de la dernière phase de l'attaque, Alphonse Dianou et Wenceslas Lavello sont restés dans la grotte, pour tenter d'ouvrir le feu sur leurs otages et c'est à ce moment-là qu'ils se sont opposés au capitaine Ficon et au maréchal des logis chef Dubois auxquels des revolvers avaient été transmis.

Selon le « patron » du GIGN, Alphonse Dianou a été touché à la cuisse au cours de cet échange de coups de feu, désarmé aussitôt, allongé sur un brancard, sorti de la grotte et c'est le commandant Legorjus, lui-même, qui l'a remis au médecin militaire présent sur les lieux de l'affrontement. Toujours selon l'officier de gendarmerie, Wenceslas Lavello a été tué sur le premier palier, à l'intérieur de la grotte, alors qu'il avait les armes à la main.

Au cabinet du ministre de la défense, on déclare, de son côté, qu'il n'est pas question d'entrer dans un jeu de démentis. On qualifie de « surréaliste » la description de l'opération militaire « Victor », telle qu'elle apparaît, ajoute-t-on, dans ces « allégations » et ces « insinuations monstrueuses » de témoins auxquels il est vivement recommandé, dans ces conditions, de porter plainte devant les institutions de la République s'ils maintenaient leurs versions.

A son cabinet, on précise que M. André Giraud assume toutes ses responsabilités, qu'il est le garant de l'exécution des ordres donnés et qu'il n'accepte pas « des insinuations qui sont des règlements de comptes politiques ».

J. L.

A Cannes Attentat contre un foyer d'immigrés

Une explosion d'origine criminelle a gravement endommagé, le lundi 9 mai vers 4 heures du matin, à Cannes-la-BoCCA (Alpes-Maritimes), un foyer-hôtel de la Sonacotra dont quatre locataires immigrés ont été légèrement blessés.

D'après les premiers éléments de l'enquête, il apparaît aux policiers que les auteurs de cet attentat ont pu pénétrer à l'intérieur des locaux, où sont hébergés une centaine de travailleurs étrangers, parce que la porte en demeure ouverte en permanence. Une fois dans les lieux, les inconnus auraient placé une bouteille de gaz dans un couloir du premier étage et l'auraient ensuite fait exploser. Les murs de l'immeuble ont été lézardés en plusieurs endroits et l'escalier a été fortement ébranlé.

La bouteille de gaz a été retrouvée sous les gravats. Le directeur du foyer a déclaré qu'il avait reçu à plusieurs reprises des menaces par téléphone.

Et pour fêter la République, une reine !

REINE PÉDAUQUE
Les Plaisirs du Palais

Bourgogne - Beaujolais - Côtes du Rhône

Question posée par le président des Tignes Rodin :

70% SUR TOUTE LA MODE ?

Du courage ! Nichez que le tissu et faites vous-même (ou avec l'aide d'une amie) le modèle de vos rêves. Dans un vêtement, le tissu ne représente pas plus de 30% du prix (en comptant large, et le plus souvent beaucoup moins). Si vous choisissez un tissu "Promotion Rodin", il ne vous coûtera presque rien. Faites vos comptes, 100 F, 200 F, 300 F etc. pour une jupe, une robe, un blazer. Ce n'est vraiment pas cher !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES-PARIS

A B C D E F G

Sur le vif Un ministère de rêve

Quelle nuit, les enfants ! J'ai beau avoir voté blanc - eh oui, moi, mon seul parti, c'est celui d'en rire, - à force d'écluser des godets à droite, à gauche, mes cinq étages, je les ai grimpés à quatre pattes, tellement j'étais péte. Et ce matin, au canard, je ramets ça : Je prends des paris sur tout. Et, d'abord, le futur premier ministre et le prochain candidat à la présidence de la République. Alors, là, c'est gagné d'avance. Je joue mon Mimi à deux contre un. Je vous fiche mon bulletin de vote qu'il va se représenter en 1995. Pas pour sept ans, pour cinq, ils vont lui voter bien gentiment une légère réduction de mandat, histoire de lui permettre de passer le cap du troisième millénaire au « château ». Après, on verra. En fait, c'est tout vu : on l'y laissera. On va pes l'arracher à son petit coin de canapé. Les personnes âgées, faut pas les dépoter, c'est mauvais pour leur santé.

Et à Matignon, qui ce sera d'après vous ? Ricard ou Vél ? Moi, la Momme, j'y pense pas, mais de voir, hier à la télé, Djack se rouler à ses pieds, et je te souris ouistiri-sexe et je te caresse de mon regard de brasse et je te frétille du popotin, je me suis dit : ça y est, il cherche un straporin. Lequel ? Je sais pas. La culture, paraît qu'ils en ont marre, ils vont la remplacer par un grand ministère de l'intelligence et le confier à Lecaruet. On parle de Tapie à l'animation industrielle. A la grande maison et à la tolérance, ex-ministère de l'intérieur trop marqué par ce pauvre Pasqua, là, pas de problème, on met Joxe. Enfin, le ministère du temps des caristes trait à Charles Trénet, et celui de la farine et de l'enfant au capitaine Prieur.

CLAUDE SARRAUTE.

La grève continue à la SNECMA

La grève continue dans les trois centres de la SNECMA de Gennevilliers, Villaroche et Corbeil, après sept semaines de conflit. Les négociations entre la direction et les syndicats doivent reprendre mardi 10 mai au matin, après que le médiateur aura présenté son rapport au tribunal de Nanterre lundi après-midi.

La direction ne propose toujours que des augmentations générales de salaires de 1 % au 1^{er} mars et de 1,1 % au 1^{er} novembre, et des hausses « individuelles » représentant 1,7 % en masse, dont 0,7 % consacrés aux jeunes et aux bas salaires. Cependant, la prime uniforme de 1 400 francs prévue serait versée mensuellement (comme l'indemnité de 1 500 francs) et pourrait être intégrée dans le salaire de base (à raison d'un douzième mensuel) à partir du 1^{er} janvier 1989. D'autre part, les non-cadres pourraient bénéficier du même régime de prévoyance que les cadres. Les heures de grève ne seraient pas payées (sauf par récupération sur les samedis) mais ne seraient pas décomptées pour les congés payés et le treizième mois : il n'y aurait pas de sanctions pour faits liés à la grève.

Une manifestation de blocage du périphérique est organisée mardi à Paris à l'initiative de la CGT et des grévistes de Gennevilliers. La coordination des comités de grève, qui juge « totalement décevant » les résultats actuels de la négociation, et la CFDT ont prévu une manifestation place de la Bourse.

Le numéro du « Monde » daté 8-9 mai 1988 a été tiré à 544 732 exemplaires

SVM SCIENCE & VIE MICRO

LES BUGS LA MALÉDICTION DES LOGICIELS.

La micro-informatique peut-elle échapper aux bugs, ces erreurs dans les programmes qui peuvent avoir des conséquences catastrophiques.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MAI :

- Le hit parade des formations à l'informatique pour les bons métiers de demain.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE